

**MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ET DE L'ENFANCE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2001-2002**

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

2001-2002

FAMILLE, ENFANCE
ET CONDITION FÉMININE

AVRIL 2001

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

2001-2002

FAMILLE, ENFANCE
ET CONDITION FÉMININE

AVRIL 2001

NOTE PRÉLIMINAIRE

Ce document d'information est principalement destiné aux membres de la Commission parlementaire responsables de l'étude des crédits du portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine pour l'année financière 2001-2002.

Deux parties distinctes composent ce document. La première partie est constituée de renseignements généraux et de données financières et statistiques; la deuxième partie comprend l'explication des variations de crédits entre les années financières 2000-2001 et 2001-2002.

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2001-2002
TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le rôle et l'organisation administrative du ministère de la Famille et de l'Enfance, des Organismes-conseils et de la Condition féminine.

1.1 La mission du Ministère.

1.2 Les autres organismes.

1.3 L'organisation administrative

1.3.1 L'effectif et la structure administrative

Annexe I - Organigramme

1.3.2 La structure des programmes

Annexe II - Structure des programmes 2001-2002

Annexe III - Crédits comparatifs 2000-2001 et 2001-2002

2. Les crédits du portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine en 2001-2002

PARTIE II

CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001 ET 2001-2002

PROGRAMME 1 PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

- Élément 1 Direction, planification, recherche et services à la gestion
- Élément 2 Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance

PROGRAMME 2 SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

- Élément 1 Soutien financier aux centres de la petite enfance et autres services de garde
- Élément 2 Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires

PROGRAMME 3 PRESTATIONS FAMILIALES

- Élément 1 Allocation familiale
- Élément 2 Allocation pour enfant handicapé
- Élément 3 Soutien administratif

PROGRAMME 4 ORGANISMES CONSEILS

- Élément 1 Conseil de la famille et de l'enfance
- Élément 2 Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés

PROGRAMME 5 CONDITION FÉMININE

- Élément 1 Conseil du statut de la femme
- Élément 2 Secrétariat à la condition féminine

PARTIE I
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. LA MISSION ET L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE, DES ORGANISMES-CONSEILS ET DE LA CONDITION FÉMININE.

1.1 La mission du Ministère

La mission du ministère de la Famille et de l'Enfance consiste à valoriser la famille et l'enfance et à favoriser leur plein épanouissement. Par ses interventions, il doit faire en sorte que la société accorde une meilleure place aux familles et aux enfants.

Pour accomplir sa mission, le Ministère assume deux grandes responsabilités :

La coordination interministérielle de la Politique familiale québécoise;
Le développement et la mise en œuvre de programmes pour les familles et les enfants.

Le Ministère intervient dans des créneaux d'activités qui concernent le développement de la petite enfance, la conciliation des responsabilités parentales et professionnelles, le soutien à la responsabilité parentale et le soutien financier aux familles.

Actuellement, il est responsable des programmes suivants :

Les services de garde éducatifs à contribution réduite pour les enfants de moins de cinq ans;
Les prestations familiales, c'est-à-dire les allocations familiales pour les enfants de moins de 18 ans et les allocations pour enfant handicapé.

En outre, si l'Assemblée nationale adopte le projet de loi proposé, le Ministère assumerait également la responsabilité d'un régime québécois d'assurance parentale.

1.2 Les autres organismes

Le Conseil de la famille et de l'enfance a pour mission de conseiller la ministre et l'ensemble du gouvernement au regard de la famille et de l'enfance et à les accompagner dans le développement de la politique familiale québécoise. Consultations, études et recherches, production d'avis et de rapports, communications et information marquent les activités principales du Conseil de la famille et de l'enfance. Plus particulièrement, le Conseil doit produire à chaque année un rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants, à la manière d'une vigie permanente.

Le Conseil des aînés a pour mandat de promouvoir les droits des personnes âgées, leurs intérêts et leur participation à la vie collective ainsi qu'à conseiller la ministre sur toute question qui concerne ces personnes, notamment quant à la solidarité entre les générations, l'ouverture au pluralisme et le rapprochement interculturel.

La mission du Secrétariat aux aînés est de favoriser le plein épanouissement et le mieux-être des aînés. À cet effet, il doit principalement susciter une action concertée des actions gouvernementales à l'égard des aînés ainsi que concevoir, élaborer et assurer la mise en œuvre d'un plan d'action et d'autres politiques et programmes relatifs aux personnes âgées.

Le Conseil du statut de la femme est un organisme gouvernemental de consultation et d'étude créé par le gouvernement du Québec en 1973 pour veiller à la promotion et à la défense du statut et des droits des Québécoises. Il a aussi comme mandat d'informer la population en général sur ces matières. L'action du Conseil du statut de la femme s'ordonne autour de deux grands créneaux d'activités, soit la recherche et le conseil, l'information et la sensibilisation, qui couvrent un large éventail de domaines d'intervention.

Mentionnons entre autres, la démographie et les rapports sociaux; le travail, la formation, l'économie, la santé et le bien-être; le milieu de vie, le développement local et régional; la politique, l'engagement social.

La mission du Secrétariat à la condition féminine consiste à soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. La fonction conseil, conjuguée au développement d'expertise qu'elle implique, est la principale voie par laquelle s'exerce le mandat du Secrétariat à la condition féminine. Ce dernier coordonne également l'activité gouvernementale au soutien de l'égalité entre les femmes et les hommes et représente le Québec sur la scène intergouvernementale canadienne et sur la scène internationale en ces mêmes matières.

1.3 L'organisation administrative

1.3.1 Les effectifs

Le Ministère de la Famille et de l'Enfance

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Conseil du Trésor a accordé au ministère de la Famille et de l'Enfance l'ajout de 120 ETC soit 70 ETC pour l'exercice financier 2000-2001, 30 ETC en 2001-2002 et 20 ETC en 2002-2003 ce qui porte l'effectif du Ministère à 438 ETC pour l'exercice financier 2001-2002.

Le Ministère a poursuivi sa réorganisation administrative visant à rapprocher davantage son mode de fonctionnement des besoins de la clientèle associée au réseau des services de garde. Cette réorganisation permet d'améliorer la qualité des services à la clientèle en établissant une approche plus personnalisée pour toute demande en provenance du réseau des services de garde. Cette réorganisation s'inscrit d'ailleurs dans le cadre des orientations gouvernementales en matière de services à la population.

Les autres organismes

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Conseil de la famille et de l'enfance s'est vu octroyé par le Conseil du trésor l'ajout de 2 ETC soit 1 ETC pour l'exercice financier 2000-2001 et un autre pour l'exercice 2001-2002, ce qui porte l'effectif total autorisé à 10 ETC.

Le Conseil des aînés et le Secrétariat aux aînés comptent 9 ETC, alors que l'effectif de la Condition féminine totalise 88 ETC soit 64 ETC au Conseil du statut de la femme dont près du tiers est réparti dans toutes les régions administratives du Québec, et 24 ETC au Secrétariat à la condition féminine.

On trouvera en annexe I l'organigramme du Ministère.

1.3.2 La structure des programmes

Le tableau en annexe II présente la structure des programmes du portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine pour l'exercice financier 2001-2002 et l'annexe III les crédits comparatifs 2000-2001 et 2001-2002.

Programme 1 : Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Programme 2 : Services à la famille et à l'enfance

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et, d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

Programme 3 : Prestations familiales

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

Programme 4 : Organismes conseils

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

Ce programme inclut également le Conseil des aînés et le Secrétariat aux aînés dont les mandats permettent d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes âgées du Québec, de définir des orientations à cet égard, d'identifier et de favoriser la mise en œuvre d'actions significatives et structurantes, de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans le plan d'action gouvernemental pour cette clientèle.

Programme 5 : Condition féminine

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matières de condition féminine. Il regroupe le Secrétariat à la condition féminine de même que le Conseil du statut de la femme.

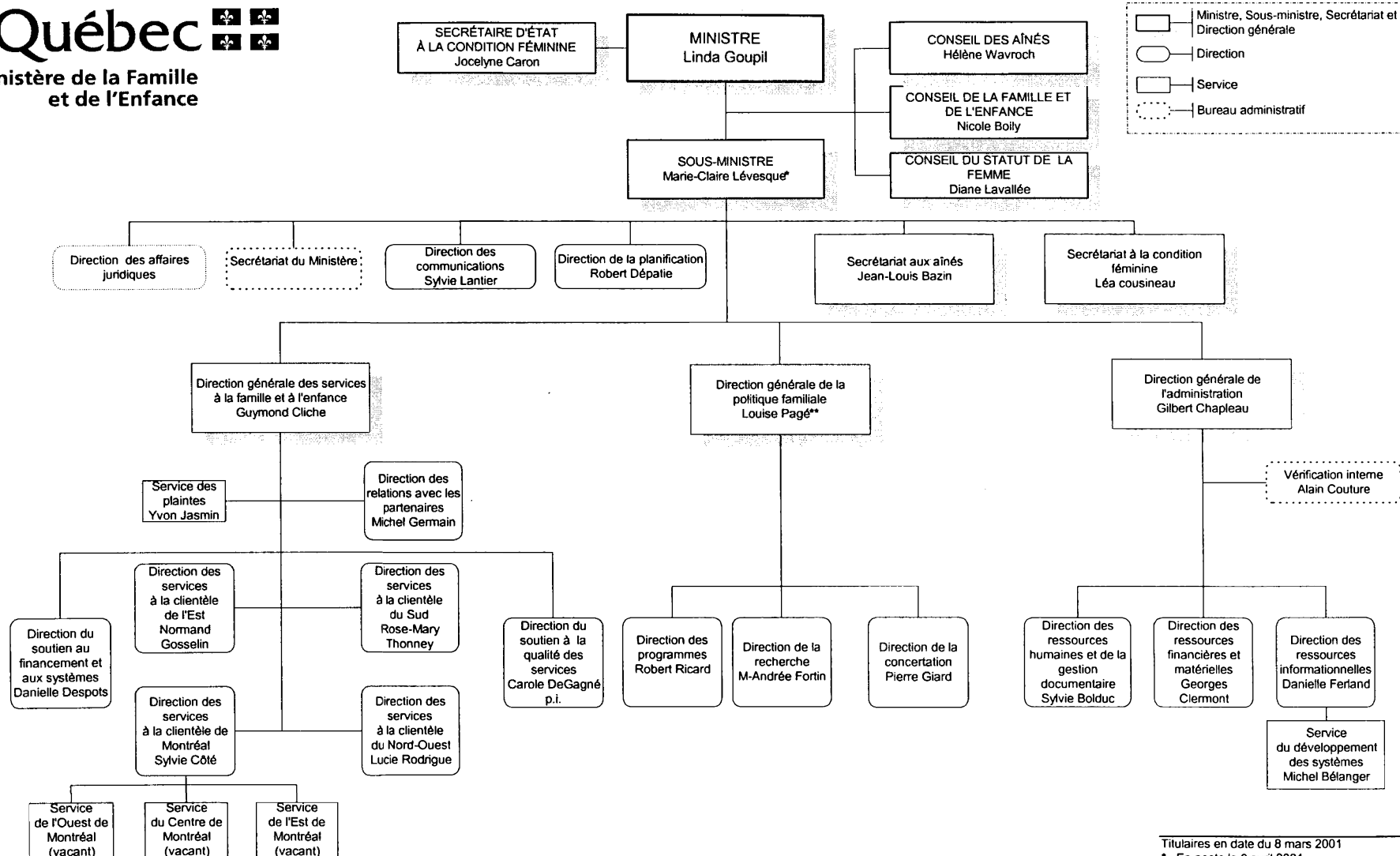
2. LES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE FAMILLE, ENFANCE ET CONDITIION FÉMININE 2001-2002

Les crédits du portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine totaliseront 1 678,8 M\$ soit une hausse de 122,3 M\$ (7,9 %)par rapport aux crédits de 2000-2001.

Les principales raisons de cette hausse sont la majoration de 177,1 M\$ au programme 2, Services à la famille et à l'enfance, en raison de l'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies, l'annualisation du programme de places à contribution réduite pour les enfants de moins de 24 mois mis en place en septembre 2000 ainsi que la poursuite du redressement de la rémunération du personnel et des responsables des services de garde.

L'ajout d'effectifs, consenti par le Secrétariat du Conseil du trésor au cours de l'exercice financier 2000-2001, représente une augmentation de 5,5 M\$.

Notons par ailleurs une diminution de 61,7 M\$ au niveau du programme 3, Allocation familiale. La baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'amélioration des revenus familiaux considérés dans le calcul de l'allocation familiale et à l'annualisation de l'investissement fait par le gouvernement fédéral dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour l'année 2000 annoncée lors du discours du budget fédéral de février 1999.



Titulaires en date du 8 mars 2001
* En poste le 9 avril 2001
** En poste le 17 avril 2001

ANNEXE II

**FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
STRUCTURE DES PROGRAMMES 2001-2002**

PROGRAMME 1 –PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION		41 371,3 \$	2,50%
Élément 1	Direction, planification, recherche et services à la gestion		
Élément 2	Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance		
Programme 2 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE		1 024 438,6 \$	61,02%
Élément 1	Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde		
Élément 2	Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires		
Programme 3 – PRESTATIONS FAMILIALES		603 890,0 \$	35,97%
Élément 1	Allocation familiale		
Élément 2	Allocation pour enfant handicapé		
Élément 3	Soutien administratif		
Programme 4 – ORGANISMES CONSEILS		2 021,9 \$	0,12%
Élément 1	Conseil de la famille et de l'enfance		
Élément 2	Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés		
Programme 5 – CONDITION FÉMININE		7 072,4 \$	0,42%
Élément 1	Conseil du statut de la femme		
Élément 2	Secrétariat à la condition féminine		
TOTAL		1 678 794,2 \$	100,0 %
Moins : crédits permanents		(9,6 \$)	
TOTAL		1 678 784,6 \$	100,0 %

ANNEXE III

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002
Crédits comparatifs 2000-2001 et 2001-2002 (000 \$)

PROGRAMMES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1. Planification, recherche et administration	41 371,3 \$	34 795,7 \$	6 575,6 \$ ¹	18,90%
2. Services à la famille et à l'enfance	1 024 438,6 \$	847 292,0 \$	177 146,6 \$ ²	20,91 %
3. Prestations familiales	603 890,0 \$	665 630,0 \$	(61 740,0) \$ ³	(9,28)%
4. Organismes conseils	2 021,9 \$	1 830,6 \$	191,3 \$	10,45 %
5. Condition féminine	7 072,4 \$	6 975,1 \$	97,3 \$	1,39 %
TOTAL	1 678 794,2 \$	1 556 523,4 \$	122 270,8 \$	7,86 %
Moins : crédits permanents	(9,6 \$)	(9,6 \$)		
	1 678 784,4 \$	1 556 513,8 \$	122 270,6 \$	7,86 %

¹ L'ajout d'effectifs, autorisé par le Conseil du trésor au cours de l'exercice financier 2000-2001, explique l'essentiel de l'écart budgétaire entre les deux années financières.

² L'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies, l'annualisation du programme de places à contribution réduite pour les enfants de moins 24 mois mis en place en septembre 2000 ainsi que la poursuite du redressement de la rémunération du personnel et des responsables des services de garde.

³ La baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'amélioration des revenus familiaux considérée dans le calcul de l'allocation familiale et à l'annualisation de l'investissement fait par le gouvernement fédéral dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour l'année 2000 annoncée lors du discours du budget fédéral de février 1999.

PARTIE II

CRÉDITS COMPARATIFS
PAR
PROGRAMME ET ÉLÉMENT

FAMILLE ,ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

(000 \$)

PROGRAMME 1 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

ÉLÉMENTS		Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1.	Direction, planification, recherche et services à la gestion	26 230,5 \$	22 009,2 \$	4 221,3 \$	19,18%
2.	Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	15 140,8 \$	12 786,5 \$	2 354,3 \$	18,41%
TOTAL DU PROGRAMME 01		41 371,3 \$	34 795,7 \$	6 575,6 \$	18,90%
Moins : Crédits permanents		(9,6 \$)	(9,6 \$)		
Crédits à voter		41 361,7 \$	34 786,1 \$	6 575,6 \$	18,90%

EXPLICATION DES VARIATIONS

L'ajout d'effectifs, autorisé par le Conseil du trésor au cours de l'exercice financier 2000-2001, explique l'essentiel de l'écart budgétaire entre les deux années financières.

PROGRAMME 1 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

ÉLÉMENT 1- Direction, planification, recherche et services à la gestion

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget des dépenses				
Rémunération	10 817,6 \$	8 051,0 \$	2 766,6 \$	34,36%
Fonctionnement (note)	12 375,5 \$	12 004,4 \$	371,1 \$	3,09%
Transfert	1 875,0 \$	1 450,0 \$	425,0 \$	29,31%
Total de l'élément 1	25 068,1 \$	21 505,4 \$	3 562,7 \$	16,57%
Effectif	181	135	46	
Budget d'investissement				
Immobilisations	3 400,0 \$	1 979,7 \$	1 420,3 \$	71,74%
Prêts, Placements et Avances	2,0\$	2,0 \$		
Total	3 402,0\$	1981,7 \$ \$	1 420,3 \$	71,67 %

EXPLICATION DES VARIATIONS

La rémunération et les diverses dépenses de fonctionnement liées à l'ajout de 46 ETC au cours des exercices financiers 2000-2001 et 2001-2002 expliquent l'essentiel de l'augmentation des dépenses prévues.

En ce qui concerne les crédits de transfert, ils seront affectés au soutien de travaux de recherche, au Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), à diverses études reliées au développement et à l'évolution de la politique familiale ainsi qu'à des subventions discrétionnaires. Afin de rehausser les compétences du personnel de garde en installation, le Ministère, le ministère de l'Éducation et Emploi-Québec financent un programme de formation sur mesure en techniques d'éducation en services de garde destiné à plus de 600 éducatrices et éducateurs déjà à l'emploi des centres de la petite enfance. Dans un même souci de formation, le Ministère a signé une entente de trois ans avec le Comité sectoriel de la main d'œuvre (CSMO).

De plus, le Ministère a signé une entente avec l'administration régionale Kativik (ARK) en vue de lui déléguer des responsabilités et de lui transférer des programmes de soutien financier touchant les services de garde à l'enfance en milieu autochtone.

L'investissement en immobilisation en 2001-2002 servira principalement au développement et à la mise à niveau des systèmes informatiques pour supporter le développement des services de garde et le développement de systèmes de gestion documentaire et de télécommunications.

note : Les crédits à la supercatégorie « fonctionnement » excluent l'amortissement(2 239,6 \$) et l'investissement (3 402,0 \$).

PROGRAMME 1 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION**ÉLÉMENT 2- Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget des dépenses				
Rémunération	13 031,8 \$	11 252,3 \$	1 779,5 \$	15,81%
Fonctionnement	2 109,0 \$	1 534,2 \$	574,8 \$	37,47%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 2	15 140,8 \$	12 786,5 \$	2 354,3 \$	18,41%
Effectif	257	203	54	

EXPLICATION DES VARIATIONS

La rémunération et les diverses dépenses de fonctionnement liées à l'ajout de 54 ETC au cours des exercices financiers 2000-2001 et 2001-2002 expliquent l'essentiel de l'augmentation des dépenses prévues.

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

(000 \$)

PROGRAMME 2 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et, d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

ÉLÉMENTS		Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1.	Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 020 438,6 \$	843 592,5 \$	176 846,1 \$	20,96%
2.	Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	4 000,0 \$	3 699,5 \$	300,5 \$	8,12%
TOTAL DU PROGRAMME 2		1 024 438,6 \$	847 292,0 \$	177 146,6 \$	20,91 %

EXPLICATION DES VARIATIONS

L'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies ainsi que l'annualisation du programme de places à contribution réduite pour les enfants de moins de 24 mois mis en place en septembre 2000 et la poursuite du redressement de la rémunération du personnel et des responsables des services de garde expliquent l'augmentation des crédits de ce programme.

PROGRAMME 2 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE**ÉLÉMENT 1 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Transfert	1 020 438,6 \$	843 592,5 \$	176 846,1 \$	20,96%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 1	1 020 438,6 \$	843 592,5 \$	176 846,1 \$	20,96%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la hausse est principalement due à l'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies, l'annualisation du programme de places à contribution réduite pour les enfants de moins de 24 mois mis en place en septembre 2000 ainsi que la poursuite du redressement de la rémunération du personnel et des responsables des services de garde.

PROGRAMME 2 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE**ÉLÉMENT 2 - Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Transfert	4 000,0 \$	3 699,5 \$	300,5 \$	8,12%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 2	4 000,0 \$	3 699,5 \$	300,5 \$	8,12%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la hausse s'explique par une augmentation du budget de subventions aux associations ou regroupements en services de garde.

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

(000 \$)

PROGRAMME 3 - PRESTATIONS FAMILIALES

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

ÉLÉMENTS		Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1.	Allocation familiale	540 400,0 \$	611 700,0 \$	(71 300,0) \$	(11,65)%
2.	Allocation pour enfant handicapé	38 400,0 \$	37 300,0 \$	1 100,0 \$	2,95%
3.	Soutien administratif	25 090,0 \$	16 630,0 \$	8 460,0 \$	50,87%
TOTAL DU PROGRAMME 3		603 890,0 \$	665 630,0 \$	(61 740,0) \$	(9,28)%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'hypothèse de croissance des revenus familiaux de 3% en 2000 considérés dans le calcul de l'allocation familiale et à l'annualisation de l'investissement fait par le gouvernement fédéral dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour l'année 2000 annoncée lors du discours du budget fédéral de février 1999.

PROGRAMME 3 - PRESTATIONS FAMILIALES**ÉLÉMENT 1 - Allocation familiale**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Transfert	540 400,0 \$	611 700,0 \$	(71 300,0)\$	(11,65)%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 1	540 400,0 \$	611 700,0 \$	(71 300,0) \$	(11,65)%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'hypothèse de croissance des revenus familiaux de 3% en 2000 considérés dans le calcul de l'allocation familiale et à l'annualisation de l'investissement fait par le gouvernement fédéral dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour l'année 2000 annoncée lors du discours du budget fédéral de février 1999.

PROGRAMME 3- PRESTATIONS FAMILIALES**ÉLÉMENT 2 - Allocation pour enfant handicapé**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Transfert	38 400,0 \$	37 300,0 \$	1 100,0 \$	2,95%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 2	38 400,0 \$	37 300,0 \$	1 100,0 \$	2,95%

EXPLICATION DES VARIATIONS

En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, la variation à la hausse provient d'un changement aux critères d'admissibilité à l'allocation pour enfant handicapé depuis février 2000; l'impact se poursuit en 2001-2002.

PROGRAMME 3 - PRESTATIONS FAMILIALES

ÉLÉMENT 3- Soutien administratif

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Transfert	25 090,0 \$	16 630,0 \$	8 460,0 \$	50,87%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 3	25 090,0 \$	16 630,0 \$	8 460,0 \$	50,87%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation des coûts du soutien administratif s'explique par le début des remboursements du nouveau système utilisé pour administrer la loi ainsi que par l'augmentation des frais d'administration.

Remboursement (capital et intérêts) :

Afin de pouvoir respecter les délais extrêmement serrés imposés par la mise en vigueur de la loi du 1er septembre 1997, le développement du système informatique des prestations familiales s'est fait en deux phases. La première phase a permis de modifier le système actuel de façon minimale pour lui permettre de satisfaire aux exigences de base de la nouvelle loi. Les remboursements de la phase 1 se termineront en 2000-2001.

La deuxième phase de développement consiste à mettre en place un nouveau système en y ajoutant des fonctionnalités et de nouvelles technologies. Les remboursements débiteront en juin 2001.

Les sommes requises pour le développement et la mise en œuvre du système dédié au programme des prestations familiales sont empruntées au Fonds de financement du ministère des Finances. Le remboursement de la dette débute à la livraison de chacune des phases du système. La dépense du gouvernement correspond au remboursement en capital et intérêts fait au Fonds de financement du ministère des Finances.

Frais d'administration :

L'augmentation des dépenses liées à l'administration du programme s'explique principalement par les coûts d'entretien, d'opération et d'utilisation du nouveau système des prestations familiales, par une redistribution des frais communs suite à l'évolution du programme, à l'amortissement des équipements et par l'indexation des salaires et des autres dépenses.

De plus, des sommes ont été prévues pour des ressources additionnelles nécessaires à l'administration du programme notamment pour percevoir et traiter la prescription des comptes à recevoir ainsi que pour traiter les allocations pour enfants handicapés.

FAMILLE ,ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

(000 \$)

PROGRAMME 4 – ORGANISMES CONSEILS

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

Ce programme permet également d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes âgées du Québec, de définir des orientations à cet égard, d'identifier et de favoriser la mise en œuvre d'actions significatives et structurantes de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans le plan d'action gouvernemental pour cette clientèle.

ÉLÉMENTS		Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1.	Conseil de la famille et de l'enfance	974,1 \$	798,4 \$	175,7 \$	22,00 %
2.	Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés	1 047,8 \$	1 032,2 \$	15,6 \$	1,51 %
TOTAL DU PROGRAMME 4		2 021,9 \$	1 830,6 \$	191,3 \$	10,45 %

EXPLICATION DES VARIATIONS

L'ajout d'effectifs au Conseil de la famille et de l'enfance, autorisé par le Conseil du trésor au cours de l'exercice financier 2000-2001, explique l'essentiel de l'écart budgétaire entre les deux années financières.

PROGRAMME 4- ORGANISMES CONSEILS**ÉLÉMENT 1- Conseil de la famille et de l'enfance**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget de dépenses				
Rémunération	713,0 \$	575,6 \$	137,4 \$	23,87 %
Fonctionnement (note)	259,1 \$	220,8 \$	38,3 \$	17,35 %
Total	972,1 \$	796,4 \$	175,7 \$	22,06 %
Effectif	10	8	2	-
Budget d'investissements				
Immobilisations	2,0 \$	2,0 \$	-	-

EXPLICATION DES VARIATIONS

L'ajout d'effectifs au Conseil de la famille et de l'enfance, autorisé par le Conseil du trésor au cours de l'exercice financier 2000-2001, explique l'essentiel de l'écart budgétaire entre les deux années financières.

note : Les crédits à la supercatégorie « fonctionnement » excluent l'investissement (2,0 \$).

PROGRAMME 4- ORGANISMES CONSEILS**ÉLÉMENT 2- Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget de dépenses				
Rémunération	638,8 \$	623,2 \$	15,6 \$	2,50%
Fonctionnement	368,8 \$	368,8 \$	-	-
Transfert	40,2 \$	40,2 \$	-	-
Total	1 047,8 \$	1 032,2 \$	15,6 \$	1,50%
Effectif	9 ETC	9 ETC		

EXPLICATION DES VARIATIONS

Aucun écart à expliquer.

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

(000 \$)

PROGRAMME 5 – CONDITION FÉMININE

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

ÉLÉMENTS		Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
1.	Conseil du statut de la femme	4 185,5 \$	4 122,8 \$	62,7 \$	1,50%
2.	Secrétariat à la condition féminine	2 886,9 \$	2 852,3 \$	34,6 \$	1,21 %
TOTAL DU PROGRAMME 5		7 072,4 \$	6 975,1 \$	97,3 \$	1,40%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Aucun écart à expliquer.

PROGRAMME 5- CONDITION FÉMININE

ÉLÉMENT 1- Conseil du statut de la femme

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget de dépenses				
Rémunération	3 194,3 \$	3 149,8 \$	44,5 \$	1,41%
Fonctionnement (note)	1 011,2 \$	976,9 \$	34,3 \$	3,51%
Total	4 205,5 \$	4 126,7 \$	78,3 \$	1,90%
Effectif	64 ETC	64 ETC		
Budget d'investissements				
Immobilisations	25,0 \$	6,8 \$	18,2 \$	267,6%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Aucun écart à expliquer.

note : Les crédits à la supercatégorie « fonctionnement » excluent l'amortissement (45,0 \$) et l'investissement (25,0 \$).

PROGRAMME 5- CONDITION FÉMININE**ÉLÉMENT 2- Secrétariat à la condition féminine**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 2001-2002	Crédits 2000-2001	Variation	
Budget de dépenses				
Rémunération	1 416,6 \$	1 382,0 \$	34,6 \$	2,50%
Fonctionnement	430,3 \$	430,3 \$		
Transfert	1040,0 \$	1 040,0 \$		
Total	2 886,9 \$	2 852,3 \$	34,6 \$	1,21%
Effectif	24 ETC	24 ETC		

EXPLICATION DES VARIATIONS

Aucun écart à expliquer.



Ministère de la Famille
et de l'Enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Cahier de l'Opposition

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

1.	Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire	9
2.	Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :	12
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ tirage ; ▪ coût ; ▪ distribution ; ▪ imprimeur. 	
3.	Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 2000	18
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ endroit et dates du départ et du retour; ▪ but du voyage ; ▪ personnes rencontrées ; ▪ coût ; ▪ noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) ; ▪ pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ; ▪ bilan et résultats des rencontres. 	
4.	Liste des dépenses en publicité (incluant la publicité sur Internet) et des articles promotionnels :.....	40
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 ; ▪ la ventilation des dépenses par type de média ; ▪ les noms des fournisseurs ; ▪ le but visé par chaque dépense. 	
5.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :	45
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ liste et coût ; ▪ copie des soumissions; ▪ copie du questionnaire et du résultat; ▪ firme ayant obtenu le contrat. 	

6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de 47
l'organisme :
 - liste et coût ;
 - copie des soumissions ;
 - copie des études
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat.

7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant : 49
 - le nom du professionnel ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final) ;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat ;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions (dans le cas d'octroi par soumission).

8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant : 61
 - le nom du professionnel ou de la firme ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
 - le coût ;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions (dans le cas d'octroi par soumission).

9. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. 85

10. Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes : 88
- la photocopie ;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie ;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ;
 - les téléavertisseurs ;
 - le mobilier de bureau ;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item) ;
 - distributeurs d'eau de source ;
 - le remboursement des frais de transport ;
 - le remboursement des frais d'hébergement ;
 - le remboursement des frais de repas ;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite ;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.
11. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun : 91
- la marque et le modèle du véhicule ;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction ;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation) ;
 - appels d'offres faits en 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 ;
 - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.
12. Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et 93
des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.
13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme..... 95

14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (2000-2001), pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, 97 professionnels, fonctionnaires, etc.) :
- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
 - Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
 - Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour l'exercice budgétaire 2000-2001 100
- Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
 - Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;
 - Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;
 - Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - Nombre de personnes occasionnelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans dans un même emploi.
16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : 102
- l'emplacement de la location ;
 - la superficie du local loué ;
 - la superficie réellement occupée ;
 - la superficie inoccupée ;
 - le coût de location au mètre carré ;
 - le coût total de ladite location ;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001;
 - la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
 - la durée du bail.

17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles : 104
- l'emplacement de la location ;
 - la superficie du local loué ;
 - la superficie réellement occupée ;
 - la superficie inoccupée ;
 - le coût de location au mètre carré ;
 - le coût total de ladite location ;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
 - la durée du bail.
18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu : 106
- la date de l'entrée en fonction ;
 - la date du départ, s'il y a lieu ;
 - le titre de la fonction ;
 - l'adresse du port d'attache ;
 - la classification ;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
 - le montant total des indemnités de départ versées ;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
 - la description de tâches ;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2000-2001 ;
 - le nombre total d'employés au cabinet ;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire : 111
- a) de la ministre et de la ministre déléguée
- b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés ;
 - le montant attribué ;
 - le projet visé et le résultat.
20. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2000-2001 125

21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 128
dans le cadre des divers programmes à frais partagés ; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : 130
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - date de la mise en disponibilité.
23. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 132
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale
 - date de l'assignation hors structure ;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
24. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: 134
- assignation initiale ;
 - assignation actuelle ;
 - salaire;
 - période.
25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère: 136
- assignation initiale ;
 - assignation actuelle ;
 - salaire.
26. La liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée 138
à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :
- le salaire de la personne;
 - le montant reçu du régime de retraite.

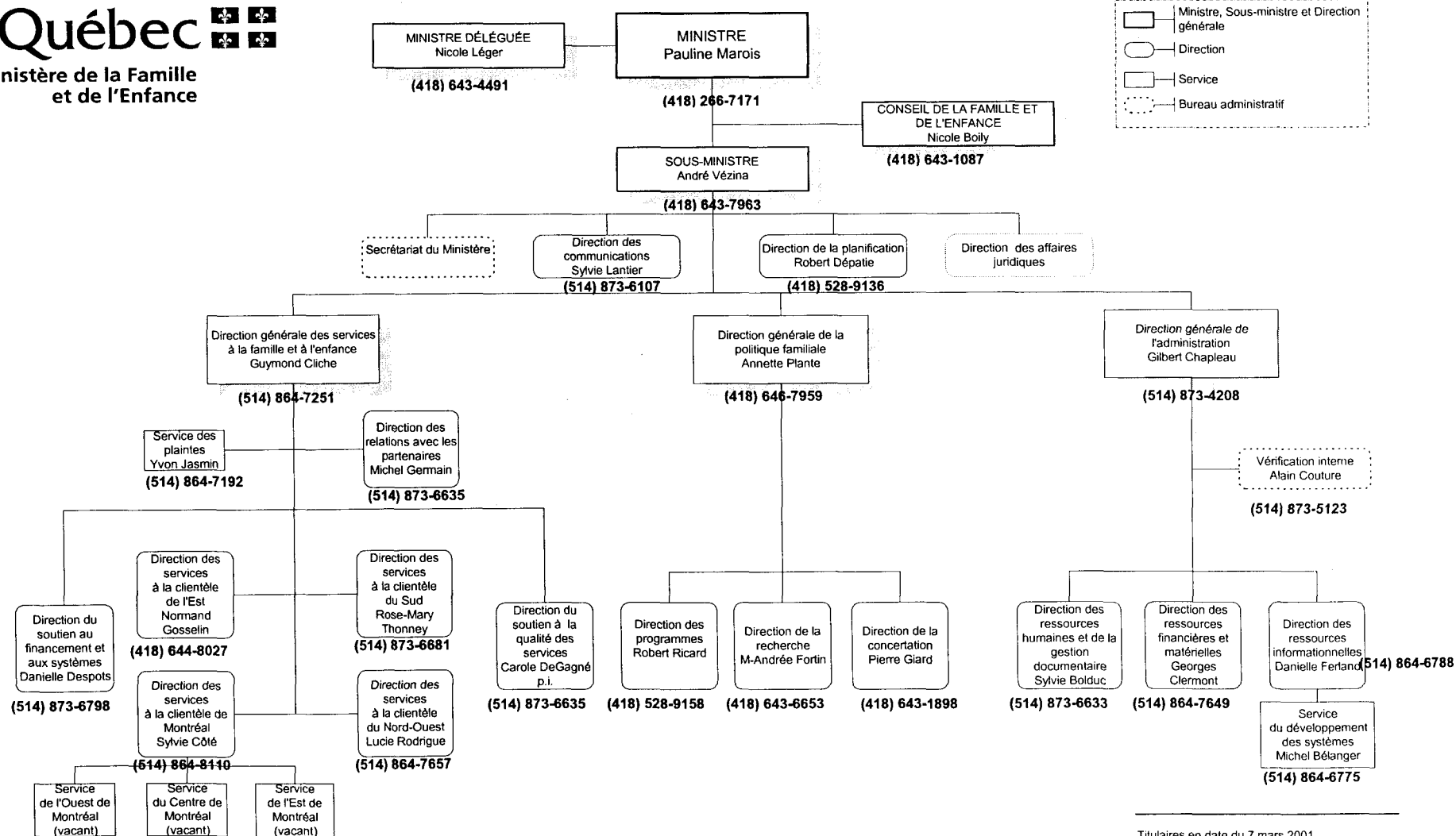
27.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).	140
28.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, le nombre de ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des.....	145
	dépenses encourues et prévues pour ce même projet.	
29.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.	147
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES.....	149
31.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet depuis 1994 jusqu'à aujourd'hui.....	151
32.	Liste de tous les abonnements du Ministère et leur coût :	153
	▪ livres ;	
	▪ journaux ;	
	▪ magazines ;	
	▪ bulletins électroniques ou papiers ;	
	▪ clubs privés ou autres ;	
	▪ billets de saison ;	
	▪ etc.	
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	157
	▪ le processus utilisé pour la conception ;	
	▪ le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site ;	
	▪ les coûts de construction du site ;	
	▪ le coût de l'entretien et de la mise à jour ;	
	▪ qui est responsable du contenu sur le site ;	
	▪ qui est autorisé à faire des modifications sur le site ;	
	▪ quelle est la fréquence moyenne de mise à jour ;	
	▪ le nombre de visiteurs (hits) par mois ;	
	▪ combien de fois le site a-t-il été refait ;	
	▪ quel a été le coût ;	
	▪ quels sont les critères qui ont justifié les changements?	
34.	Quels sont les programmes spécifiques offerts aux jeunes (15-35 ans), quel est le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?	160

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :	162
▪ la liste des ententes signées et/ou annoncées ;	
▪ les détails de ces ententes ;	
▪ les résultats obtenus à ce jour.	

TITRE 1

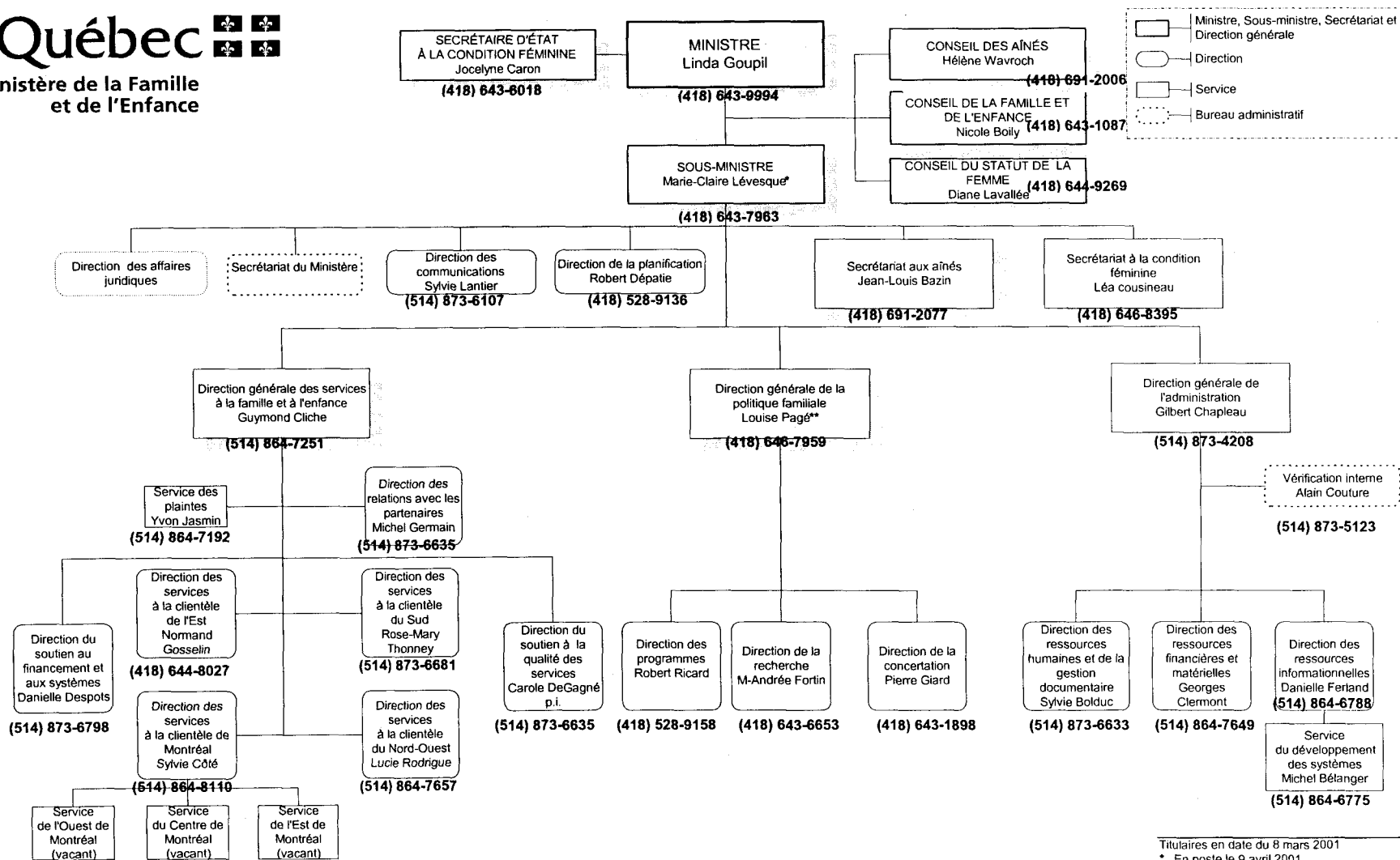
Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

Titre 1 : Organigramme du ministère de la Famille et de l'Enfance



Titulaires en date du 7 mars 2001

Titre 1 : Organigramme du ministère de la Famille et de l'Enfance



Titulaires en date du 8 mars 2001

* En poste le 9 avril 2001

** En poste le 17 avril 2001

Mars 2001

TITRE 2

**Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou
occasionnelles) :**

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur.

**Titre 2 : Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Affiche <i>Les infections en milieu de garde</i>	15 000	6 415 \$	<i>Publication gratuite</i>	Litho Acmé inc.
Brochure <i>C'est à ton tour - Questionnaire sur le partage des tâches et des responsabilités dans un couple</i>	15 000	6 345 \$	<i>Publication gratuite</i>	Les Presses Concorde inc.
Brochure <i>Être père, la belle aventure</i>	25 000	6 998 \$	<i>Publication gratuite</i>	Imprimerie Gibraltar inc.
Brochure <i>Centres de la petite enfance - Règles budgétaires pour l'année 2000-2001</i>	6 000		<i>Publication gratuite</i>	Groupe Lithographique inc.
Brochure <i>Garderies - Règles budgétaires pour l'année 2000-2001</i>	5 000			
	TOTAL : 11 000	TOTAL : 8 490 \$		
Brochure <i>Les exigences de formation des éducatrices et des éducateurs à l'enfance</i>	5 000	6 880 \$	<i>Publication gratuite</i>	Imprimerie Canada-Commercial

**Titre 2 : Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Brochure <i>La mise sur pied d'un centre de la petite enfance</i>	Tirage : 300 réimpression : 100 TOTAL : 400	2 450 \$ Réimpression : 1 070 \$ TOTAL : 3 520 \$	<i>Publication gratuite</i>	Reprographie Couverture : Film JG Production inc. Pages intérieures – reliure Copies du Vieux- Montréal Reprographie Couverture : Film JG Production inc. Pages intérieures – reliure Copies du Vieux- Montréal
Brochure <i>La vérification des antécédents judiciaires dans les centres de la petite enfance et les garderies</i>	15 000	18 782 \$	<i>Publication gratuite</i>	Les Presses Concorde inc.
Brochure <i>Règles administratives concernant la classification et la rémunération du personnel des centres de la petite enfance</i>	3 000 réimpression : 3 000 TOTAL : 6 000	3 677 \$ réimpression : 3 080 \$ TOTAL : 7 354 \$	<i>Publication gratuite</i>	Imprimerie Reprotech
Brochure <i>Répertoire des centres de la petite enfance et autres services de garde 2001-2002</i>	100 000	21 671 \$	<i>Publication gratuite</i>	Art Graphique Québec inc.

**Titre 2 : Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Brochure <i>Situation des centres de la petite enfance et des garderies au Québec en 1999</i>	4 000	1 857 \$	Publication gratuite	Les Presses Concorde
Bulletin <i>Bye-bye les microbes!</i>	Juin :16 000 Sept. :16 000 Déc. :18 000 Mars :18 000 TOTAL : 68 000	1 385 \$ 1 385 \$ 1 535 \$ 1 535 \$ TOTAL : 5 840 \$	Publication gratuite	Groupe Lithographique inc.
Bulletin externe <i>Info Famille-Enfance</i>	1 ^{er} numéro : 3 500 2 ^e numéro : 3 790 TOTAL : 7 290	1 ^{er} numéro : 3 137 \$ 2 ^e numéro : 4 227 \$ TOTAL : 7 364 \$	Publication gratuite	Reprotech
Dépliant <i>La classification et la rémunération du personnel de soutien des centres de la petite enfance</i>	20 000	1 686 \$	Publication gratuite	Les Presses Concorde inc.
Dépliant <i>La classification et la rémunération du personnel éducateur et des conseillères pédagogiques des centres de la petite enfance</i>	50 000	3 719 \$	Publication gratuite	Les Presses Concorde inc.

**Titre 2 : Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Dépliant <i>Développement des services de garde sur l'île de Montréal</i>	3 000	790 \$	<i>Publication gratuite</i>	Groupe Lithographique inc.
Dépliant <i>Les familles et les enfants au Québec – Principales statistiques</i>	10 000	2 663 \$	<i>Publication gratuite</i>	Les Impressions Au Point
Dépliant <i>La formation des éducatrices et des éducateurs à l'enfance</i>	15 000	1 600 \$	<i>Publication gratuite</i>	Groupe Lithographique inc.
Dépliant <i>Programme d'appui financier à la recherche sur les familles et les enfants</i> (nouvelle édition)	1 000 réimpression : 1 000 TOTAL : 2 000	1 637 \$ réimpression : 1 898 \$ TOTAL : 3 535 \$	<i>Publication gratuite</i>	Reprotech
Dépliant <i>Le programme éducatif des centres de la petite enfance</i>	15 000 réimpression : 15 000 TOTAL : 30 000	1 545 \$ réimpression : 1 260 \$ TOTAL : 2 805 \$	<i>Publication gratuite</i>	Litho Acmé inc. Réimpression : Groupe Lithographique inc.

**Titre 2 : Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme
(incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Dépliant <i>La vérification des antécédents judiciaires dans les centres de la petite enfance et les garderies</i>	50 000	3 617 \$	<i>Publication gratuite</i>	Les Presses Concorde inc.
Guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i>	5 000	13 000 \$	<i>Publication vendue (Publications du Québec)</i>	Publications du Québec
Journal interne <i>Salut la famille</i>	600 par numéro (3 numéros par année)	5 210 \$	<i>Publication gratuite</i>	Groupe Lithographique inc.

TITRE 3

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000 :

- **endroits et dates du départ et du retour;**
- **but du voyage;**
- **personnes rencontrées;**
- **coût;**
- **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);**
- **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
- **bilan et résultat des rencontres.**

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

SYMPOSIUM ANNUEL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA FIRME GARTNER GROUP, « GARTNER GROUP SPRIG SYMPOSIUM/TXPO 2000 »

Endroit et date :

San Diego, États-Unis
Départ : le 9 avril 2000
Retour : le 16 avril 2000

Personnes rencontrées :

Ne s'applique pas - Symposium

Coût :

5 659 \$

Nom de la participante :

Madame Danielle Ferland, directrice des ressources
informationnelles.

Bilan et résultat des rencontres :

La participation à ce colloque a permis au Ministère de préciser ses choix d'orientation technologique en fonction des tendances du marché. Ces nouvelles orientations permettront ainsi de mieux desservir sa clientèle, notamment en matière d'Inforoute.

Le Gartner Group est une firme conseil reconnue mondialement dans le secteur des technologies de l'information.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES
RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX**

Endroit et date :

Halifax, Nouvelle-Écosse

Départ : le 27 avril 2000

Retour : le 28 avril 2000

Personnes rencontrées :

Sous-ministre des services sociaux des autres
provinces et du gouvernement fédéral .

Coût :

2 430 \$

Nom des participants :

Monsieur Maurice Boisvert, sous-ministre;
Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres :

Les discussions ont principalement porté sur le
développement de la petite enfance, sur les
bénéfices et services pour les personnes
handicapées et sur l'aide à l'employabilité des
personnes handicapées. Le Québec, tout en
demeurant un observateur intéressé, maintient
toujours sa prérogative de prendre ses décisions
dans le domaine des services sociaux.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**A BEST PRACTICES FRAMEWORK FOR LICENSING CHILD CARE FACILITIES IN CANADA
PROJECT**

Endroit et date :	Halifax, Nouvelle-Écosse Départ : le 4 mai 2000 Retour : le 6 mai 2000
Personnes rencontrées :	Représentants et représentantes des provinces et territoires du Canada.
Coût :	Tous les frais de transport, de séjour et d'inscription sont assumés par Child Care Connection NS.
Nom du participant :	Monsieur Bernard Desjardins, directeur par intérim Direction des services à la clientèle de Montréal.
Bilan et résultat des rencontres :	Participation à deux jours de travail dans le but d'identifier des pratiques professionnelles en matière de délivrance de permis de services de garde à l'enfance au Canada.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**MISSION ONE (OFFICE DES NAISSANCES ET DE L'ENFANCE), GOUVERNEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE**

Endroit et date :

Bruxelles – Bruges, Belgique

Départ : le 12 mai 2000

Retour : le 19 mai 2000

Personnes rencontrées :

Représentants de l'ONE (Office des naissances et de l'enfance), communauté française de Belgique,
Représentants du Kind en Gezin, équivalent flammand,

Le ministre responsable de la jeunesse et de l'enfance :

M. Didier Gosuin,

Représentants de plusieurs organismes sans but lucratif

Coût :

8 328 \$

Noms des participants :

Madame Marie-Jeanne Robin, conseillère aux relations internationales;

Madame Marie-Claude Martel, directrice de cabinet de la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance;

Monsieur Guymond Cliche, sous-ministre adjoint, Direction générale des services à la famille et à l'enfance.

Bilan et résultat des rencontres :

Mission axée sur des rencontres avec des personnes responsables de la qualité des services (services de garde et services à la famille) dans les différentes communautés de Belgique.

Participation au séminaire : « Stratégie pour le développement et l'implémentation* des programmes cohérents et inclusifs de prévention et de support pour les familles »

* implantation

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

COMITÉ PRÉPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS - 2001

Endroit et date :

New York, États-Unis
Départ : le 29 mai 2000
Retour : le 2 juin 2000

Personnes rencontrées :

Membres de la délégation du Canada,
Membres des délégations de divers pays.

Coût :

2 392 \$

Nom de la participante :

Madame Marie-Jeanne Robin, conseillère aux
relations internationales.

Bilan et résultat des rencontres :

Prise de contact avec la délégation canadienne
dirigée par la sénatrice Landon Pearson.
Participation à tous les ateliers et conférences à
l'ONU.
Objectif : la présence du Québec au Sommet
mondial pour les enfants – 2001.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

CONFÉRENCE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE (FCSGE).

Réunion du Conseil des membres

Endroit et date :

Niagara Falls - Ontario
Départ : le 31 mai 2000
Retour : le 2 juin 2000

Personnes rencontrées :

Conseil des membres de la FCSGE

Coût :

530 \$

Nom du participant :

Monsieur Jacques Marcoux , conseiller aux services à la famille et à l'enfance, Direction des services à la clientèle de Montréal.

Bilan et résultat des rencontres :

Présentation générale des trois mesures de la politique familiale et explications du programme des places à contribution réduite des services de garde et garderies au Québec.

Obtention de première main des derniers développements du dossier des services de garde dans les autres provinces et territoires.

Dévoilement des pré-résultats de recherches pan - canadiennes sur la qualité dans les services de garde.

Liens et établissements de contacts avec des personnes dans toutes les autres administrations provinciales.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LES PRESTATIONS NATIONALES POUR ENFANTS**

Endroit et date :

St-John, Terre-Neuve
Départ : le 31 mai 2000
Retour : le 2 juin 2000

Personnes rencontrées :

« Program Implantation Working Group »
du Programme de prestation nationale pour enfants.

Coût :

1 893 \$

Nom du participant :

Monsieur Hugues Villeneuve, agent de recherche,
Direction de la concertation.

Bilan et résultat des rencontres :

Information sur les progrès de l'implantation du
programme et rapport produit sur la rencontre.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX**

Endroit et date :

Toronto, Ontario
Départ : le 7 juin 2000
Retour : le 9 juin 2000

Personnes rencontrées :

Ministres responsables des services sociaux des
autres provinces et du gouvernement fédéral.

Coût :

7 015 \$

Noms des participants :

Madame Marie-Claude Martel, directrice de cabinet
de la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance;
Monsieur Stéphane Perreault, attaché politique,
Monsieur Maurice Boisvert, sous-ministre;
Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres :

En plus de faire le point sur le développement de la
Prestation nationale pour les enfants (PNE) et le
Plan d'action national pour les enfants, l'intérêt
principal de la rencontre était de discuter de
l'entente concernant le développement de la petite
enfance. Le Québec a rappelé sa position à l'effet
que toute intervention fédérale doit passer
obligatoirement par le transfert canadien en matière
de santé et programmes sociaux (TCSPS), c'est-à-
dire un transfert inconditionnel.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS-UNIES
CONSACRÉE À LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSULTATS DU SOMMET MONDIAL POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET À L'EXAMEN DE NOUVELLES INITIATIVES**

Endroit et date : Genève, Suisse
Départ : le 23 juin 2000
Retour : le 1^{er} juillet 2000

Personnes rencontrées : Représentants de la Suisse, Norvège, Nouvelle-Zélande,
Délégation du Québec,
Délégation canadienne,
Président et directeur général des hôpitaux universitaires de Genève.

Coût : 3 572 \$

Nom du participant : Monsieur Maurice Boisvert, sous-ministre .

Bilan et résultat des rencontres : Le sous-ministre du Ministère faisait partie de la mission québécoise dirigée par la ministre Pauline Marois au Sommet mondial pour le développement social.
Outre les rencontres qu'il a effectuées, M. Boisvert a donné deux conférences portant sur la politique familiale québécoise comme outil de développement social.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date :	Toronto, Ontario Départ : le 25 juin 2000 Retour : le 28 juin 2000
Personnes rencontrées :	Groupe de travail fédéral -provincial -territorial sur le développement de la petite enfance Membres.
Coût :	1 901 \$
Nom de la participante :	Madame Carole Garceau, conseillère en relations intergouvernementales.
Bilan et résultat des rencontres :	<p>Les discussions avec le gouvernement fédéral ont porté sur les principaux éléments d'un éventuel accord fédéral -provincial -territorial sur le développement de la petite enfance à savoir, les principes, les buts et objectifs, les secteurs d'investissement des programmes, les paramètres de financement, le cadre fiscal et les mécanismes de reddition de comptes.</p> <p>Cette initiative découle de l'entente -cadre sur l'union sociale à laquelle le Québec n'a pas adhéré. Cependant , il adhère aux objectifs de l'initiative. Le Québec demande en priorité la restauration du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Il demande une clause de retrait avec pleine compensation.</p>

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

CONFÉRENCE DES DIRECTEURS PROVINCIAUX DES SERVICES DE GARDE

Endroit et date :	Halifax Le 27 juin 2000
Personnes rencontrées :	Les directeurs de toutes les provinces canadiennes (sauf l'Ontario) et des deux territoires.
Coût :	1 200 \$
Nom du participant :	Monsieur Daniel Fines, agent de recherche, Direction du soutien à la qualité des services.
Bilan et résultat des rencontres :	Mise en commun des problématiques provinciales touchant aux services de garde. Obtention de première main des derniers développements du dossier des services de garde dans les autres provinces et territoires. Dévoilement des pré-résultats de recherches pan - canadiennes sur la qualité dans les services de garde. Liens et établissements de contacts avec des personnes dans toutes les autres administrations provinciales.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date :	Toronto, Ontario Départ : le 27 juillet 2000 Retour : le 28 juillet 2000
Personnes rencontrées :	Groupe de travail fédéral –provincial -territorial sur le développement de la petite enfance
Coût :	1 262 \$
Nom de la participante :	Madame Carole Garceau, conseillère en relations intergouvernementales.
Bilan et résultat des rencontres :	<p>Les discussions avec le gouvernement fédéral ont porté sur les principaux éléments d'un éventuel accord fédéral-provincial-territorial sur le développement de la petite enfance à savoir les principes, les buts et objectifs, les secteurs d'investissement des programmes, les paramètres de financement, le cadre fiscal et les mécanismes de reddition de comptes.</p> <p>Cette initiative découle de l'entente -cadre sur l'union sociale à laquelle le Québec n'a pas adhéré. Cependant, il adhère aux objectifs de l'initiative. Le Québec demande en priorité la restauration du transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Il demande une clause de retrait avec pleine compensation.</p>

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date :

Toronto, Ontario
Départ : le 21 août 2000
Retour : le 23 août 2000

Personnes rencontrées :

Groupe de travail fédéral –provincial -territorial sur le
développement de la petite enfance.

Coût :

1 474 \$

Nom de la participante :

Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres :

Les discussions avec le gouvernement fédéral ont
porté sur les principaux éléments d'un éventuel
accord fédéral –provincial -territorial sur le
développement de la petite enfance à savoir les
principes, les buts et objectifs, les secteurs
d'investissement des programmes, les paramètres
de financement, le cadre fiscal et les mécanismes
de reddition de comptes.

Cette initiative découle de l'entente -cadre sur
l'union sociale à laquelle le Québec n'a pas adhéré.
Cependant, il adhère aux objectifs de l'initiative. Le
Québec demande en priorité la restauration du
transfert canadien en matière de santé et
programmes sociaux (TCSPS). Il demande une
clause de retrait avec pleine compensation.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS, SEPTEMBRE 2001, ONU – RÉUNION PRÉPARATOIRE

Endroit et date :	Kingston, Jamaïque Départ : le 7 octobre 2000 Retour : le 14 octobre 2000
Personnes rencontrées :	Membres de la délégation du Canada, Membres des délégations de divers pays
Coût :	2 503 \$
Nom de la participante :	Madame Marie-Jeanne Robin, conseillère aux relations internationales
Bilan et résultat des rencontres :	Participation avec la délégation canadienne dirigée par la sénatrice Landon Pearson aux travaux de préparation du Sommet mondial pour les enfants – 2001. Implication de la représentante du Québec à l'atelier sur l'éducation. Collaboration à la conformité du « consensus de Kingston » à la politique canadienne et québécoise. Objectif : présence du Québec au Sommet mondial pour les enfants – 2001.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES
RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX**

Endroit et date :	Ottawa, Ontario Départ : le 12 octobre 2000 Retour : le 13 octobre 2000
Personnes rencontrées :	Sous-ministres responsables des services sociaux des autres provinces et du gouvernement fédéral.
Coût :	1 653 \$
Noms des participants :	Monsieur André Vézina, sous-ministre, Madame Carole Garceau, conseillère en relations internationales.
Bilan et résultat des rencontres :	Le principal sujet à l'ordre du jour de cette rencontre concernait l'accord des premiers ministres sur le développement de la petite enfance convenu par voie de communiqués de presse lors de la conférence des premiers ministres le 11 septembre 2000. Les autres sujets portaient sur les prestations et services pour les personnes handicapées et l'aide à leur employabilité, ainsi que la Prestation nationale pour enfants (PNE) et la protection de la jeunesse. Le Québec a rappelé qu'il entend exercer la complète maîtrise d'œuvre de ce secteur sur son territoire.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE
DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date :

Halifax, Nouvelle-Écosse
Départ : le 26 octobre 2000
Retour : le 27 octobre 2000

Personnes rencontrées :

Groupe de travail provincial -territorial sur le
développement de la petite enfance.

Coût :

1 328 \$

Nom de la participante :

Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres :

Discussions sur la clarification de certains sujets
demeurés en suspens suite au communiqué :le rôle
du gouvernement fédéral et des provinces dans la
reddition de comptes, les enfants autochtones, les
indicateurs de résultats du bien-être des enfants,
l'établissement de données de base sur les
dépenses et activités en matières de développement
de la petite enfance, les communications.

Le Québec n'a pas adhéré à cette initiative.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date :

Calgary, Alberta
Départ : le 3 décembre 2000
Retour : le 6 décembre 2000

Personnes rencontrées :

Groupe de travail fédéral -provincial -territorial sur le
développement de la petite enfance.

Coût :

1 779 \$

Nom de la participante :

Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres :

La rencontre a pour but de préparer un plan de travail afin de mettre en œuvre l'entente intervenue entre les premiers ministres le 11 septembre 2000. Les éléments du plan de travail sont : la reddition de comptes (données de base sur les dépenses et les activités, indicateurs de résultats, cadre de travail commun), les indicateurs de résultats du bien-être des enfants, les domaines de recherche, les autochtones et les communications.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

PROVINCIAL/TERRITORIAL CHILD CARE DIRECTORS MEETING

Endroit et date :	Edmonton, Alberta, Canada Départ : le 6 décembre 2000 Retour : le 9 décembre 2000
Personnes rencontrées :	L'ensemble des représentants des directeurs provinciaux des services de garde du Canada.
Coût :	734 \$ Le Département du Développement des Ressources humaines du Canada a assumé les frais de transport aérien .
Nom du participant :	Monsieur Yvon Jasmin, directeur, Direction de l'Inspection
Bilan et résultat des rencontres :	Prendre connaissance des actions prises par les différentes provinces en matière de services de garde à la petite enfance, ainsi que des orientations du gouvernement fédéral en cette matière. Partager le savoir-faire du Québec concernant l'ingérence du gouvernement fédéral dans les zones de responsabilités constitutionnelles du Québec.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

**RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**

Endroit et date : Toronto, Ontario
Départ : le 28 janvier 2001
Retour : le 30 janvier 2001

Personnes rencontrées : Groupe de travail fédéral -provincial- territorial
sur le développement de la petite enfance.

Coût : 1 444 \$

Nom de la participante : Madame Carole Garceau, conseillère en relations
intergouvernementales.

Bilan et résultat des rencontres : La rencontre a pour but de préparer un plan de
travail afin de mettre en œuvre l'entente intervenue
entre les premiers ministres le 11 septembre 2000.
Les éléments du plan de travail sont : la reddition
de comptes (données de base sur les dépenses et
les activités), indicateurs de résultats du bien-être
des enfants, les domaines de recherche, les
autochtones et les communications.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

RENCONTRE « NCB POLICY AND PROGRAM ANALYSIS GROUP MEETING »

Endroit et date :

Frédéricton, Nouveau Brunswick
Départ : le 26 février 2001
Retour : le 27 février 2001

Personnes rencontrées :

Groupe de travail PPAG
(Program Policy Analysis Group)

Coût :

1 550 \$

Nom du participant :

Monsieur Jean Bernier, agent de recherche,
Direction de la recherche

Bilan et résultat des rencontres :

Assister aux discussions sur les différentes orientations possibles de la prestation fiscale fédérale pour enfants dans les années à venir. Le groupe de travail a pour mandat la conception des programmes et politiques en lien avec la prestation nationale pour enfants (PNE). Bien que le Québec n'adhère pas à l'entente sur la PNE, il considère important d'être informé de l'orientation que le comité tente de donner aux politiques pour en tenir compte dans sa stratégie de développement de ses propres politiques et programmes.

Titre 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2000

RENCONTRE « NATIONAL CHILD BENEFIT »

Endroit et date :

Toronto, Ontario
Départ : le 4 mars 2001
Retour : le 5 mars 2001

Personnes rencontrées :

Groupe de travail NCBWG
(National Child Benefit Working Group).

Coût :

1 975 \$

Nom du participant :

Monsieur Jean Bernier, agent de recherche,
Direction de la recherche.

Bilan et résultat des rencontres :

Le but du voyage est de suivre les travaux sur l'évolution générale de la prestation nationale pour enfants (PNE).

Les sujets abordés étaient surtout de l'ordre du suivi des mesures à prendre pour la suite de travaux : rapport d'étape sur la prestation nationale, rencontre des ministres au mois de mai, etc.

Le groupe a abordé sommairement la question des travaux de recherche et des orientations futures de la PNE.

TITRE 4

**Liste des dépenses en publicité (incluant la publicité sur Internet)
et des articles promotionnels :**

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 ;
- la ventilation des dépenses, par type de média ;
- les noms des fournisseurs ;
- le but visé par chaque dépense.

Titre 4 : Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

PUBLICITÉ ET ARTICLES PROMOTIONNELS 2000 – 2001			
Titre	But visé	Fournisseur Médias	Montant
Publicité			
Annonce publicitaire <i>Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> <i>Où il y a des enfants, il y a des emplois</i> 4 octobre 2000	Faire la promotion de la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance, auprès des jeunes et des visiteurs, dans le cadre du Salon Éducation Formation Emploi, automne 2000.	Cahier spécial <i>Les professions d'avenir en 2001</i> inséré dans la Presse.	3 085 \$
Annonce publicitaire <i>Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> <i>Où il y a des enfants, il y a des emplois</i> 10 novembre 2000	Faire la promotion de la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance, auprès des étudiants de niveau secondaire.	Magazine <i>Jeunesse</i> .	3 762 \$
Annonce publicitaire <i>Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> <i>Où il y a des enfants, il y a des emplois</i> Février 2001 et mai 2001	Faire la promotion de la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance, auprès du personnel scolaire.	Magazine <i>Le Point en administration scolaire</i> .	3 900 \$
Annonce publicitaire <i>Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> <i>Où il y a des enfants, il y a des emplois</i> 3 février 2001	Faire la promotion de la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance.	Cahier spécial de <i>La Presse</i> <i>Les carrières d'avenir au Québec en l'an 2001</i> .	6 000 \$
Annonce publicitaire <i>Besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> <i>Où il y a des enfants, il y a des emplois</i> 5 février 2001	Faire la promotion de la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance, auprès des étudiants de niveau secondaire.	Magazine <i>Jeunesse</i> .	3 762 \$

Titre 4 : Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

PUBLICITÉ ET ARTICLES PROMOTIONNELS 2000 – 2001			
Titre	But visé	Fournisseur Médias	Montant
Annonce publicitaire <i>La famille et les enfants : l'avenir de notre société</i> 26 novembre 2000	Faire connaître les dispositions de la politique familiale dans le cadre du Colloque Démographie Famille des 28 et 29 novembre 2000, organisé par le Conseil de la famille et de l'enfance.	Cahier spécial inséré dans <i>Le Devoir</i> .	2 124 \$
Annonce publicitaire <i>Un penchant naturel pour la famille</i> 18 avril 2000	Informar sur la politique familiale dans un cahier spécial <i>Les femmes qui réussissent.</i>	<i>L'Édition</i> , journal des gens d'affaires.	2 529 \$
Annonce publicitaire <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> Mars 2001	Faire la promotion du guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs.</i>	<i>Québec Science</i> dans <i>Le Guide pratique : La santé des enfants, ce que vous devez savoir.</i>	1 300 \$
Message de la ministre <i>Les enfants et les familles, au cœur de nos choix</i> Mai 2000	Informar les visiteurs sur la politique familiale dans le cadre du Salon de la maternité, paternité de Québec.	Guide officiel du Salon de la Maternité, Paternité de Québec.	809 \$
Le programme éducatif des centres de la petite enfance Mai 2000	Souligner l'importance du programme éducatif dans l'optimisation du développement des enfants.	Programme et actes du Colloque annuel de la Fédération des comités de parents du Québec.	1 112 \$

Titre 4 : Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

PUBLICITÉ ET ARTICLES PROMOTIONNELS 2000 – 2001			
Titre	But visé	Fournisseur Médias	Montant
Publicité obligatoire Avis public 28 octobre 2000	Régime d'assurance collective de congés de maternité pour le réseau des centres de la petite enfance et des garderies.	La Presse Le Soleil.	1 944 \$
Articles promotionnels			
Outil promotionnel Crayon magique 31 mai 2000	Remettre un crayon magique à tout visiteur qui a obtenu la bonne réponse au jeu interactif sur la profession d'éducatrice et d'éducateur à l'enfance, installé dans le stand du Ministère lors des salons : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Éducation Formation Emploi de Montréal ▪ Éducation Formation Emploi de Québec ▪ Pepsi Jeunesse ▪ Info services à Drummondville ▪ Emploi Formation (mars 2001). 	Les Promotions de vente Inter-concept inc.	9 891 \$
Outil promotionnel Signet Le plaisir d'écrire et de lire Produit en collaboration avec les ministères de l'Éducation, Culture et Communications, Santé et Services sociaux et Famille et Enfance, 1 ^{er} juillet 2000	Souligner l'importance de la lecture et de l'écriture dans le cadre de la campagne d'éveil à la lecture et à l'écriture chez les enfants d'âge préscolaire.	Signet distribué par la Régie des rentes du Québec auprès des familles.	4 494 \$

Titre 4 : Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

PUBLICITÉ ET ARTICLES PROMOTIONNELS 2000 – 2001			
Titre	But visé	Fournisseur Médias	Montant
Outil promotionnel Carte postale <i>La Santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> Novembre 2000	Promouvoir le guide <i>La Santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> auprès des CLSC et lors de salons et de congrès.	Impression : Imprimerie Bergemont Conception : Publications du Québec (coût inclus dans le contrat d'édition).	915 \$
Commandites			
Commandite <i>Semaine des bibliothèques publiques du Québec</i> Octobre 2000	Soutenir la réalisation des activités de communication prévues dans le cadre de la Semaine des bibliothèques publiques.	Association des bibliothèques du Québec.	10 000 \$
Commandite <i>Colloque du Regroupement interrégional de centres de la petite enfance</i> Mai 2000	Diffuser un message ministériel auprès des participants au colloque.	Regroupement interrégional des centres de la petite enfance.	500 \$
Commandite <i>Congrès des centres jeunesse et des CLSC,</i> Du 29 octobre 2000 au 31 octobre 2000	Promouvoir la parution du Guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> auprès des intervenants.	Association des CLSC et CHSLD du Québec. Association des centres jeunesse du Québec.	2 000 \$
Sommes totales dépensées pour l'exercice 2000 – 2001			58 131 \$
Prévision pour 2001-2002			150 000 \$

TITRE 5

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Titre 5 : Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

Ne s'applique pas.

TITRE 6

Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat .

Titre 6 : Liste des études commandées durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme

Nom du professionnel	Mandat	Coût
Institut de la statistique du Québec	Dans le cadre de l'Enquête sur les besoins des familles en matière de service de garde réalisée en 1998 par l'Institut de la statistique du Québec, demande est faite pour la création et l'analyse d'une nouvelle variable qui a trait aux familles et la production de quelques tableaux.	3 006 \$

TITRE 7

Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final);
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (contrat négocié ou soumission publique sur invitation);
- le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions (dans le cas de contrats octroyés par soumission).

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
@ Samman communications <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 17 août 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la relecture et la révision linguistique de divers documents spécialisés du Ministère.	7 000 \$
@ Samman communications <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 22 janvier 2001 au 31 mars 2001	Effectuer des travaux de synthèse et de rédaction de manuscrits du Ministère, plus particulièrement la brochure intitulée <i>La mise sur pied d'un centre de la petite enfance</i> .	10 000 \$
Archambault, Marc <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 20 octobre 2000 au 31 mars 2001	Prendre des photos pour le bulletin <i>Info Famille-Enfance</i> ainsi que pour d'autres publications du Ministère et contribuer à l'élaboration d'une banque de photos pour le Ministère.	15 000 \$
Bérubé, Guylaine Design <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 25 mai 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la conception graphique et la réalisation de quatre numéros du bulletin <i>Bye-bye les microbes!</i> et, sur demande, effectuer la mise à jour ou la conception de dépliants ou d'autres documents promotionnels du Ministère.	7 000 \$
Biblio RPL Itée <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 19 juin 2000 au 31 mars 2001	Effectuer le catalogage, la création et la saisie de notices d'autorités des nouvelles acquisitions du Centre de documentation du Ministère à Montréal dans le système CUBIQ du réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales.	13 000 \$
Bouchard, Julie <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Boucher, Julie <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Brisson, Ann-Catherine <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Cadorette, Normand <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 juin 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la prise de photos lors d'événements auxquels participe le Ministère.	4 500 \$
Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 3 mai 2000 au 23 juin 2000	Recension des écrits sur les programmes éducatifs à la petite enfance hors Québec.	9 800 \$
Charpentier Garneau communications <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 31 mars 2001	Fournir au Ministère des services professionnels en graphisme (concept clés en main), édition et suivi de production, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs (maisons de photocomposition, imprimeurs, etc.) pour différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	22 000 \$
Communications Créativité Sylvain Vallières enr. <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 10 juillet 2000 au 15 août 2000	Effectuer les travaux préparatoires à la conversion d'un jeu éducatif pour le site Internet du Ministère.	565 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Communications DAZ <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 31 mai 2000 au 31 mars 2001	Fournir au Ministère des services de conception graphique, de rédaction et d'édition de différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	8 700 \$
Communications DAZ <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 18 octobre 2000 au 31 mars 2001	Fournir au Ministère des services professionnels en rédaction, conception graphique, production, édition, suivi de production : préparation de devis, suggestions pour le choix d'imprimeurs, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs (maisons de photocomposition, imprimeurs, etc.) pour différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	14 000 \$
Création graphique <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 7 avril 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la conception graphique, la réalisation et le montage, pour le Ministère, de divers documents, dont des annonces publicitaires et des documents à usage externe ou interne.	8 700 \$
Desbiens, Myriam <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Devant Le Jardin De Bertuch <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 24 janvier 2001 au 31 mars 2001	Faire la conception des couvertures et la réalisation de la mise à jour du <i>Répertoire des centres de la petite enfance et autres services de garde</i> (4 tomes) et la préparation des documents pour fin d'impression.	10 000 \$
Devant Le Jardin De Bertuch <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 juin 2000 au 31 mars 2001	Soutenir le Ministère dans la conception graphique, la réalisation et le montage de documents qu'il doit produire régulièrement dans le cadre de ses activités de communications.	5 000 \$
Dionne, Jacqueline <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 8 mai 2000 au 31 mars 2001	Fournir des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$
Dionne, Jacqueline <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 1 ^{er} janvier 2001 au 31 mars 2001	Fournir des services de révision linguistique et, au besoin, de réécriture pour l'ensemble des documents et productions écrites, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	10 000 \$
Drolet, Joel <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 1 ^{er} avril 2000 au 28 mai 2000	Coordonner une tournée de consultation sur la politique familiale, en s'assurant que l'ensemble des besoins en logistique de cette tournée soient répondus, et ce, en concertation avec les Centres régionaux de développement (CRD) partenaires du Ministère dans cette démarche.	2 050 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Dubé, Geneviève <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 16 avril 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Écritures, etc. <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 31 juillet 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la révision linguistique de divers documents du Ministère, tant sur les plans rédactionnel que linguistique.	9 000 \$
Goulet, Denis <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 mai 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la révision et la réécriture de divers documents du Ministère.	5 000 \$
Graphidée <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 24 janvier 2001 au 15 février 2001	Effectuer la mise à jour du dépliant <i>Les familles et les enfants au Québec – Principales statistiques</i> .	1 000 \$
Huot, Julie <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 octobre 2000 au 15 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Huot, Julie <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 16 avril 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
<p>Informatique Rive -Sud Inc. <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 25 janvier 2001 au 28 février 2001</p>	<p>Créer une base de données uniformisées des coordonnées des services de garde du Québec sur le logiciel Access incluant le traitement, la normalisation et la validation des données de base.</p> <p>Ces données serviront à l'édition des quatre tomes du répertoire des services de garde et à la mise à jour des données sur le site Internet.</p>	12 000 \$
<p>Institut national de la recherche scientifique (INRS) <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 16 février 2001 au 17 février 2001</p>	<p>Prononcer une conférence sur la comparaison des politiques familiales.</p> <p>Conférencière : Madame Renée B. Dandurand.</p>	500 \$
<p>Institut national de la recherche scientifique (INRS) <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 16 février 2001 au 17 février 2001</p>	<p>Prononcer une conférence sur la comparaison des politiques familiales.</p> <p>Conférencière : Madame Marie-Hélène St-Pierre.</p>	700 \$
<p>Javelot Design <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 31 mai 2000 au 30 mars 2001</p>	<p>Effectuer la conception et la production de panneaux d'information pour les différentes tournées de formation du Ministère auprès des services de garde ou pour d'autres activités de relations publiques.</p>	7 500 \$
<p>Kromp et Poirier 1^{er} contrat négocié Durée : Du 29 mai 2000 au 31 mars 2001</p>	<p>Soutenir le Ministère dans la rédaction de divers documents.</p>	7 500 \$
<p>Kromp et Poirier 2^e contrat négocié Durée : Du 1^{er} janvier 2001 au 31 mars 2001</p>	<p>Effectuer la recherche, l'analyse d'information et la réécriture dans le cadre de l'élaboration de documents et textes en appui aux activités de communication du Ministère.</p>	5000 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Lagarde, François <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 7 avril 2000 au 30 juin 2000	Élaborer une démarche en vue d'étudier la faisabilité et définir les orientations stratégiques d'une campagne de sensibilisation à l'importance du milieu de vie familiale et du rôle parental.	11 500 \$
Le Marché de l'Écriture <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 24 avril 2000 au 31 mars 2001	Effectuer la révision linguistique de divers documents du Ministère.	2 500 \$
Leclerc, Nancy <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Lepage, Johanne <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 20 décembre 2000 au 31 mars 2001	Fournir des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$
Les beaux dres <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 20 avril 2000.	Effectuer la révision linguistique du guide <i>La santé des enfants ...en services de garde éducatifs</i> (nommé antérieurement <i>Des enfants gardés en santé</i>) du Ministère.	5 250 \$
Les beaux dres <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 16 mai 2000 au 31 mars 2001	Effectuer l'intégration des corrections linguistiques dans le guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> .	3 750 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 juillet 2000 au 30 septembre 2000	Fournir au Ministère des services de réécriture et de révision rédactionnelle de différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	7 500 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 21 décembre 2000 au 31 mars 2001	Fournir au Ministère des services professionnels de conception graphique, production, édition et suivi de production (préparation de devis, suggestions aux imprimeurs, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs pour différents projets) en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation et fournir, à l'occasion, des services de réécriture et de rédaction.	21 000 \$
Les promotions De Vente Inter - Concept Inc. <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 3 avril 2000 au 31 mai 2000.	Concevoir et de fabriquer un outil promotionnel dans le cadre de la campagne de promotion de la profession d'éducateur et d'éducatrice à l'enfance.	9 891 \$
Maison de Shoto Inc. <i>Contrat négocié</i> Durée : ½ journée.	Rencontre d'information avec des professionnels et professionnelles du Ministère et la contractuelle sur une étude touchant la qualité des services de garde. But de la rencontre : dégager et discuter des éléments particuliers du service de garde touchant le Québec dans le cadre de cette recherche. Présentation des objectifs et de la méthodologie qui a été utilisée dans le cadre de la recherche.	400 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Ménard, Sébastien <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 octobre 2000 au 15 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Net Marketing Solutions TM <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 juin 2000 au 10 juillet 2000	Réaliser une application interactive pour le site Internet du Ministère.	8 500 \$
Net Marketing Solutions TM <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 8 mars 2001 au 31 mars 2001	Fournir des services d'hébergement, d'entretien et de mise à jour du site Internet du Ministère.	5 000 \$
Odace communications graphiques <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 1 ^{er} mai 2000 au 31 mars 2001	Revoir la présentation visuelle électronique de divers documents du Ministère pour les rendre conformes à la nouvelle identification visuelle gouvernementale et, sur demande, produire d'autres présentations visuelles.	6 000 \$
Phixay, Bounxone Loang <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 16 avril 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Phixay, Bounxone Louang <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 octobre 2000 au 15 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Pons, Jean-Sébastien <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 octobre 2000 au 15 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Pons, Jean-Sébastien <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 16 avril 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Scribe d'aujourd'hui <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 20 décembre 2000 au 31 mars 2001	Fournir des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$
Simard Hamel Communication ltée <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 10 octobre 2000 au 31 octobre 2000	Développer une grille graphique pour la version électronique du <i>bulletin Salut la famille, En bref</i> à partir de la grille graphique développée pour le journal interne <i>Salut la famille</i> .	2 000 \$
Simard Hamel Communication ltée <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 7 septembre 2000 au 31 mars 2001	Réaliser et d'assurer la mise en page de trois numéros du journal interne.	9 900 \$
Tannier, Gérard <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 12 avril 2000 au 16 avril 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$

Titre 7 : Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Trottier, Marjorie <i>Contrat négocié</i> Durée : Du 27 octobre 2000 au 29 octobre 2000	Personne-ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$

TITRE 8

Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions (dans le cas de contrats octroyés par soumission).

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
@ Samman communications Contrat négocié	Effectuer la relecture et la révision linguistique de divers documents spécialisés du Ministère.	7 000 \$
@ Samman communications Contrat négocié	Effectuer des travaux de synthèse et de rédaction de manuscrits du Ministère, plus particulièrement la brochure intitulée <i>La mise sur pied d'un centre de la petite enfance</i> .	10 000 \$
Allard, Labelle C.A. Contrat négocié	Fournir les services de comptables agréés.	9 990 \$
Allard, Labelle, C.A. Contrat négocié	Contrat commun MFE – Investissements Québec – animer un groupe de professionnels du MFE .	3 000 \$
Archambault, Marc Contrat négocié	Prendre des photos pour le bulletin <i>Info Famille-Enfance</i> ainsi que pour d'autres publications du Ministère et de contribuer à l'élaboration d'une banque de photos pour le Ministère.	15 000 \$
ASCII Inc. Contrat négocié	Duplication et étiquetage de disquettes couvrant la période du 24 août 2000 au 12 décembre 2000.	2 625 \$
ASCII, Inc. Contrat négocié	Assurer la saisie des données provenant d'un maximum de 1832 prévisions révisées d'occupation 2001-2002 reçues des centres de la petite enfance et des garderies.	5 500 \$
ASCII, Inc. Contrat négocié	Assurer la saisie des données provenant d'un maximum de 1666 prévisions révisées d'occupation 2000-2001 reçues des centres de la petite enfance et des garderies.	5 000 \$
ASCII, Inc. Contrat négocié	Duplication et étiquetage de disquettes pour l'envoi des grilles d'occupation.	2 750 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
ASCII, Inc. <i>Contrat négocié</i>	Duplication et étiquetage d'un surplus de 600 disquettes portant sur la prévision révisée d'occupation 2001-2002.	750 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI) <i>Contrat négocié</i>	Animer, auprès de tout le personnel de la Direction générale de l'administration, une activité de sensibilisation portant sur le thème de l'accès et de la protection des renseignements personnels et confidentiels afin de permettre l'intégration des notions relatives à ce sujet lors d'une journée de sensibilisation.	750 \$
Baillargeon, Madeleine <i>Contrat négocié</i>	Participer à l'élaboration d'un document de mise en œuvre afin d'élaborer le plan de la Direction des programmes pour l'évaluation du programme des services éducatifs de garde.	1 700 \$
Bélanger, Gérard <i>Contrat négocié</i>	Analyser la rétribution des responsables de services de garde en milieu familial en fonction du nombre d'enfants reçus.	1 000 \$
Bérubé, Guylaine Design <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la conception graphique et la réalisation de quatre numéros du bulletin <i>Bye-bye les microbes!</i> et, sur demande, effectuer la mise à jour ou la conception de dépliants ou d'autres documents promotionnels du Ministère.	7 000 \$
Biblio RPL Itée <i>Contrat négocié</i>	Effectuer le catalogage, la création et la saisie de notices d'autorités des nouvelles acquisitions du Centre de documentation du Ministère à Montréal dans le système CUBIQ du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales.	13 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Bouchard, Julie <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Boucher, Julie <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Brisson, Ann - Catherine <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Brun, Henri Me <i>Contrat négocié</i>	Fournir un avis.	9 000 \$
Cadorette, Normand <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la prise de photos d'événements auxquels participe le Ministère.	4 500 \$
Calculatec <i>Contrat négocié</i>	Procéder à des expertises d'ingénieur conseil en structure dans le cadre du programme d'acquisition des actifs.	500 \$
CÉGEP de Saint-Jérôme <i>Contrat négocié</i>	Participer à la révision du guide « <i>Des enfants gardés ... en sécurité</i> ».	5 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval <i>Contrat négocié</i>	Recension des écrits sur les programmes éducatifs à la petite enfance hors Québec.	9 800 \$
CGI <i>Contrat négocié</i>	Développement et évolution d'applications bureautiques ainsi que le transfert de connaissances techniques aux ressources internes.	24 750 \$
Charpentier Garneau communications <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services professionnels en graphisme (concept clés en main), édition et suivi de production, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs (maisons de photocomposition, imprimeurs, etc.) pour différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	22 000 \$
CJS Télécom Inc <i>Appel d'offres sur invitation :</i> CJS Télécom inc : 700 \$ <i>Vidéotron : 735 \$</i>	Installer du câblage pour 7 nouvelles prises réseaux.	700 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Communications Créativité Sylvain Vallières enr. <i>Contrat négocié</i>	Effectuer les travaux préparatoires à la conversion d'un jeu éducatif pour le site Internet du Ministère.	565 \$
Communications Daz <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services de conception graphique, de rédaction et d'édition de différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	8 700 \$
Communications Daz <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services professionnels en rédaction, conception graphique, production, édition, suivi de production (préparation de devis, suggestions pour le choix d'imprimeurs, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs (maisons de photocomposition, imprimeurs, etc.) pour différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	14 000 \$
Conférences des Régies régionales de la Santé et des services sociaux <i>Contrat négocié</i>	Réaliser un état de situation sur les organismes communautaires « Famille ».	20 000\$
Corporation du Cegep de Rosemont <i>Contrat négocié</i>	Formation pour les préposés aux renseignements.	8 250 \$
CPE La Marmaille <i>Contrat négocié</i>	Élaborer un guide sur les projets de fusions ou intégration de centres de la petite enfance (CPE) au Québec.	9 500 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Création graphique <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la conception graphique, la réalisation et le montage, pour le Ministère, de divers documents, dont des annonces publicitaires et des documents à usage externe ou interne.	8 700 \$
Desbiens, Myriam <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Devant Le Jardin De Bertuch <i>Contrat négocié</i>	Soutenir le Ministère dans la conception graphique, la réalisation et le montage de documents qu'il doit produire régulièrement dans le cadre de ses activités de communications.	5 000 \$
Devant Le Jardin De Bertuch <i>Contrat négocié</i>	Concevoir des couvertures et réaliser la mise à jour du <i>Répertoire des centres de la petite enfance et autres services de garde</i> (4 tomes) et la préparation des documents pour fin d'impression.	10 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Dionne, Jacqueline <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$
Dionne, Jacqueline <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services de révision linguistique et, au besoin, de réécriture pour l'ensemble des documents et productions écrites , en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	10 000 \$
DMR Conseil Inc. <i>Contrat négocié</i>	Service professionnel d'accompagnement pour l'utilisation de Macroscope, volet normes et gabarits de développement associés aux outils de développement ORACLE.	7 500 \$
DMR Conseil Inc. <i>Contrat négocié</i>	Forfait de service pour l'implantation de la méthodologie Centre DMR Productivité MC version 2.1. Volet - Évaluation de la situation actuelle.	7 500 \$
DMR Conseil Inc. <i>Contrat négocié</i>	Service professionnel d'accompagnement dans le processus de mise en place du nouveau cadre normatif.	15 000 \$
Dorion, Noël et Hallissey <i>Contrat négocié</i>	Rapport d'évaluation sur la valeur locative des locaux d'un centre de la petite enfance .	2 000 \$
Drolet , Joël <i>Contrat négocié</i>	Coordonner une tournée de consultation sur la politique familiale, en s'assurant que l'ensemble des besoins en logistique de cette tournée soient réponsus, et ce, en concertation avec les CRD partenaires du MFE dans cette démarche.	2 050 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Dubé, Geneviève Contrat négocié	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Dubois , Émile Contrat négocié	Agir comme expert- conseil auprès des autorités du MFE dans le cadre de leurs activités et co- présidence du Comité interministériel sur le soutien financier aux familles.	21 500 \$
Écho Sondage Appel d'offres sur invitation Soumissionnaires : Écho sondage : 15 000 \$ SOM : 19 800 \$ COGEM : 21 600 \$	Saisir et produire différents tableaux à partir de données provenant des rapports d'activités des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies et rédiger un rapport final sur les principaux résultats.	15 000 \$
Écho Sondage Contrat négocié	Saisir , codifier et analyser des données du questionnaire concernant l'application du programme éducatif dans les garderies.	1 030 \$
Écho Sondage Contrat négocié	Saisir , codifier et analyser les statistiques du questionnaire portant sur la qualification du personnel éducateur dans les installations des centres de la petite enfance (CPE).	1 000 \$
École nationale d'administration publique (ENAP) Contrat négocié	Donner une conférence sur le thème de l'éthique et de la protection des renseignements personnels et confidentiels. Cette activité s'adresse à tout le personnel de la Direction générale de l'administration dans le cadre d'une journée de sensibilisation sur ce même sujet.	2 300 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
École nationale d'administration publique (ENAP) <i>Contrat négocié</i>	Réaliser un pré - diagnostic organisationnel, déposer une description du rôle de l'ENAP en regard des étapes relatives à l'élaboration de la déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens et de la réalisation d'un diagnostic organisationnel, proposer une démarche permettant de procéder à l'établissement du profil des employés du Ministère, dans le cadre de la réalisation du plan ministériel d'implantation de la modernisation de la gestion publique .	23 370 \$
École nationale d'administration publique (ENAP) <i>Contrat négocié</i>	Élaborer un guide de références en matière de développement de compétences.	14 000 \$
École nationale d'administration publique (ENAP) <i>Contrat négocié</i>	Élaborer avec l'aide du ministère, un profil de compétences pour les directeurs ou directrices de centres de la petite enfance (CPE).	9 500 \$
Écritures, etc. <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la révision linguistique de divers document du Ministère, tant sur les plans rédactionnels que linguistique.	9 000 \$
Émond , André <i>Contrat négocié</i>	Réaliser des fiches d'information sur une quarantaine d'aires extérieures de jeu existantes dans des services de garde.	4 500\$
Émond , Shirley <i>Contrat négocié</i>	Élaborer le processus de vérification des antécédents judiciaires pour le réseau des services de garde en collaboration avec la Direction du développement de la qualité du Ministère et ses principaux partenaires.	24 990 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Évimbec Inc. <i>Contrat négocié</i>	Rapport d'évaluation des actifs d'une garderie suite à une mésentente entre le Ministère , le vendeur et l'acheteur.	2 200 \$
Évimbec Inc. <i>Contrat négocié</i>	Rapports d'évaluation pour des garderies afin de s'assurer de la juste valeur de leurs actifs.	6 000 \$
Évimbec Inc. <i>Appel d'offres sur invitation</i> Évimbec Inc. 15 400 \$ Clément Mercier et associés : 18 000\$	Rapports d'évaluation pour des garderies inscrites au programme d'acquisition d'actifs d'une garderie à but lucratif par une corporation sans but lucratif.	15 400 \$
Évimbec Inc. <i>Contrat négocié</i>	Consultation sur le programme d'acquisition des actifs en ce qui concerne l'évaluation des actifs corporels et incorporels.	780 \$
Forget , Raymonde <i>Contrat négocié</i>	Offrir une conférence sur la créativité afin de mieux atteindre ses objectifs professionnels.	750 \$
Gaudette, Josée - Charlotte <i>Contrat négocié</i>	Réaliser une recherche documentaire sur les aires extérieures de jeu dans les services de garde.	4 500 \$
Goulet, Denis <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la révision et la réécriture de divers documents du Ministère.	5 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Graphidée Contrat négocié	Effectuer la mise à jour du dépliant <i>Les familles et les enfants au Québec - Principales statistiques</i> .	1 000 \$
Groupe CFC Contrat négocié	Fournir des services d'expert- conseil dans le cadre de l'organisation d'une réunion regroupant tout le personnel d'encadrement du Ministère et portant sur la Planification stratégique 2001-2004 et la Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens 2001-2002. (Livrables liés au projet de modernisation de la gestion publique).	1 722 \$
Groupe CFC Contrat négocié	Assurer l'orchestration d'ateliers et d'une plénière lors d'une réunion spéciale des partenaires du Ministère : coordonner la tenue des ateliers, animer la plénière, préparer et fournir le matériel nécessaire et participer à la mise en forme de la compilation des résultats .	9 995 \$
Groupe LGS Inc. Contrat négocié	Soutenir l'équipe de gestion documentaire du Ministère dans la préparation d'une présentation de produits de gestion électronique de documents (GED).	4 500 \$
Groupe LGS Inc. contrat négocié	Support au pilotage pour le développement du système <i>Gestion des places</i> , couvrant la période du 30 novembre 2000 au 12 janvier 2001.	20 000 \$
Groupe LGS Inc. Contrat négocié	Développer une application pour la distribution et la diffusion du matériel documentaire de la direction des Communications du MFE.	9 840 \$
Groupe LGS Inc. Contrat négocié	Développement et évolution d'outils de bureautique et transfert de connaissances techniques aux ressources internes. (ex. : Bottin ministériel, Mouvement de personnel, Réservation de salles et Registre des publications).	24 750 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Harel, Drouin, Gallant, Dupuis <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services de comptables agréés.	9 999 \$
Hébert ,Ginette <i>Contrat négocié</i>	Rencontres menant au bilan de la tournée sur la gestion du programme éducatif, l'adaptation du matériel en vue des sessions de formation destinés aux autochtones et également la dispensation de séances de formation aux services de garde non – autochtones.	10 000 \$
Huard ,Mildrène <i>Appel d'offres sur invitation :</i> Huard,,Mildrène : 12 \$ /heure Quantum : 14 \$ /heure MCMR : 18 \$ /heure	Soutenir l'équipe de gestion documentaire dans la finalisation de l'archivage massif de dossiers d'aide et d'exonération financière.	4 116 \$
Huot, Julie <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Huot, Julie <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Hurteau, Marthe <i>Contrat négocié</i>	Évaluation de projets pilotes en matière de garde à horaires non usuels (garde de soir, de nuit et de fin de semaine).	9 990 \$
Informatique Pro-Format <i>Contrat négocié</i>	Effectuer un dépannage pour le logiciel de banques de données ACCESS aux bureaux du Ministère à la suite de la formation donnée chez Informatique Pro-Format .	260 \$
Informatique Rive-Sud inc. <i>Contrat négocié</i>	Créer une base de données uniformisées des coordonnées des services de garde du Québec sur le logiciel Access incluant le traitement, la normalisation et la validation des données de base. Ces données serviront à l'édition des quatre tomes du répertoire des services de garde et à la mise à jour des données sur le site Internet .	12 000 \$
Institut de la statistique du Québec <i>Contrat négocié</i>	Critique d'un texte de Monsieur Kevin Milligan de l'Université de Toronto.	532 \$
Institut national de la recherche scientifique (INRS) <i>Contrat négocié</i>	Prononcer une conférence sur la comparaison des politiques familiales.	500 \$
Institut national de la recherche scientifique (INRS) <i>Contrat négocié</i>	Prononcer une conférence sur la comparaison des politiques familiales.	700 \$
Iron Montain <i>Contrat négocié</i>	Service de transport et d'entreposage dans une voûte externe de rubans magnétiques contenant des données informatiques appartenant au MFE.	1 500 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Javelot Design <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la conception et production de panneaux d'information pour les tournées de formation du Ministère auprès des services de garde ou pour d'autres activités de relations publiques.	7 500 \$
Johanne Du Temple, Comptables agréées <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services conseils de comptables agréés en vue d'assurer l'analyse des prévisions budgétaires soumises par les centres de la petite enfance.	9 990 \$
Johanne Du Temple, comptables agréées <i>Contrat négocié</i>	Analyser les projets triennaux préparés par les Centres de la petite enfance (CPE) dans le cadre d'une augmentation du nombre de places indiquées au permis ou d'une implantation de nouveau CPE. Fournir suite à l'analyse, les modifications apportées aux budgets présentés ainsi que des observations sur les hypothèses utilisées et, s'il y a lieu des recommandations.	9 990 \$
Kromp et Poirier <i>Contrat négocié</i>	Soutenir le Ministère dans la rédaction de divers documents du Ministère .	7 500 \$
Kromp et Poirier <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la recherche, l'analyse d'information et la réécriture dans le cadre de l'élaboration de documents et textes en appui aux activités de communication du Ministère.	5 000 \$
Lagarde, François <i>Contrat négocié</i>	Élaborer une démarche en vue d'étudier la faisabilité et définir les orientations stratégiques d'une campagne de sensibilisation sur l'importance du milieu de vie familial et du rôle parental.	11 500 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Lamarche ,Pierre <i>Contrat négocié</i>	Conseiller les représentants du Ministère sur des questions de relations de travail dans les services de garde et les assister dans l'ensemble des travaux dans la poursuite de la consultation relative aux conditions salariales des employé(es) des services de garde .	24 900 \$
Larose, Andrée <i>Contrat négocié</i>	Participer aux travaux en vue de la finalisation de la révision du guide « <i>La santé des enfants ... en services de garde éducatifs</i> ».	5 000 \$
Le Groupe Hay <i>Contrat négocié</i>	Entrevue des titulaires et des gestionnaires et rédaction des descriptions.d'emplois professionnels en vue de leur évaluation dans le cadre de la nouvelle classification des emplois.	24 950 \$
Le Marché de l'Écriture <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la révision linguistique de divers documents du Ministère.	2 500 \$
Leclerc, Nancy <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animatrice au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Lepage, Jean <i>Contrat négocié</i>	Agir à titre de membre de comité de sélection pour l'adjudication d'un contrat faisant suite à un appel d'offres .	2 500 \$
Lepage, Johanne <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Les Beaux dires <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la révision linguistique du guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> (nommé antérieurement <i>Des enfants gardés en santé</i>) du Ministère.	5 250 \$
Les Beaux dires <i>Contrat négocié</i>	Effectuer l'intégration des corrections linguistiques dans le guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i> .	3 750 \$
Les Productions du Prêt-à-rire enr. <i>Contrat négocié</i>	Présentation de courts monologues dans le cadre de la journée internationale des femmes.	300 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services de réécriture et de révision rédactionnelle de différents projets en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	7 500 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services professionnels de conception graphique, production, édition et suivi de production (préparation de devis, suggestions aux imprimeurs, approbation d'épreuves et de bleus chez les fournisseurs) pour différents projets, en vue de répondre rapidement à des demandes de travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation, et de fournir, à l'occasion, des services de réécriture et de rédaction.	21 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Les promotions De Vente Inter - Concept Inc. <i>Contrat négocié</i>	Concevoir et fabriquer un outil promotionnel dans le cadre de la campagne de promotion de la profession d'éducateur et d'éducatrice à l'enfance.	9 891 \$
Les Réalisations Conceptum international Inc. <i>Contrat négocié</i>	Réaliser les plans d'aménagements du mobilier avec le logiciel Auto-cad pour les bureaux de Montréal et Québec.	2 000 \$
Les Réalisations Conceptum international Inc. <i>Contrat négocié</i>	Réaliser les plans d'aménagements du mobilier avec le logiciel Auto-cad pour les bureaux de Montréal et Québec.	9 950 \$
Livraison Williams <i>Contrat négocié</i>	Effectuer la livraison et l'entreposage des panneaux d'identifications des nouveaux projets de services de garde.	2 000 \$
Maison de Shoto Inc. <i>Contrat négocié</i>	Rencontre d'information avec des professionnelles et professionnels du Ministère et la contractuelle sur une étude touchant la qualité des services de garde.	400 \$
Martin, Michel <i>Contrat négocié</i>	Supporter le sous - comité sur l'équité salarial dans ses travaux pour qu'il en arrive à identifier les catégories d'emploi et la description de chacune d'entre elles en fonction des conditions d'équité salariale.	9 250 \$
Martin, Michel <i>Contrat négocié</i>	Accompagner le sous - comité sur l'équité salarial dans la démarche d'équité salariale du secteur des centres de la petite enfance (CPE) conformément à ce qui est prescrit dans la Loi sur l'équité salariale.	9 100 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Ménard, Sébastien <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Morneau Sobeco <i>Appel d'offres sur invitation</i> Nom des soumissionnaires : Morneau Sobeco 19 900 \$ S.A.I. 19 750 \$ C.G.A.S. 22 000 \$	Rédaction du devis pour une soumission d'assurance collective et de congés de maternité pour l'ensemble du personnel des centres de la petite enfance et des garderies du Québec, analyse des critères contenus dans les propositions d'assurance et finalisation de l'entente avec l'assureur retenu.	19 900 \$
Morneau Sobeco <i>Contrat négocié</i>	Effectuer les vérifications requises à la mise en place du programme actuel, suite au choix d'un assureur d'assurance collective et de congés de maternité pour l'ensemble du personnel des centres de la petite enfance et des garderies du Québec.	8 500 \$
Net Marketing Solutions TM <i>Contrat négocié</i>	Réaliser une application interactive pour le site Internet du Ministère.	8 500 \$
Net Marketing Solutions TM <i>Contrat négocié</i>	Fournir des services d'hébergement , d'entretien et de mise à jour du site Internet du Ministère.	5 000 \$
Odace communications graphiques <i>Contrat négocié</i>	Revoir la présentation visuelle électronique de divers documents du Ministère pour les rendre conformes à la nouvelle identification visuelle gouvernementale et, sur demande, produire d'autres présentations visuelles.	6 000 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
OnX Inc. <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère une expertise professionnelle dans l'utilisation des outils de courrier électronique Exchange/Outlook dans le cadre du projet pilote de gestion des documents électroniques.	24 900 \$
Perreault, Jacques <i>Contrat négocié</i>	Conseiller les gestionnaires dans le cadre de l'organisation de la Direction générale des services à la famille et à l'enfance et plus particulièrement les directeurs des directions des services à la clientèle.	24 900 \$
Phaneuf ,Johanne <i>Contrat Négocié</i>	Permettre la création et la diffusion d'une banque de documents publiés par le Ministère ainsi qu'un répertoire de documents disponibles au centre de documentation du Ministère en lien avec les cours offerts en Techniques d'éducation en services de garde (TESG).	3 000 \$
Phixay, Bounxone Louang <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Phixay, Bounxone Louang <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Pons, Jean - Sébastien <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Pons, Jean - Sébastien <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Formation de Montréal.	400 \$
Présentation Désign <i>Contrat négocié</i>	Apporter certaines modifications au stand <i>Spectralite</i> du Ministère, notamment pour corriger la signature conformément aux nouvelles normes gouvernementales et dans la conception et la réalisation de la structure du comptoir et fabriquer une tablette pour le clavier d'ordinateur et de deux panneaux centraux pour le stand.	3 260 \$
Réseau D.O.F. Inc <i>Contrat négocié</i>	Donner une conférence sur la gestion du changement. Cette activité s'adresse à tout le personnel de la Direction générale de l'administration dans le cadre d'une journée de sensibilisation sur ce sujet.	1 500 \$
Réseau Internet Québec <i>Appel d'offres public :</i> AT&T : 10 285 \$ Vidéotron : 16 718 \$ Réseau Internet Québec : 18 000 \$	Fournir au MFE le service d'accès Internet. Le coût représente le montant maximum du contrat.	18 000 \$
Rhéaume, Laurier, Viel <i>Appel d'offres sur invitation :</i> Rhéaume, Laurier, Viel : 23 500 \$ Les Réalisations Conceptum international inc:24 375\$ Groupe Vachon : 25 675 \$	Réaliser les plans d'aménagements du mobilier avec le logiciel Auto-cad pour nos bureaux de Montréal et Québec.	23 500 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Scribe d'aujourd'hui <i>Contrat négocié</i>	Fournir au Ministère des services de révision linguistique pour l'ensemble des documents et productions écrites du Ministère, en complémentarité avec d'autres fournisseurs pour des travaux ponctuels ayant de courts échéanciers de réalisation.	5 000 \$
Service Logi-Tech <i>Contrat négocié</i>	Adaptation du système informatique supportant la saisie du rapport financier afin d'améliorer son efficacité et sa fiabilité.	9 800 \$
Services de placements Télé-ressources (Les) <i>Contrat négocié</i>	Saisir les données des grilles d'occupation couvrant la période du 8 mai 2000 au 11 mai 2000.	6 000 \$
Simard Hamel Communications Itée <i>Contrat négocié</i>	Réaliser et assurer la mise en page de trois numéros du journal interne.	9 900 \$
Simard Hamel Communications Itée <i>Contrat négocié</i>	Développer une grille graphique pour la version électronique du bulletin <i>Salut la famille, en bref</i> à partir de la grille graphique développée pour le journal interne <i>Salut la famille</i> .	2 000 \$
Solutions documentaires Gestar <i>Contrat négocié</i>	Soutenir l'équipe de gestion documentaire du Ministère dans la mise en place d'un poste de classement central pour la Direction générale des services à la famille et l'enfance regroupant, plus particulièrement, les dossiers de service de garde.	22 830 \$
Sun Microsystems du Canada Inc. <i>Contrat négocié</i>	Support lié à la formation et à l'utilisation optimale du logiciel Soltice Backup acquis pour la prise de copies de sauvegarde des serveurs informatiques du Ministère pour la période du 17 avril 2000 au 26 mai 2000.	4 060 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Sun Microsystems du Canada Inc. <i>Contrat négocié</i> 16 octobre 2000 au 20 octobre 2000	Support lié à la formation et à l'utilisation optimale du logiciel Soltice Backup acquis pour la prise de copies de sauvegarde des serveurs informatiques du Ministère pour la période du 16 octobre 2000 au 20 octobre 2000.	4 060 \$
Tannier, Gérard <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon de la Jeunesse de Montréal.	700 \$
Tittley, Emmanuelle <i>Contrat négocié</i>	Rédiger un guide sur l'aménagement des aires extérieures de jeu dans les services de garde.	4 500 \$
Tremblay, Emmanuelle <i>Contrat négocié</i>	Former 45 personnes issues des divers regroupements québécois de services de garde afin qu'elles puissent reproduire des sessions de formation d'une journée sur la vérification des antécédents judiciaires auprès des institutions de leurs réseaux.	8 900 \$
Trottier, Marjorie <i>Contrat négocié</i>	Personne - ressource en éducation à l'enfance agissant comme animateur au stand d'information <i>Besoin de toi, besoin d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance</i> lors du Salon Éducation Emploi Jeunesse de Québec.	200 \$
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) <i>Contrat négocié</i>	Présider un groupe de travail et participer à l'élaboration d'un mandat relatif à l'étude des haltes-garderies.	12 118 \$

Titre 8 : Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000- 2001

Nom du professionnel ou de la firme Mode d'octroi du contrat	Mandat	Coût
Versalys <i>Contrat négocié</i>	Expertise technique dans l'installation et la configuration de micro-ordinateurs.	9 555 \$
Versalys <i>Contrat négocié</i>	Support technique lié à l'utilisation optimale du logiciel Check-Point acquis pour empêcher l'intrusion aux systèmes informatisés du Ministère via l'Internet .	2 000 \$

TITRE 9

Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Titre 9 : Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat

Nom du contractant	Objet	Montant du contrat initial	Montant du surplus versé	Raison du dépassement
Association du personnel cadre des CPE du Québec	Analyser les fonctions des gestionnaires Contrat octroyé en 1999-2000	3 500 \$	2 000 \$	Remboursement des frais de déplacement et autres dépenses encourues par les participants à l'une des six rencontres de travail .
Lamarche, Pierre	Dans la poursuite de la consultation relative aux conditions salariales des employé(es) des services de garde, le contractant conseille les représentants du Ministère sur des questions de relations de travail dans les services de garde et les assister dans l'ensemble des travaux.	24 900 \$	40 000 \$	Permettre de poursuivre et finaliser son mandat d'assistance auprès des représentants du Ministère.

Titre 9 : Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat

Les Réalisations Conceptum international inc	Réaliser les plans d'aménagements du mobilier avec le logiciel Auto-cad pour les bureaux de Montréal et Québec	2 000 \$	194 \$	Compléter les plans pour le réaménagement du 8 ^e étage du 600 Fullum , Montréal
Martin, Michel	Supporter le sous-comité dans ses travaux pour qu'il en arrive à identifier les catégories d'emploi et la description de chacune d'entre elles en fonction des conditions d'équité salariale.	9 250 \$	2 310 \$	Identifier les catégories d'emploi et élaborer le descriptif pour chaque catégorie d'emploi selon les quatre facteurs exigés à la Loi sur l'«équité salariale soit : les qualifications, les responsabilités, les efforts et les conditions de travail.
Quantum	Saisie de données (rapports financiers)	25 000 \$	4 890 \$	Traitement plus long que prévu pour finaliser la saisie des données des rapports financiers.

TITRE 10

Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

Titre 10 : Le montant pour l'année 2000-2001 de chacune des dépenses suivantes : photocopies, télécopies, téléphonies cellulaires, téléavertisseurs, mobilier de bureau, fournitures, distributeurs d'eau, remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas, le ressourcement ou la préparation à la retraite et l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

1.	LA PHOTOCOPIE		242 393 \$
2.	LA TÉLÉCOPIE		11 544 \$
3.	LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE	Total	64 969 \$
		Coût d'utilisation	53 566 \$
4.	LES TÉLÉAVERTISSEURS		15 342 \$
5.	LE MOBILIER DE BUREAU		140 395 \$
6.	LES FOURNITURES		
	Agendas	3 734 \$	
	Valises	1 334 \$	
	Dictionnaires	494 \$	
	Calculatrices	316 \$	
	Stylos ou crayons	4 456 \$	
	Boîtes de carton	716 \$	
7.	LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		2 911 \$
8.	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT		317 232 \$
9.	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT		125 323 \$
10.	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS		130 796 \$
11.	LA PRÉPARATION À LA RETRAITE		430 \$

Titre 10 : Le montant pour l'année 2000-2001 de chacune des dépenses suivantes : photocopies, télécopies, téléphonies cellulaires, téléavertisseurs, mobilier de bureau, fournitures, distributeurs d'eau, remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas, le ressourcement ou la préparation à la retraite et l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

12. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

a)	au Québec	Dépenses
	Colloques ou congrès	18 438 \$
	Perfectionnement et autres types	157 517 \$
b)	à l'extérieur du Québec	
	Colloques ou congrès	0 \$
	Perfectionnement et autres types	5 659 \$
	TOTAL	181 614 \$

TITRE 11

La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun

- **la marque et le modèle du véhicule;**
- **le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;**
- **les coûts d'entretien des véhicules (réparation);**
- **les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);**
- **appels d'offres faits en 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002;**
- **spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.**

Titre 11 : La liste de tous les véhicules fournis

Aucun véhicule n'est attribué exclusivement à un bénéficiaire dans le cadre de ses fonctions.

TITRE 12

Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002.

Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Titre 12 : Le nombre et la répartition, par tranches d'âges, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour 2000-2001

TRANCHE DES MOINS DE 35 ANS											
CATÉGORIE	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
HAUTE DIRECTION	0	0	-		0		0		0		0
CADRE	0	0	-		0		0		0		0
PROFESSIONNELLE	8	7	15	2,0%	0		0		0		2 0,5%
FONCTIONNAIRE	21	10	31	5,3%	0		0		0		2 0,5%
TOTAL	29	17	46	7,4%	0		0		0		4 1,0%
TRANCHE DES 35 À 55 ANS											
CATÉGORIE	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
HAUTE DIRECTION	1	2	3	0,3%	0		0		0		0
CADRE	6	6	12	1,5%	0		0 0,0%		0		0
PROFESSIONNELLE	87	51	138	22,1%	3 0,6%	1 0,3%	0		4 1,0%		
FONCTIONNAIRE	115	48	163	29,2%	2 0,5%	0	0		9 2,3%		
TOTAL	209	107	316	53,0%	5 1,3%	1	0		13 3,3%		
TRANCHE DES PLUS DE 55 ANS											
CATÉGORIE	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
HAUTE DIRECTION	1	0	1	0,3%			0		0		0
CADRE	1	2	3	0,3%			0		0		0
PROFESSIONNELLE	7	3	10	1,8%			0		0		0
FONCTIONNAIRE	15	3	18	3,8%			0		0		2 0,5%
TOTAL	24	8	32	6,1%	0		0		0		2 0,5%
ENSEMBLE DU PERSONNEL											
CATÉGORIE	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
HAUTE DIRECTION	2	2	4	1%	0		0		0		0
CADRE	7	8	15	2%	0		0 0,0%		0		0
PROFESSIONNELLE	102	61	163	26%	3 0,8%	1 0,3%	0		6 1,5%		
FONCTIONNAIRE	151	61	212	38%	2 0,5%	0	0		13 3,3%		
TOTAL	262	132	394	66%	5 1,3%	1	0		19 4,8%		

Note : Les données qui concernent les personnes handicapées, anglophones, autochtones et les membres des communautés culturelles sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que plusieurs personnes n'ont pas déclaré leur situation.

TITRE 13

**Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ
volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et
organisme.**

Titre 13 : Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

TITRE 14

À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;**
- Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;**
- Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Titre 14 : À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi :

- Nombre total de jours de maladie et de vacances pris par le personnel

Congés	Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Maladie	Cadre supérieur	0,5	2,0	0,0	0,5	1,0	1,0	13,0	24,5	21,0	7,5	0,0	0,0	71,0
	Professionnel	108,5	141,5	188,5	234,5	209,5	198,5	211,5	232,5	213,5	208,0	113,0	88,0	2147,5
	Personnel de bureau et technicien	255,0	281,5	229,5	219,0	266,0	275,0	294,0	280,0	220,0	239,0	141,0	67,5	2767,5
	Total	364,0	425,0	418,0	454,0	476,5	474,5	518,5	537,0	454,5	454,5	254,0	155,5	4986,0
Vacances	Cadre supérieur	22,0	28,5	31,0	135,0	122,5	18,0	11,5	0,0	10,0	21,5	5,0	0,0	405,0
	Professionnel	38,5	88,0	227,5	951,5	879,0	97,5	97,0	31,5	139,0	208,0	50,5	29,0	2837,0
	Personnel de bureau et technicien	89,0	152,5	257,5	1016,5	933,5	260,0	122,5	78,5	332,0	328,5	54,5	24,0	3649,0
	Total	149,5	269,0	516,0	2103,0	1935,0	375,5	231,0	110,0	481,0	558,0	110,0	53,0	6891,0

Titre 14 : À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi :

- **Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)**

	Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov	Déc	Janv.	Fév.	Mars	Total
HEURES RÉALISÉES	Professionnel	1322,6	1478,9	1493,1	617,2	739,5	1216,8	1441,0	1523,2	674,9	853,5	314,0	0,0	11674,8
	Personnel de bureau et technicien	536,1	708,2	465,4	246,0	214,8	450,0	698,4	647,1	448,3	435,5	197,8	0,0	5047,4
	Total	1858,7	2187,1	1958,5	863,2	954,3	1666,8	2139,5	2170,3	1123,2	1289,0	511,8	0,0	16722,2
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES	Professionnel	30 595 \$	29 328 \$	30 774 \$	14 667 \$	14 128 \$	28 245 \$	35 935 \$	41 896 \$	17 133 \$	22 224 \$	6 939 \$	- \$	271 868 \$
	Personnel de bureau et technicien	9 773 \$	11 362 \$	8 051 \$	4 562 \$	4 259 \$	8 941 \$	14 289 \$	13 904 \$	10 021 \$	9 101 \$	3 651 \$		97 920 \$
	Total	40 368 \$	40 690 \$	38 826 \$	19 230 \$	18 388 \$	37 187 \$	50 224 \$	55 801 \$	27 155 \$	31 325 \$	10 590 \$	- \$	369 789 \$
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES	Professionnel	16 807 \$	23 379 \$	23 104 \$	5 767 \$	10 928 \$	15 767 \$	18 707 \$	16 532 \$	8 181 \$	10 678 \$	5 796 \$	- \$	155 650 \$
	Personnel de bureau et technicien	5 418 \$	8 307 \$	5 587 \$	2 424 \$	2 010 \$	3 421 \$	5 488 \$	4 648 \$	3 481 \$	3 858 \$	2 260 \$	- \$	46 905 \$
	Total	22 225 \$	31 686 \$	28 691 \$	8 191 \$	12 939 \$	19 188 \$	24 195 \$	21 180 \$	11 662 \$	14 536 \$	8 056 \$	- \$	202 555 \$

TITRE 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour l'exercice budgétaire 2000-2001 :

Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadre supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

Nombre de personnes occasionnelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans dans un même emploi.

TITRE 15 : EFFECTIFS POUR 2000 - 2001

	Hors cadre et cadre supérieur		Professionnel		Technicien		Soutien		Total	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
a) Effectifs réguliers par catégorie d'emploi	9	10	38	99	12	65	8	66	67	240
b) Employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			1	2					1	2
c) Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	2	1		2		1		1	2	5
d) Postes par catégorie d'emplois	9	17	48	120	16	79	14	69	87	285
e) Niveau des effectifs pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires										
f) Personnes occasionnelles			4	22	3	31	8	19	15	72
Personnes occasionnelles depuis 5 ans dans le même poste										

TITRE 16

La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **la superficie réellement occupée;**
la superficie inoccupée;
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001;**
- **la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- **la durée du bail.**

Titre 16: La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001; la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail.

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

TITRE 17

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

Titre 17 : Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces

Fournisseur ou individu ou autre	Objet du contrat	Montant initial supplément total réel
Entrepôt idéal inc. Sina 0565 2961	Entreposage de dossiers : Au 31 mars 2001, 1001 boîtes de documents semi-actifs seront entreposées au Centre de documents semi-actifs (CDSA).	5 000 \$

TITRE 18

Liste du personnel du cabinet de la ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- le montant total des indemnités de départ versées ;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches ;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2000-2001 ;
- le nombre total d'employés au cabinet ;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.

**Titre 18 : Liste du personnel en poste au cabinet de la ministre déléguée Nicole Léger
en 2000-2001
Ministère de la Famille et de l'Enfance**

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Classification	Entrée en fonction	Adresse de travail	Salaire annuel
Amoroza	Michelle	934	Attachée politique	1999-03-08	Montréal	
Charbonneau	Sylvie	934	Attachée politique	1999-01-11	Montréal	
Claveau	François	934	Attaché politique	1998-09-25	Montréal	
Crépin	Doris	935	Employée de soutien	1998-09-28	Québec	
Gilbert	Patrick	934	Attaché politique	1998-10-12	Québec	
Girard	Liliane	935	Employée de soutien	1998-09-25	Montréal	
Martel	Marie-Claude	933	Directrice de cabinet	1998-09-28	Montréal	89 580 \$
Pelletier	Jacques	934	Attaché politique	2000-04-01	Montréal	
Pouliot	Nathalie	935	Employée de soutien	1998-09-25	Québec	
Rochon	Karine	935	Employée de soutien	1998-10-05	Repentigny	

Total de la masse salariale versée au 2001-03-08

411 731 \$

Échelles de traitement au 2001-01-01

Employé de soutien

Maximum annuel

45 037 \$

Attaché politique

Maximum annuel

69 177 \$

Directeur de cabinet

Maximum annuel

105 048 \$

Titre 18 :	Liste du personnel ayant quitté le cabinet de la ministre déléguée Nicole Léger en 2000-2001 Ministère de la Famille et de l'Enfance
-------------------	---

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Classification	Date de fin d'emploi	Entrée en fonction au Cabinet de Mme Léger	Port d'attache
Fillion	Gilles	934	Attaché politique	2000-08-21	2000-04-01	Montréal
Lorman	Thierry	990	Étudiant	2000-09-30	2000-05-29	Québec
Perreault	Stéphane	934	Attaché politique	2000-12-04	1998-12-14	Québec

Total de la masse salariale versée au 2001-03-08	56 534 \$
--	-----------

Total des indemnités de départ	17 083 \$
--------------------------------	-----------

Échelles de traitement au 2001-01-01

Employé de soutien	Maximum annuel	45 037 \$
Attaché politique	Maximum annuel	69 177 \$
Directeur de cabinet	Maximum annuel	10 548 \$

Titre 18 : Liste du personnel en poste au cabinet de la ministre Linda Goupil en 2000-2001

Ministère de la Famille et de l'Enfance

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Classification	Entrée en fonction	Adresse de travail	Salaire annuel
Bissonette	Nathalie	934	Attachée politique	2001-03-28	Québec	
Blanchet	Lucie	935	Employée de soutien	2001-03-09	Québec	
Bluteau	Pierre	934	Attaché politique	2001-03-09	Lévis	
Charbonneau	Sylvie	934	Attachée politique	2001-03-09	Montréal	
Demers	Suzanne	935	Employée de soutien	2001-03-09	Québec	
Germain	Brigitte	934	Attachée politique	2001-04-01	Québec	
Gilbert	Isabelle	934	Attachée politique	2001-03-09	Québec	
Gilbert	Patrick	934	Attaché politique	2001-03-09	Québec	
Gingras	Pauline	934	Attachée politique	2001-03-09	Québec	
Lamarre	Suzanne	934	Attachée politique	2001-03-09	Québec	
Le Bel	Harold	933	Directeur de Cabinet	2001-03-28	Québec	91 225 \$
Paré	Catherine	934	Attachée politique	2001-03-09	Lévis	
Perreault	France	934	Attachée politique	2001-03-09	Québec	
Poulin-Charron	Adèle	934	Attachée politique	2001-03-09	Lévis	
Shaienks	Claire	935	Employée de soutien	2001-03-09	Lévis	
Simard	Marie-Claude	934	Attachée politique	2001-03-09	Québec	
Vallières	Sylvie	934	Attachée politique	2001-03-09	Lévis	

Total de la masse salariale versée au 2001-03-31

41 567 \$

Échelles de traitement au 2001-01-01

Employée de soutien

Maximum annuel

45 037 \$

Attaché politique

Maximum annuel

69 177 \$

Directeur de cabinet

Maximum annuel

105 048 \$

Titre 18 : Liste du personnel ayant quitté le cabinet de la ministre Linda Goupil en 2000-2001
--

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Classification	Date de fin d'emploi	Entrée en fonction au Cabinet de Mme Léger	Port d'attache
Gilbert	Isabelle	934	Attachée politique	2001-03-26	2001-03-09	Québec

Total de la masse salariale versée au 2001-03-31	s/o
Total des indemnités de départ	s/o

Échelle de traitement au 2001-01-01

Attachée politique	Maximum annuel	69 177 \$
--------------------	----------------	-----------

TITRE 19

Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :

- a) de la ministre et de la ministre déléguée**
- b) ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;**
 - le montant attribué;**
 - le projet visé et le résultat.**

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
	\$
Action Cancer du Sein Montréal (ACSM)	1 000 \$
Action Jeunesse inc.	2 500 \$
Action Toxicomanie Bois-Francs	250 \$
Après-rupture (L')	1 000 \$
Arrière Scène (L')	1 500 \$
Association Canadienne de l'Ataxie de Friedreich	250 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'est de Montréal	2 000 \$
Association de Spina-Bifida et d'Hydrocéphalie - Région de Montréal (ASBHRM)	3 000 \$
Association des Bénévoles du C.H.S.L.D. François Seguenot (L')	500 \$
Association des CLSC et des CHSLD du Québec	600 \$
Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais (L')	5 000 \$
Association des Grands Frères et Grandes Soeurs de la région de l'Amiante	1 000 \$
Association des Haltes-Garderies de la région de Montréal	5 000 \$
Association des locataires de HLM	300 \$
Association des parents d'ados de Jonquière (L')	2 500 \$
Association féminine de Balle-Molle du C.M.A.	1 000 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale - AFEAS	8 000 \$
Association Internationale de Formation et de Recherche en Éducation Familiale - AIFREF (Université du Québec à Montréal)	4 000 \$
Association québécoise pour les enfants atteints d'audimutité - Chapitre de Québec (AQEA)	1 000 \$
Association régionale des jeunes Parlementaires de Québec	250 \$
Ateliers d'Éducation populaire de Mercier	6 000 \$
Ballets jazz de Montréal (Les)	600 \$
Carrefour « Action municipale et familles » (Le)	15 000 \$
Carrefour des femmes d'Anjou	6 000 \$
Carrefour péri-naissance	1 000 \$
CCSE Maisonneuve - Comité de financement des Jeux de Montréal 2001	200 \$
CDC de la Pointe - Région Est de Montréal	2 000 \$
Cégep de Saint-Hyacinthe	300 \$
Centre Canadien d'étude et de Coopération internationale (CECI)	250 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ \$
Centre Communautaire AHAVAS CHESED	1 500 \$
Centre Communautaire Multi-Ethnique de Montréal-Nord	1 000 \$
Centre communautaire Ste-Catherine d'Alexandrie	6 000 \$
Centre d'accompagnement ADARA	2 000 \$
Centre d'actualisation l'Autre versant	2 500 \$
Centre de femmes L'Éclaircie	6 000 \$
Centre des Femmes de Pointe-aux-Trembles	2 000 \$
Centre des Femmes de Pointe-aux-Trembles	5 000 \$
Centre éducatif multiculturel	6 000 \$
Centre pour hommes opprimants et colériques	1 000 \$
Centre Rayons de femmes	6 000 \$
Centre Regain de Vie	6 000 \$
Centre St-Pierre	1 000 \$
CHUQ pour Groupe de travail en Marketing social et promotion	2 000 \$
CIRCPEQ - Concertation inter-régionale des CPE du Québec, FAFMRQ - Fédération de familles monoparentales et recomposées du Québec et FUF - Fédération des unions de famille	20 000 \$
CLSC du grand Chicoutimi	1 500 \$
CLSC du Plateau Mont-Royal (Familles en fête)	500 \$
Club Lion de Repentigny - La Seigneurie	1 500 \$
COFJQ - Comité organisateur finale des jeux du Québec	1 000 \$
Collecte Sélective Québec	9 000 \$
Comité de la semaine québécoise des familles inc.	20 000 \$
Comité des personnes atteintes du VIH	2 000 \$
Comité Résidence Saint-Pierre	1 000 \$
Coopérative de Services Multiples de Lanaudière (La)	500 \$
Corporation du Vieux-Quai en fête	500 \$
Corporation Les Enfants de ma Rue	2 000 \$
Corporation Mainbourg	15 000 \$
CPE Allô mon ami	1 500 \$
CPE Le Kangourou	3 000 \$
CPE Les services de garde Gribouillis	1 500 \$
CPE L'Essentiel	1 000 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ \$
Créations Briser Le Silence (Les)	1 000 \$
Croisée de Longueuil (La)	5 000 \$
Croix-Rouge canadienne - Section Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles	1 000 \$
Défi Sportif	2 500 \$
Direction de la Santé Publique de Montréal-Centre	1 000 \$
École de la vie (L')	7 500 \$
École de musique le Baladin inc.	1 000 \$
École St-Georges	3 500 \$
Enfance à petits pas	1 000 \$
Enfants de Béthanie (Les)	5 000 \$
Envol (L')	6 000 \$
Été Jeunesse Gaspé	1 000 \$
F.R.O.N.T. (Femmes regroupées en options non traditionnelles)	3 000 \$
Fédération des centres de la petite enfance du Québec	3 000 \$
Fédération des unions de familles	4 000 \$
Fédération des unions de familles	5 000 \$
Fédération des unions de familles	5 000 \$
Fédération des unions de familles	15 000 \$
Fédération du sport étudiant (La)	2 500 \$
Fédération du sport étudiant (La)	500 \$
Festi-famille et St-Jean, Comité 2000	500 \$
Festival de la famille de Havre-Saint-Pierre	2 500 \$
Festival des harmonies du Québec	1 000 \$
Festival Folklorique des Enfants du Monde à Beauport	1 000 \$
Fête Nationale du Québec (La)	3 000 \$
Fête populaire de l'Île aux trésors	500 \$
Fondation Charles-Bruneau	1 000 \$
Fondation de la visite	2 000 \$
Fondation de l'Hôpital Sainte-Justine	400 \$
Fondation de l'Inventarium	300 \$
Fondation des Centres jeunesse de Montréal	2 000 \$
Fondation du cégep du Vieux Montréal (La)	2 000 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ \$
Fondation du cégep du Vieux Montréal (La)	1 000 \$
Fondation du centre Jeunesse de Québec	1 500 \$
Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse	800 \$
Fondation Félix Leclerc	750 \$
Fondation Fête d'enfant Dédé	500 \$
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	400 \$
Fondation Jérôme-Le Royer (La)	1 000 \$
Fondation Jules et Paul-Émile Léger	1 000 \$
Fondation Lina Cyr (La Maison des greffés du Québec)	100 \$
Fondation OLO	500 \$
Fondation Para-Action	1 000 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie	2 000 \$
Fondation Pour l'Encouragement Scolaire (FPES)	5 000 \$
Fondation Renaissance de la région de l'Amiante	1 000 \$
Fondation Signes d'Espoir	600 \$
Fondation YWCA de Montréal	1 000 \$
Fondation YWCA de Montréal	1 000 \$
Fonds Robert-Bourassa pour la recherche sur le cancer - (Institut du cancer de Montréal)	500 \$
Gîte Jeunesse inc. (Le)	1 000 \$
Gros Becs, Centre de diffusion de théâtre jeunesse (Les)	250 \$
Habitation Disraeli	1 000 \$
Halte-Parents de la Vallée	2 000 \$
Info-Éveil de la Région de Matane	3 500 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal	2 000 \$
Institut Philippe Pinel de Montréal	1 000 \$
Jeunesse au Soleil inc.	500 \$
Joujouthèque Basse-Ville	2 000 \$
Journal L'Itinéraire	200 \$
La Traversée	1 000 \$
Maison Buissonnière (La)	3 500 \$
Maison communautaire de la famille du Centre-de-la-Mauricie	1 500 \$
Maison de la famille Beauce-Etchemins	2 000 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ \$
Maison de la Famille de Bois des Filion	1 000 \$
Maison de la famille de Gatineau	2 000 \$
Maison de la Famille de Saint-François	2 500 \$
Maison de la famille du Granit (La)	500 \$
Maison de la Famille, Drummond inc.	3 500 \$
Maison des Enfants de l'Île de Montréal (La)	10 000 \$
Maison des familles de Granby et région	3 000 \$
Maison des familles de la Matapédia (La)	3 500 \$
Maison des Familles de la Mitis	300 \$
Maison des Familles de Mercier-Est (La)	4 000 \$
Maison des Familles de Mercier-Est (La)	1 000 \$
Maison des Grands-Parents de Sherbrooke (La)	2 000 \$
Maison grise de Montréal (La)	1 000 \$
Maison Joie de Vivre	1 000 \$
Maison La Virevolte	2 000 \$
Maison Magique du Cap	2 500 \$
Maison Mikana	2 000 \$
Maski-Courons International	2 000 \$
Mercier-Est Quartier en Santé	1 000 \$
Mercier-Est, quartier en santé	500 \$
Mercier-Ouest quartier en santé	1 000 \$
Moulin à Musique (Le)	1 000 \$
Mouvement national des Québécoises et Québécois	1 000 \$
Mouvement québécois des camps familiaux	5 000 \$
Mouvement québécois des camps familiaux	1 000 \$
Mouvement Retrouvailles	500 \$
Municipalité Petite-Rivière-Saint-François	2 000 \$
Musée des enfants de Laval (Le)	3 500 \$
Noël des enfants (Le) - Radio Canada	1 000 \$
Organisation des Internationaux de Tennis Junior de Repentigny	1 000 \$
Parentfant	2 500 \$
Parentfants de Mascouche	5 000 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
	\$
Parents-Secours du Québec inc.	5 000 \$
Paroisse Saint-Jean-Baptiste	150 \$
Partage Chrétien Ste-Monique Les Saules inc.	2 500 \$
Pause Parents-Enfants de Verdun	6 000 \$
Place des Enfants (La)	1 000 \$
Présence Famille Saint-Augustin	3 000 \$
Programme Alternative au décrochage du Plateau Mont-Royal	1 000 \$
Projet Harmonie (Le)	1 000 \$
PROMIS	6 000 \$
Refuge des jeunes de Montréal	1 500 \$
Refuge des jeunes de Montréal	1 500 \$
Regard en Elle	3 500 \$
Regroupement des assistés sociaux des Îles	500 \$
Regroupement des Associations de Personnes Handicapées Région Chaudière-Appalaches	1 000 \$
Regroupement des centres de la petite enfance 04 & 17	1 000 \$
Regroupement Entre-Mamans inc. (Le)	1 000 \$
Regroupement Entre-Mamans inc. (Le)	2 000 \$
Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec (Le)	5 000 \$
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale	1 000 \$
Rencontre des bouts de chou	2 500 \$
Scène de Vie	240 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	1 000 \$
Service d'aide communautaire Anjou	1 000 \$
Services du Chat Botté	3 500 \$
Société Canadienne de la sclérose en plaques (Région de Québec).	1 500 \$
Société de l'Autisme Région Lanaudière	2 500 \$
Société de Saint-Vincent de Paul - Conseil central de Montréal (La)	1 000 \$
Société de Saint-Vincent-de-Paul de Québec	1 000 \$
Société pour la prévention des abus envers les aînés du Québec	300 \$
Source alimentaire Bonavignon (La)	1 000 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire
a) de la ministre et de la ministre déléguée (*Développement de la politique familiale et subventions discrétionnaires*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ \$
Table de concertation des aîné-e-s de l'Île de Montréal (Comité des Aînés de Montréal)	3 000 \$
Table d'orientation et de concertation sur la famille et La pauvreté (La)	2 500 \$
Tel-Jeunes	500 \$
Tendresse... Tendresse!	2 000 \$
Théâtre des Cuisines (Le)	8 000 \$
Théâtre du Rideau Vert	6 000 \$
Travail de réflexion pour des ondes pacifiques (T.R.O.P.)	1 000 \$
Trigone Animation	1 000 \$
UNICEF Québec	5 000 \$
Université du Québec à Trois-Rivières (Direction des partenariats)	250 \$
Via L'Anse	1 000 \$
Vieillir ensemble à Mercier-Est	1 500 \$
Vieillir ensemble à Mercier-Est	1 500 \$
Vieux-Métiers, les métiers vivants (Les)	2 000 \$
Ville de L'Épiphanie	500 \$
Violence Info	2 500 \$
TOTAL :	499 540 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire

b) du ministère de la Famille et de l'Enfance (*autres crédits de transfert*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT ATTRIBUÉ \$	MONTANT VERSÉ \$
Année internationale des bénévoles	50 000 \$	50 000 \$
Association des collèges communautaires du Canada	1 000 \$	1 000 \$
Carrefour action municipale et familles	20 000 \$	20 000 \$
Centraide	2 000 \$	2 000 \$
Centre éducatif et d'éveil Les quatres Printemps enr	6 152 \$	6 152 \$
Comité québécois de l'Union internationale des organismes familiaux	4 000 \$	4 000 \$
Department of Community Services	10 000 \$	10 000 \$
Garderie Les petits seigneurs enr	5 493 \$	5 493 \$
Garderie Éducative Les Lutins du Grand Coteau inc.	9 716 \$	9 716 \$
Institut de formation autochtone du Québec	1 000 \$	1 000 \$
La Maison des Enfants de l'Île de Montréal	10 000 \$	10 000 \$
Université du Québec à Montréal	15 000 \$	15 000 \$
Semaine Québécoise de la famille inc	17 000 \$	17 000 \$
TOTAL :	151 362 \$	151 362 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire

b) du ministère de la Famille et de l'Enfance) (*Soutien aux travaux de recherche*)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT ATTRIBUÉ \$	MONTANT VERSÉ \$
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	42 762 \$	3 552 \$
Conseil de développement de recherche sur la famille du Québec et INRS Culture & Société	19 621 \$	19 621 \$
Xe Symposium international de victimologie	30 000 \$	5 000 \$
INRS – Culture et Société	8 000 \$	8 000 \$
Université du Québec à Montréal et INRS Culture & Société	15 000 \$	12 000 \$
CPE L'espièglerie et Université du Québec à Trois-Rivières	23 600 \$	18880 \$
TOTAL	138 983 \$	67 053 \$

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :
b) du ministère de la Famille et de l'Enfance
(programme destiné aux organismes communautaires intervenant auprès des familles)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
Montréal Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec (organisme national)	45 000 \$
Rouyn-Noranda Association Coopérative d'Économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	
Lévis Association Coopérative d'Économie familiale Rive-sud de Québec	
Montréal Association Coopérative d'Économie familiale du Nord de Montréal	
Laval Association Coopérative d'Économie familiale de l'Île-Jésus	
Trois-Rivières Association Coopérative d'Économie familiale de la Mauricie	
Rivière-du-Loup Association Coopérative d'Économie familiale du Grand-Portage	
Joliette Association Coopérative d'Économie familiale de Lanaudière	
Sherbrooke Services Psychoéducatifs et Communautaires Tintamarre	42 000 \$
Sherbrooke Association de Parents PANDA de l'Estrie	
Sherbrooke Famille Plus	
Bedford Agence de services de garde en milieu familial Les pommettes rouges	40 000 \$
Farnham Champignoies de Farnham inc.	
Cowansville Collective par et pour elle inc.	
Bedford Regroupement entraide pour la mère et ses enfants de Bedford	
Cap-de-la-Madeleine Maison Magique du Cap	40 000 \$
Louiseville Maison de la famille du bassin de Maskinongé	
Gatineau Naissance-Renaissance Outaouais	40 000 \$
Gatineau Espoir Rosalie de Gatineau	
Chicoutimi Maison des familles de Chicoutimi	30 000 \$
La Baie Maison des familles de La Baie	
Lac-Sainte-Marie Contacts Femmes-Enfants	30 000 \$
Gracefield Jeunesse sans frontières de la Vallée de La Gatineau	
Salaberry-de-Valleyfield Maison familiale de Valleyfield	30 000 \$
Ormstown Une affaire de famille	

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :
b) du ministère de la Famille et de l'Enfance
(programme destiné aux organismes communautaires intervenant auprès des familles)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
Montréal	20 000 \$
Mouvement québécois des camps familiaux (et ses organismes membres)	
Saint-Lambert	20 000 \$
Fédération des unions de familles inc.	
Brossard	
Union des Familles de Brossard	
Saint-Jérôme	
Maison Pause-Parent	
Amos	15 000 \$
Maison de la famille d'Amos inc.	
Chambly	15 000 \$
Carrefour Familial du Richelieu	
Chandler	15 000 \$
Association des familles monoparentales Contre vents et marées	
Lacolle	15 000 \$
Grenier aux trouvailles (Partage sans faim)	
La Malbaie	15 000 \$
Maison de la famille de Charlevoix	
Laval	15 000 \$
Programme d'intervention communautaire Laval	
Montréal	15 000 \$
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville	
Montréal	15 000 \$
Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec	
Sherbrooke	
Maison des grands-parents de Sherbrooke	
Sainte-Foy	
Maison des grands-parents de Sainte-Foy inc.	
Pointe-Calumet	15 000 \$
Petite maison de Pointe-Calumet	
Québec	15 000 \$
Maison de la famille DVS	
Québec	15 000 \$
Parent unique de Limoilou	
Sainte-Anne-des-Monts	15 000 \$
Partagence	
Saint-Lin-Laurentides	15 000 \$
Association Carrefour Famille Montcalm	
Trois-Rivières-Ouest	15 000 \$
Maison de la famille de l'Ouest	
Centre québécois de ressources à la petite enfance Section Mauricie	
Montréal	14 000 \$
Maison-Répit Oasis inc.	
Alma	12 000 \$
Service d'Entraide La Cigogne	
Lac-Etchemin	12 000 \$
Parentaime	
Les Escoumins	12 000 \$
Ressource Parenfants	
Québec	12 000 \$
Maison de la famille de Québec	

Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :
b) du ministère de la Famille et de l'Enfance
(programme destiné aux organismes communautaires intervenant auprès des familles)

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
Rawdon	12 000 \$
Maison de parents de Rawdon	
Sainte-Marie	12 000 \$
Maison de la famille Nouvelle-Beauce	
Trois-Rivières	12 000 \$
Maison de la famille de Trois-Rivières inc.	
Charny	11 000 \$
Carrefour-famille Chutes-de-la-Chaudière	
Acton Vale	10 000 \$
Maison de la famille Valoise inc.	
Alma	10 000 \$
Parentfant	
Biencourt	10 000 \$
Maison de la famille du Témiscouata inc.	
Buckingham	10 000 \$
Maison de la famille Vallée de la Lièvre	
Chibougamau	10 000 \$
Mirador des marmots	
Hull	10 000 \$
Maison de l'Amitié de Hull	
La Sarre	10 000 \$
Entre-Acte Maison de la famille inc.	
L'Annonciation	10 000 \$
Association Parents d'Enfants Handicapés Hautes-Laurentides inc.	
Lavaltrie	10 000 \$
Action Famille Lavaltrie	
Mont-Laurier	10 000 \$
Naissance-Renaissance des Hautes-Laurentides	
Montréal	10 000 \$
Escale famille Le Triolet	
Montréal	10 000 \$
Halte-Répit Hochelaga-Maisonneuve	
Montréal	10 000 \$
Maison des familles de Mercier-Est	
Sainte-Anne-de-la-Pérade	10 000 \$
Maison de la famille Des Chenaux inc.	
Sainte-Thérèse	10 000 \$
Groupe Marraine Tendresse inc.	
Saint-Hyacinthe	10 000 \$
Association des familles monoparentales et recomposées de Saint-Hyacinthe	
Saint-Hyacinthe	10 000 \$
Maison de la famille des Maskoutains	
Saint-Jérôme	10 000 \$
Amie du Quartier	
Saint-Romuald	10 000 \$
Ressources-Naissances Mère-Contact	
Trois-Rivières	10 000 \$
Centre de ressources pour la naissance région Mauricie inc.	
Val-d'Or	10 000 \$
Maison de la famille de Val-d'Or inc.	

**Titre 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :
b) du ministère de la Famille et de l'Enfance
(programme destiné aux organismes communautaires intervenant auprès des familles)**

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT VERSÉ
Aylmer Centre communautaire Entre-nous	8 000 \$
Pont-Rouge Cerf volant de Portneuf inc.	8 000 \$
Trois-Rivières Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide	8 000 \$
Charlemagne Ligue La Leche	7 000 \$
Chute-aux-Outardes Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	7 000 \$
Lebel-sur-Quévillon Animations Pace-Âge	7 000 \$
Longueuil Carrefour Mousseau	7 000 \$
Montréal Association des parents d'enfants prématurés du Québec	7 000 \$
Montréal Centre québécois de ressources à la petite enfance	7 000 \$
Montréal Éducation-Coup-de-Fil	7 000 \$
Trois-Rivières Parents-Secours du Québec inc.	7 000 \$
Anjou Carroussel du P'Tit Monde d'Anjou inc.	5 000 \$
aval Matinées éducatives maman et moi de Laval	5 000 \$
Montréal Centre de prévention de la violence familiale Générations	5 000 \$
Montréal Pères séparés inc.	5 000 \$
Québec Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs	5 000 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon Cible famille Brandon inc.	5 000 \$
Victoriaville Association des familles monoparentales et/ou recomposées La Source inc.	5 000 \$
Montréal Association québécoise des parents d'enfants handicapés visuels	3 000 \$
Beauport Fédération des Comités de Parents de la Province de Québec	2 000 \$
Montréal Grands frères et Grandes sœurs du Québec	2 000 \$
TOTAL	988 000 \$

TITRE 20

**Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments,
pour l'exercice financier 2000-2001**

**Titre 20 : Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2000-2001
(selon la structure budgétaire 2000-2001)**

Programme 1 : Planification, recherche et administration

Élément 1 – Direction, planification, recherche et services à la gestion

Crédits comparatifs * :	21 505,4 k \$
dépense probable :	<u>20 576,4 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	929,0 k \$

Élément 2 – Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance

Crédits comparatifs :	12 786,5 k \$
Dépense probable :	<u>12 786,5 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	0,0 k \$

Total du programme 1 : crédits périmés ou (dépassements)	929,0 k \$
--	------------

Programme 2 : Services à la famille et à l'enfance

Élément 1 – Soutien financier aux centres de la petite enfance et Autres services de garde

Crédits comparatifs :	843 592,5 k \$
dépense probable :	<u>792 592,5 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	51 000,0 k \$

Élément 2 – Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires

Crédits comparatifs :	3 699,5 k \$
dépense probable :	<u>3 049,5 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	650,0 k \$

Total du programme 2 : crédits périmés ou (dépassements)	51 650,0 k \$
--	---------------

* excluant le budget d'investissements (1 981,7 k \$) et l'amortissement (1 477,9 k \$)

**Titre 20 : Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2000-2001
(selon la structure budgétaire 2000-2001)**

Programme 3 : Prestations familiales

Élément 1 – Allocation familiale

Crédits comparatifs :	611 700,0 k \$
dépense probable :	<u>603 900,0 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	7 800,0 k \$

Élément 2 – Allocation pour enfant handicapé

Crédits comparatifs :	37 300,0 k \$
dépense probable :	<u>37 300,0 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	0,0 k \$

Élément 3 – Soutien administratif

Crédits comparatifs :	16 630,0 k \$
dépense probable :	<u>14 099,0 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	2 531,0 k \$

Total du programme 3 : crédits périmés ou (dépassements)	10 331,0 k \$
--	---------------

Programme 4

Élément 1 – Conseil de la famille et de l'enfance

Crédits comparatifs **	796,4 k \$
dépense probable :	<u>796,4 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	0,0 k \$

Grand total pour le portefeuille : crédits périmés ou (dépassements) :	62 910,0 k \$
--	---------------

** excluant le budget d'investissements (2,0 k \$)

TITRE 21

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Titre 21 : La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention

Aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2000-2001 dans le cadre de programmes à frais partagés.

TITRE 22

**Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi
(cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :**

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

**Titre 22 : Liste du personnel en disponibilité par catégories
d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

TITRE 23

**Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi
(cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le
ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**

- **nom de la personne;**
- **poste occupé;**
- **salaire;**
- **assignation initiale;**
- **date de l'assignation hors structure;**
- **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

Titre 23 : Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

Aucun employé rémunéré par le ministère de la Famille et de l'Enfance n'est hors structure et n'occupe aucun poste.

TITRE 24

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle;**
- **salaire;**
- **période.**

Titre 24 : La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

Aucun employé rémunéré par le ministère de la Famille et de l'Enfance n'est affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

TITRE 25

La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle;**
- **salaire.**

**Titre 25 : La liste du personnel rémunéré par des organismes
parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au
ministère**

Aucun employé du ministère de la Famille et de l'Enfance n'est rémunéré par
des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

TITRE 26

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régions régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- **le salaire de la personne;**
- **le montant reçu du régime de retraite.**

Titre 26 : Liste du personnel par catégories d'emploi qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information* et ne peuvent être rendues publiques.

TITRE 27

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

Titre 27: Liste détaillée du matériel informatique

MICRO-ORDINATEURS DE TABLE

Modèle	Quantité en inventaire
De table P75	1
De table P100	2
De table P120	5
De table P120	41
De table P166	122
De table PII 233	41
De table PII 333	35
De table PII 350	36
De table PII 550	1
De table PIII 450	55
De table PIII 500	52
De table PIII 550	21
De table PIII 650	30
De table PIII 700	1
De table PIII 800	20
De table Ultra 5 360	1
	464

Acquisitions en 2000-2001	
Quantité	Coûts d'acquisition
119	219 471 \$

Total des micro-ordinateurs de table en inventaire: 464

Total des micro-ordinateurs de table à déclarer excédentaires: 20

Total des micro-ordinateurs à être affectés: 43

Total des micro-ordinateurs de table opérationnels: 401

Note: Inventaire au 21 mars 2001

Titre 27: Liste détaillée du matériel informatique

IMPRIMANTES

Modèle		Quantité en inventaire
Jet d'encre	Deskjet	4
Laser	HL-8E	4
Laser	EPL-7000	3
Laser	Laserjet II P	1
Laser	LaserJet III D	3
Laser	Laserjet4	2
Laser	LaserJet4+	2
Laser	LaserJet 4000	1
Laser	Laserjet 8100N	2
Laser	4019	1
Laser	4030	3
Laser	4039 10 +	3
Laser	4050	5
Laser	4050 N	11
Laser	Optra Rt +	8
Laser	S1625	4
Laser	S1650	10
Laser	S2450	1
Laser	LP-4037 5E	1
Matricielle	DL-2400	1
Matricielle	DL-3400	4
Matricielle	4226	3
Carte d'identité	Fargo	1
		78

Acquisitions en 2000-2001	
Quantité	Coûts d'acquisition
20	37 427 \$

Total des imprimantes en inventaires: 78

Total des imprimantes à déclarer excédentaires: 12

Total des imprimantes opérationnelles:	66
--	----

Note: Inventaire au 20 mars 2001

Titre 27: Liste détaillée du matériel informatique

MICRO-ORDINATEURS PORTABLES

Modèle	Quantité en inventaire
Portable 486	2
Portable P 100	8
Portable P 120	11
Portable P 133	6
Portable P 166	6
Portable PII 233	17
Portable PII 266	17
Portable PII 300	3
Portable PII 350	11
Portable PII 390	1
Portable PII 400	21
Portable PIII 500	4
Portable PIII 650	2
	109

Acquisitions en 2000-2001	
Quantité	Coûts d'acquisition
21	73 084 \$

Total des micro-ordinateurs portables: 109

Total des micro-ordinateurs portables à déclarer excédentaires: 12

Total des micro-ordinateurs portables à être affectés: 3

Total des micro-ordinateurs portables opérationnels: 94

Note: Inventaire au 21 mars 2001

Titre 27: Liste détaillée du matériel informatique

SERVEURS

Modèle			Quantité en inventaire
Serveur	LH	NT	1
Serveur	LX	NT	2
Serveur	SUN	Unix	3
Serveur	Mynix	P166	1
Serveur	Molpa	NT	1
Serveur	Mynix	NT Pentium II	2
Serveur	Mynix	PII 333	3
Serveur	Mycomp	T16NBDATX	1
Serveur	HP	Netserver LH3	3
Serveur	Compaq	1600 PIII	3
Serveur	Prosys	PIII 450 MHz	1
Serveur	Proliant	CCPQ 1600	2
Serveur	Proliant	ML530RMP III	1
Serveur	Proliant	ML370 P3-667	1
			25

Acquisitions en 2000-2001	
Quantité	Coûts d'acquisition
6	111 166 \$

Total des serveurs informatiques:	25
--	-----------

Note: Inventaire au 21 mars 2001

TITRE 28

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, le nombre de ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

Titre 28 : Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, le nombre de ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet

Le responsable gouvernemental du projet GIREs répondra à cette question.

TITRE 29

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

Titre 29 : Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété

Le responsable gouvernemental du projet GIREs répondra à cette question.

TITRE 30

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs.

Titre 30 : Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs

Le responsable gouvernemental du projet GIREs répondra à cette question.

TITRE 31

**Évolution de la masse salariale de chaque cabinet depuis 1994
jusqu'à aujourd'hui.**

Titre 31: Évolution de la masse salariale de chaque cabinet depuis 1994 jusqu'à aujourd'hui.

Aucune information à fournir.

TITRE 32

Liste de tous les abonnements du Ministère et leur coût :

- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

Titre 32: Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût : livres; journaux; magazines; bulletins électroniques ou papiers; clubs privés ou autres; billets de saison; etc.

Liste de tous les abonnements du Ministère et leur coût :

1. LIVRES

Aucun abonnement

2. JOURNAUX

Journal de Montréal	536 \$
Journal de Québec	317 \$
La Presse	1 280 \$
Le Devoir	801 \$
Le Soleil	742 \$
Les Affaires	120 \$
National Post	240 \$
The Gazette	647 \$
The Globe and Mail	213 \$
Sous-total :	4 896 \$

3. MAGAZINES

Actualité	34 \$
Agenda (Liste des événements et salons)	42 \$
Apprentissage et socialisation	84 \$
Archives	65 \$
Aspects juridiques	185 \$
Blitz (liste des médias)	670 \$
Canadian journal of research in early childhood education	88 \$
Châtelaine	19 \$
Child and youth care forum	702 \$
Child care advocacy	58 \$
Child development (inclut Monographs of the society for research in child development)	457 \$
Child development, abstracts and bibliography	150 \$
Child Welfare	249 \$
Chronique (Association des archivistes du Québec)	50 \$
Code civil (5 exemplaires)	200 \$
Code criminel (2 exemplaires)	80 \$
Code de procédure civile (4 exemplaires)	160 \$
Congédiement en droit québécois	185 \$
Découvrir	103 \$
Droit du travail express	473 \$

<p>Titre 32: Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût : livres; journaux; magazines; bulletins électroniques ou papiers; clubs privés ou autres; billets de saison; etc.</p>
--

Early childhood education journal	459 \$
Early childhood research quarterly	399 \$
Emploi et revenu en perspective	58 \$
Enfants Québec	38 \$
Ethique publique	58 \$
Événementiel, l'	150 \$
Familier	28 \$
Familles et santé	53 \$
Garda Vue	29 \$
Gazette des femmes	28 \$
Gazette officielle du Québec	163 \$
Guide Internet	34 \$
Info Presse Communications	51 \$
Info-tech magazine	20 \$
Interaction (Fédération canadienne des services de garde)	Aucun
Interface	45 \$
La Corporation sans but lucratif au Québec (5 exemplaires) (Lois et règlements, jurisprudence, fiscalité)	900 \$
La revue Commerce	20 \$
Le familial	20 \$
Lien social et politique (RIAC)	40 \$
L'Informateur public et privé	83 \$
Liste hebdomadaire des publications	60 \$
Lois du travail	80 \$
Manuel de l'ICCA (Corp. des comptables agréés du Canada)	125 \$
Mosaïque	20 \$
Observateur	9 \$
Options politiques / Policy Options	35 \$
PC Magazine	117 \$
Populations et Sociétés (en francs 61,23)	13 \$
Prisme (Revue de la Fondation de l'Hôpital Sainte-Justine)	50 \$
Psychologie	62 \$
Quorum	34 \$
Québec dans le monde	20 \$
Recherche féministes	45 \$
Recherches sociographiques	62 \$
Recueil de jurisprudence en droit du travail	315 \$
Revue Canadienne de psycho-éducation	70 \$
Revue gouvernance	256 \$
Revue préscolaire (Association d'éducation préscolaire)	33 \$
Sentences arbitrales de la fonction publique	133 \$

Titre 32: Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût : livres; journaux; magazines; bulletins électroniques ou papiers; clubs privés ou autres; billets de saison; etc.

Tendances sociales canadiennes	72 \$
Transitions (Institut Vanier de la famille)	28 \$
Tribunal administratif du Québec (décisions)	278 \$
Windows NT	75 \$
Young Children	60 \$
Sous-total :	8 778 \$
4. BULLETINS ÉLECTRONIQUES OU PAPIERS	
Azimet	Selon l'utilisation
Bulletins de liaisons de la FAFMRQ	15 \$
Codes géographiques du Québec	300 \$
Publication du Québec	3 604 \$
Recueil des politiques de gestion	204 \$
Téléchargement gazette officielle	5 \$
Sous-total :	4 128 \$
5. CLUBS PRIVÉS OU AUTRES	
Conseil Canadien Développement social (membre)	100 \$
Help Desk Institute	480 \$
Institut Vanier (membre)	65 \$
ORA*GEC	130 \$
Sous-total :	775 \$
6. BILLETS DE SAISON	
Aucun abonnement	
7. AUTRES (ABONNEMENT AUX BASES DE DONNÉES)	
Amicus (Catalogue de la Bibliothèque nationale du Canada)	160 \$
Dialog (Banque de données bibliographiques sur plusieurs sujets)	1 908 \$
Eureka (Banque de données de journaux)	360 \$
Sous-total	2 428 \$
 GRAND TOTAL DES ABONNEMENTS :	 21 005 \$

TITRE 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **Le processus utilisé pour la conception;**
- **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;**
- **Les coûts de construction du site;**
- **Le coût de l'entretien et de la mise à jour;**
- **Qui est responsable du contenu sur le site;**
- **Qui est autorisé à faire des modifications sur le site;**
- **Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;**
- **Le nombre de visiteurs (*hits*) par mois;**
- **Combien de fois le site a-t-il été refait?**
- **Quel a été le coût?**
- **Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p>

- | | | |
|----|--|---|
| 1. | Le processus utilisé pour la conception | Le contenu a été élaboré au Ministère. La conception visuelle et les autres travaux techniques ont été confiés à une firme externe. |
| 2. | Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site | RAP Communication Marketing (devenu récemment Net Marketing Solution). |
| 3 | Les coûts de construction du site | 16 850 \$ |
| 4. | Le coût de l'entretien et de la mise à jour | 55 379 \$ |
| 5. | Qui est responsable du contenu sur le site? | La Direction des communications du Ministère. |
| 6. | Qui est autorisé à faire des modifications sur le site? | La firme externe, à la demande de la Direction des communications du Ministère. |
| 7. | Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour? | Deux à trois fois par semaine. |
| 8. | Le nombre de visiteurs (hits) et sessions par mois | Les statistiques sont disponibles depuis juillet 2000. |
| | Juillet 2000 | 571 579 hits, 10 029 sessions (visiteurs) |
| | Août 2000 | 938 900 hits, 14 073 sessions (visiteurs) |
| | Septembre 2000 | 951 253 hits, 14 250 sessions (visiteurs) |
| | Octobre 2000 | 1 091 649 hits, 16 961 sessions (visiteurs) |
| | Novembre 2000 | 1 049 774 hits, 16 616 sessions (visiteurs) |
| | Décembre 2000 | 725 924 hits, 11 249 sessions (visiteurs) |
| | Janvier 2001 | 965 231 hits, 13 003 sessions (visiteurs) |
| | Février 2001 | 1 063 342 hits, 14 267 sessions (visiteurs) |

**Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels),
et ce, depuis l'existence du site :**

9. a) Combien de fois le site a-t-il été refait? Il n'a pas été refait
- b) Quel a été le coût? s/o
- c) Quels sont les critères qui ont justifié les changements? s/o

TITRE 34

Quels sont les programmes spécifiques offerts aux jeunes (15-35 ans), quel est le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

Titre 34 : Quels sont les programmes spécifiques offerts aux jeunes (15-35 ans), quel est le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

Le Secrétariat à la jeunesse répondra à cette question.

TITRE 35

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- **la liste des ententes signées et/ou annoncées;**
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour.**

Titre 35: Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : la liste des ententes signées et/ou annoncées; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour.

Le ministère des Relations internationales répondra à cette question.

Étude des crédits 2001–2002

Renseignements particuliers

Cahier de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

1. Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles de 1999-2000 et 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants :	5
a) crédit d'impôt non remboursable des enfants à charge;	
b) crédit d'impôt remboursable pour frais de garde;	
c) programme d'exonération;	
d) allocation familiale;	
e) allocation pour enfant handicapé;	
f) subventions aux services de garde et aux CPE;	
g) mesure de réduction d'impôt pour les familles à faible revenu.	
2. Nombre de places, et budgets accordés, par types de services (CPE installation, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2001, comparativement au 31 mars 2000 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 2001.	8
3. Nombre de nouvelles places, par types de services, par régions, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par régions, pour l'année 1999-2000, 2000-2001 et prévisions 2001-2002.	11
4. Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde, par catégories de services, pour les années 1999-2000, 2000-2001 et prévisions 2001-2002.	13
5. Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées, par régions et par types de services, depuis le 1 ^{er} avril 1998.	15
6. Nombre de places à contribution réduite, par âges, par régions, au 31 mars 2001 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 2001	17
7. Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2001 et prévisions pour l'année 2001-2002.....	19
8. Estimation des besoins à combler, en terme de places par régions, pour les enfants de 0 ans à 4 ans, au 31 mars 2001, et prévisions pour l'année 2001-2002.....	21

9.	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE et aux garderies, par régions, pour l'année 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002	23
10.	Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 1999 et au 31 mars 2000, incluant le coût de leurs transformations. Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations.	25
11.	Concernant l'augmentation des subventions aux CPE et aux garderies afin de redresser les salaires des éducateurs et éducatrices en services de garde :	27
	a) le coût de ce programme pour l'année 2000-2001;	
	b) les prévisions pour l'année 2001-2002;	
	c) le montant total incluant l'effet de récurrence depuis 2000.	
12.	Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2001 en comparaison avec le 31 mars 2000. Inclure le Plan de redressement du Ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.	29
13.	Répartition, par régions, des projets enregistrés <i>en attente</i> (spécifier le nombre de places, par projets), par types de services de garde, au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 2000.....	32
14.	Quels sont les critères pour l'octroi de nouvelles demandes de permis, les demandes de deuxième installation et les demandes d'augmentation de permis.	34
15.	Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière, selon l'âge des enfants et le service utilisé, incluant le montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1999-2000, 2000-2001.....	36
16.	Nombre de ménages qui ont bénéficié, ainsi que le montant des sommes versées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2001-2002, de :	41
	a) l'allocation familiale;	
	b) l'allocation familiale pour enfant handicapé;	
	c) l'allocation à la naissance.	

En y ajoutant pour chacune des catégories de famille, la moyenne des prestations reçues.

17.	Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1 ^{er} août 2000 :	45
	(a) le nombre de familles monoparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 1 925 \$, 1 691 \$, 1 341 \$, 991 \$, 641 \$, 291 \$ et 30 \$;	
	(b) le nombre de familles monoparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 2 550 \$, 2 316 \$, 1 966 \$, 1 616 \$, 1 266 \$, 916 \$, 566 \$, 295 \$, 160 \$, 110 \$, 60 \$, 10 \$;	
	(c) le nombre de familles (couples) avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 625 \$, 581 \$, 331 \$, 81 \$, 80 \$, 30 \$;	
	(d) le nombre de familles (couples) avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 1 250 \$, 1 206 \$, 956 \$, 706 \$, 456 \$, 206 \$, 160 \$, 110 \$, 60 \$, 10 \$.	
18.	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour enfant handicapé, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001	48
19.	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âges des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001.	50
20.	Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, 1999-2000, et 2000-2001 suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 2001-2002	52
21.	Affectations des sommes dégagées, suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002.	54
22.	Au 31 mars 2001, l'état d'avancement de la vérification des antécédents judiciaires pour :	56
	a) les titulaires de permis;	
	b) les directrices et directeurs des CPE et des garderies;	
	c) les responsables de services de garde;	
	d) le personnel des CPE et des garderies.	

23.	Concernant le programme de congés parentaux préconisé par le gouvernement du Québec :	58
	a) l'état des négociations avec le gouvernement fédéral;	
	b) dépenses encourues entourant la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002.	
	c) nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affectés à la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002.	
24.	Pour 2001-2002, indiquer les sommes prévues pour la mise en oeuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle, particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs.	61
25.	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.	63

TITRE 1

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles de 1999-2000 et 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants :

- A- Crédit d'impôt non remboursable des enfants à charge**
- B- Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde**
- C- Programme d'exonération financière**
- D- Allocation familiale**
- E- Allocation pour enfant handicapé**
- F- Subventions aux garderies et aux CPE**
- G- Mesure de réduction d'impôt pour les familles à faible revenu**

Titre 1 : Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles de 1999-2000 et 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants :

A – Crédit d'impôt non remboursable pour enfants à charge

Crédit d'impôt non remboursable pour enfants à charge

Exercice	Coût total de la mesure
1999-2000 (1)	744 M \$
2000-2001 (1)	725 M \$
2001-2002 (1)	673 M \$

(1) Estimations préliminaires.

Source : Ministère de la Famille et de l'Enfance à partir de données du Ministère des Finances du Québec, 28 mars 2001.

Le crédit d'impôt non remboursable pour enfants à charge comprend le crédit pour enfants à charge, le crédit pour famille monoparentale et le crédit pour études post secondaires.

B – Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Exercice	Coût total de la mesure
1999-2000 (1)	218 M \$
2000-2001 (1)	256 M \$
2001-2002 (1)	259 M \$

(1) Estimations préliminaires.

Source : Ministère de la Famille et de l'Enfance à partir de données du Ministère des Finances du Québec, 28 mars 2001.

C – Programme d'exonération financière

Exercice	Coût total de la mesure (Crédits)
1999-2000	28,2 M \$
2000-2001	11,0 M \$
2001-2002	0,1 M \$

Titre 1 : Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles de 1999-2000 et 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002 du gouvernement du Québec pour les programmes suivants :

D – Allocation familiale

Exercice	Coût total de la mesure (Crédits)
1999-2000	762,0 M \$
2000-2001	611,7 M \$
2001-2002	540,4 M \$

E – Allocation pour enfant handicapé

Exercice	Coût total de la mesure (Crédits)
1999-2000	37,2 M \$
2000-2001	37,3 M \$
2001-2002	38,4 M \$

F – Subventions aux garderies et aux CPE

Exercice	Coût total de la mesure (Crédits)
1999-2000	585,8 M \$
2000-2001	832,6 M \$
2001-2002	1 020,3 M \$

G – Réduction d'impôt à l'égard de la famille

Réduction d'impôt à l'égard de la famille

Exercice	Coût total de la mesure
1999-2000 (1)	251 M \$
2000-2001 (1)	311 M \$
2001-2002 (1)	361 M \$

(1) Estimations préliminaires.

(2)

Source : Ministère de la Famille et de l'Enfance à partir de données du Ministère des Finances du Québec, 28 mars 2001.

TITRE 2

Nombre de places et budgets accordés, par type de services (CPE installation, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 2000 et prévisions pour le 1^{ier} septembre 2001.

TITRE 2 : NOMBRE DE PLACES ET BUDGETS ACCORDÉS, PAR TYPE DE SERVICES (CPE INSTALLATION, CPE EN MILIEU FAMILIAL, GARDERIE À BUT LUCRATIF, SANS BUT LUCRATIF), PAR RÉGION, AU 31 MARS 2001, COMPARATIVEMENT AU 31 MARS 2000 ET PRÉVISIONS POUR LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2001.

	1999-2000 (réel)	2000-2001 Crédits	2001-2002 Crédits
Subvention de fonctionnement des CPE	413,3 M\$	669,5M\$	847,2 M\$
Subvention annuelle des garderies	102,3 M\$	138,0 M\$	148,1 M\$
Subventions de développement et d'investissement aux CPE	18,7 M\$	25,1 M\$	25,0 M\$

Un CPE peut à la fois gérer des composantes installation ainsi qu'une composante milieu familial. Comme le précisent les règles budgétaires 2000-2001 des CPE, « *la subvention de fonctionnement de l'établissement correspond à la somme de l'allocation de base et des allocations supplémentaires fixées pour chacune des composantes et à laquelle s'ajoutent les allocations spécifiques accordées par le MFE au CPE. Cette subvention est calculée pour l'année toute entière et elle est entièrement transférable sous réserve du respect par le CPE des obligations légales et réglementaires auxquelles il est assujetti, et des conditions particulières qui sous-tendent l'une ou l'autre des allocations budgétaires qui la composent.* » C'est pourquoi les prévisions sont faites par établissement ainsi que pour tout l'exercice 2001-2002.

TITRE 2 : NOMBRE DE PLACES ET BUDGETS ACCORDÉS, PAR TYPE DE SERVICES (CPE INSTALLATION, CPE EN MILIEU FAMILIAL, GARDERIE À BUT LUCRATIF, SANS BUT LUCRATIF), PAR RÉGION, AU 31 MARS 2001, COMPARATIVEMENT AU 31 MARS 2000 ET PRÉVISIONS POUR LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2001.

Région	CPE/installation Au		CPE/milieu familial Au		Garderies Au	
	31 mars 2000	20 mars 2001	31 mars 2000	20 mars 2001	31 mars 2000	20 mars 2001
01	839	999	2 270	2 480	0	0
02	1 414	1 772	2 267	2 549	272	272
03	5 077	5 420	4 513	5 497	1 840	1 926
04	1 510	1 797	1 965	2 155	135	139
05	2 445	2 592	2 555	2 955	272	293
06	14 242	15 367	4 292	6 779	11 950	12 412
07	2 139	2 497	3 015	3 500	428	368
08	668	878	1 065	1 395	37	37
09	491	523	1 000	1 018	0	0
10	818	854	120	198	41	41
11	425	524	1 090	1 179	15	20
12	1 981	2 223	3 572	4 008	511	536
13	1 799	1 977	2 226	2 826	1 917	2 049
14	1 579	2 155	2 929	2 529	1 235	1 298
15	1 966	2 313	2 696	3 889	1 158	1 043
16	6 134	7 961	7 462	9 779	4 758	4 987
17	1 208	1 462	1 845	2 142	367	303
Total	44 735	51 314	44 882	55 878	24 936	25 724

Total au 31 mars 2000 : 114 553

Total au 20 mars 2001 : 132 916

Prévisions au 31 mars 2002	
Installations et garderies	84 538
Milieu familial	60 878
Total	145 416

Il est à noter que les données ne distinguent pas les garderies à but lucratif et les garderies sans but lucratif dont le conseil d'administration n'est pas majoritairement composé de parents, compte tenu que le Ministère émet deux types de permis soit, des permis de garderies et des permis de centres de la petite enfance.

NOTE :

- Les données sur les CPE/installation comprennent les installations sans but lucratif dont le conseil d'administration est majoritairement composé de parents.
- Les données sur les CPE/milieu familial comprennent également les agences de garde en milieu familial.
- Les données sur les garderies comprennent les garderies à but lucratif et les garderies sans but lucratif dont le conseil d'administration n'est pas majoritairement composé de parents.

TITRE 3

Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 1999-2000 , 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002.

Titre 3 : Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 1999-2000, 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002.

Région	Nouvelles places pour 1999-2000						Nouvelles places pour 2000-2001*					
	Installation		Milieu familial		Garderies		Installation		Milieu familial		Garderies	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
01	85	11,27	165	7,84	-20		160	19,07	210	9,25	0	0,00
02	279	24,58	507	28,81	0	0,00	358	25,32	282	12,44	0	0,00
03	826	19,43	253	5,94	-173	-9,40	343	6,76	984	20,31	86	4,67
04	213	16,42	565	40,36	-45	-33,33	287	19,01	190	9,67	4	2,96
05	471	23,86	605	31,03	-254	-93,38	147	6,01	400	15,63	21	7,72
06	711	5,25	1342	45,49	430	3,60	1125	7,90	2487	57,86	462	3,87
07	448	26,49	765	34,00	-71	-16,59	358	16,74	485	16,09	-60	-14,02
08	76	12,84	254	31,32	0	0,00	210	31,44	330	30,99	0	0,00
09	54	12,36	250	33,33	0	0,00	32	6,52	18	1,80	0	0,00
10	197	31,72	70	140,00	0	0,00	36	4,40	78	65,00	0	0,00
11	46	12,14	250	29,76	0	0,00	99	23,29	89	8,17	5	33,33
12	417	26,66	1162	48,22	30	5,87	242	12,22	436	13,47	25	4,89
13	100	5,89	966	76,67	182	9,49	178	9,89	600	27,03	132	6,89
14	323	25,72	1179	67,37	-66	-5,34	576	36,48	600	6,00	63	5,10
15	228	13,12	1026	61,44	-1	-0,09	347	17,65	1193	44,04	-115	-9,93
16	1093	21,68	2082	38,70	96	2,02	1827	29,78	2317	30,65	229	4,81
17	250	26,10	625	51,23	-136	-37,06	254	21,03	297	17,00	-64	-14,44
TOTAL	5817		12066		-28		6579		10996		788	
Taux de croissance		14,95		36,77		-0,11		14,71		24,50		3,16

Total des nouvelles places pour 1999-2000: 17 855

Total des nouvelles places pour 2000-2001 *: 18 363

Prévisions pour l'année 2001-2002	
Installation / Garderie	7 500
Milieu familial	5 000
Total	12 500

* Les données de 2000-2001 sont en date du 20 mars 2001

TITRE 4

**Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde,
par catégorie de services, pour les années 1999-2000. 2000-2001
et 2001-2002.**

Titre 4 : taux de couverture des besoins régionaux en services de garde, par catégorie de services, pour les années 1999-2000, 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002
--

	Taux de couverture 1999-2000		Taux de couverture 2000-2001		Taux de couverture Prévisions 2001-2002	
	Installation & Garderie %	Milieu familial %	Installation & Garderie %	Milieu familial %	Installation & Garderie %	Milieu familial %
Total Québec	57,2	44,1	63,0	55,2	77,2	66,1
Bas St-Laurent	42,3	79,1	50,3	96,0		
Saguenay/Lac St-Jean	57,5	43,5	69,7	64,2		
Capitale nationale	69,5	44,7	73,8	64,2		
Mauricie	67,6	41,8	79,5	66,3		
Estrie	69,4	41,5	73,7	64,4		
Montréal	63,6	16,0	67,4	37,5		
Outaouais	44,4	38,6	49,5	61,6		
Abitibi-Témiscamingue	35,2	31,2	45,6	54,7		
Côte-Nord	39,9	49,8	42,5	70,5		
Nord-du-Québec*	50,2	21,1	51,1	44,7		
Gaspésie/Îles de la Madeleine	41,0	58,5	50,7	85,3		
Chaudière-Appalaches	52,9	45,2	58,5	67,8		
Laval	59,8	23,3	64,8	53,4		
Lanaudière	51,0	27,0	62,6	55,6		
Laurentides	44,1	21,4	47,4	50,8		
Montréal	49,1	26,2	58,4	48,7		
Centre-du-Québec	58,6	38,1	65,6	68,1		

* En excluant dans cette région, les besoins des enfants de communautés autochtones qui font l'objet d'une estimation distincte.

Les taux de couverture pour 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2001-2002 ont été établis à l'aide du modèle d'estimation des besoins ; celui-ci a été révisé en mars 1999 pour tenir compte des résultats de l'Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde réalisée en 1998.

TITRE 5

Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées, par région et par type de services, depuis le 1^{er} avril 1998.

TITRE 5 : Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées par région et par type de services, depuis le 1^{er} avril 1998

	Demandes reçues depuis le 1^{er} avril 1998			Demandes autorisées Depuis le 1^{er} avril 1998		
Région	CPE/Ins- tallation	CPE/ Milieu familial	Garderies	CPE/Ins- tallation	CPE/Milieu familial	Garderies
Bas St-Laurent	442	1 212	10	519	670	10
Saguenay/Lac St-Jean	749	2 829	55	607	1 269	19
Québec	2 236	5 033	248	1 436	2 419	164
Mauricie	887	1 418	41	581	1 030	19
Estrie	1 230	2 900	166	811	1 915	58
Montréal	6 843	8 424	3 005	3 905	5 649	1 493
Outaouais	1 260	2 543	30	1 124	1 999	84
Abitibi-Témiscamingue	580	1 296	67	466	749	26
Côte-Nord	258	646	0	103	393	0
Nord du Québec	237	255	0	190	148	0
Gaspésie/Iles de la Madeleine	336	884	9	238	454	9
Chaudière-Appalaches	1 367	3 022	73	1 036	2 173	50
Laval	892	1 907	470	688	1 970	311
Lanaudière	1 277	2 576	364	1 010	2 317	199
Laurentides	2 639	3 886	206	1 481	2 707	107
Montérégie	5 252	6 004	1 328	4 561	6 104	1 176
Centre du Québec	850	1 357	96	564	1 144	67
TOTAL	27 335	46 192	6 168	19 320	33 110	3 792

Données au 20 mars 2001

TITRE 6

**Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région,
au 31 mars 2001 et prévisions pour le 1^{er} septembre 2001.**

Titre 6 : Nombre de places à contribution réduite par âge, par région au 31 mars 2001 et prévisions pour le 1^{er} septembre 2001.

ATTENTION : Depuis le 1^{er} septembre 2000, tous les enfants accueillis en services de garde régis bénéficient d'une place à contribution réduite.

Nombre de places PCR au 20 mars 2001	
CPE Installation	51 314
CPE Milieu familial	55 878
Garderie	24 722
Total des places PCR Au 20 mars 2001	131 914

Les enfants qui fréquentent les 8 garderies non conventionnées (442 places au permis) et les 12 garderies sans financement (560 places au permis) ne peuvent bénéficier de places PCR.

La répartition régionale des places au permis qui sont PCR est donc la suivante :

Région	CPE/Installation Au 20 mars 2001	CPE/milieu familial Au 20 mars 2001	Garderies Au 20 mars 2001	TOTAL
01	999	2 480	0	3 479
02	1 772	2 549	272	4 593
03	5 420	5 828	1 926	13 174
04	1 797	2 155	139	4 091
05	2 592	2 959	293	5 844
06	15 367	6 785	11 711	33 863
07	2 497	3 500	353	6 350
08	878	1 395	37	2 310
09	523	1 018	0	1 541
10	854	198	41	1 093
11	524	1 179	20	1 723
12	2 223	3 673	480	6 376
13	1 977	2 820	2 005	6 802
14	2 155	3 516	1 298	6 969
15	2 313	3 902	994	7 209
16	7 961	9 877	4 850	22 688
17	1 462	2 044	303	3 809
Total	51 314	55 878	24 722	131 914

Prévisions au 31 mars 2002	
Installations et garderies	83 536
Milieu familial	60 878
Total	144 414

TITRE 7

**Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2001
et prévisions pour l'année 2001-2002.**

TITRE 7: Coûts totaux des places à contribution réduite au 31 mars 2001, et prévisions pour l'année 2001-2002

	2000-2001	2001-2002
Subvention de fonctionnement des CPE : allocations de base et supplémentaires	638,5 M\$	847,2 M\$
Subvention annuelle des garderies : allocations de base et supplémentaires des garderies conventionnées	130,3 M\$	148,1 M\$
TOTAL	768,8 M\$	995,3 M\$

Depuis le 1^{er} septembre 2000, tous les enfants de 0 à 59 mois sont admissibles aux services de garde éducatifs à contribution réduite. Dans ce contexte, la totalité des allocations de base versées aux CPE et aux garderies servent au financement des services de garde éducatifs à contribution réduite. L'allocation de base calculée pour un centre de la petite enfance regroupe le financement des frais de locaux, des frais généraux et des frais de garde et d'éducation, auxquels s'ajoutent les allocations : milieu défavorisé, enfants handicapés, etc. Tandis que la subvention annuelle des garderies regroupe l'allocation de base et les allocations supplémentaires.

TITRE 8

Estimation des besoins à combler, en termes de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2001, et prévisions pour 2001-2002.

TITRE 8 : Estimation des besoins à combler, en termes de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2001, et prévisions pour 2001-2002.

En tenant compte des résultats de l'Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde réalisée en 1998, et en comparant le nombre de places requises estimées régionalement pour les enfants de 0 à 4 ans au 31 mars 2000 à celui des places existantes occupées par les enfants de 0 à 4 ans, les besoins qu'il reste à combler au 20 mars 2001 sont les suivants :

Au 20 mars 2001 :

	Places requises estimées	Places existantes	Besoins à combler
Bas St-Laurent	4 570	3 479	1 091
Saguenay/Lac St-Jean	6 905	4 593	2 312
Capitale nationale	18 520	12 843	5 677
Mauricie	5 685	4 091	1 594
Estrie	8 510	5 840	2 670
Montréal	59 305	34 558	24 747
Outaouais	11 470	6 365	5 105
Abitibi-Témiscamingue	4 555	2 310	2 245
Côte-Nord	2 675	1 541	1 134
Nord-du-Québec*	560	266	294
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	2 455	1 723	732
Chaudière-Appalache	10 625	6 767	3 858
Laval	11 505	6 852	4 653
Lanaudière	11 860	6 982	4 878
Laurentides	14 735	7 245	7 490
Montréal	42 230	22 727	19 503
Centre-du-Québec	5 835	3 907	1 928

* en excluant les besoins et les places des enfants de communautés autochtones

Prévisions pour 2001-2002 :

Au 31 mars 2002 pour l'ensemble du Québec

	Places requises estimées	Places existantes**	Besoins à combler (places)
Enfants de 0 à 4 ans	201 630	144 589	57 041

** Les places existantes au 31 mars 2002 sont estimées.

TITRE 9

**Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE et aux
garderies, par région, pour l'année 2000-2001 et prévisions pour
2001.**

Titre 9 : Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE et aux garderies, par région, pour l'année 2000-2001* et prévisions 2001-2002.

Région	Centres de la petite enfance Subvention de fonctionnement	Garderies Subvention annuelle
Bas St-Laurent	18 545 815 \$	0 \$
Saguenay/Lac St-Jean	24 164 036 \$	1 347 831 \$
La Capitale Nationale	70 161 909 \$	10 368 985 \$
Mauricie	23 384 960 \$	776 507 \$
Estrie	33 964 344 \$	1 457 805 \$
Montréal	151 912 380 \$	60 788 389 \$
Outaouais	36 704 703 \$	2 239 141 \$
Abitibi-Témiscamingue	12 117 985 \$	192 090 \$
Côte-Nord	8 738 213 \$	0 \$
Nord du Québec	8 440 268 \$	0 \$
Gaspésie/Îles de la Madeleine	9 029 156 \$	77 756 \$
Chaudière-Appalaches	33 584 793 \$	2 393 016 \$
Laval	26 128 356 \$	10 966 557 \$
Lanaudière	28 735 531 \$	6 988 581 \$
Laurentides	33 323 671 \$	5 849 592 \$
Montréal	99 319 234 \$	25 288 294 \$
Centre du Québec	20 222 777 \$	1 613 608 \$
TOTAL	638 478 139 \$	130 348 158 \$
2000-2001 au 7 février 2001		
Prévisions 2001-2002	847 200 000 \$	148 100 000 \$

**Subvention de développement et d'investissement
pour les centres de la petite enfance**

Total 2000-2001 au 20 mars 2001	20 287 338 \$
Prévisions 2001-2002	25 000 000 \$

**Programme d'exonération et d'aide financière
pour un enfant en service de garde**

Total 2000-2001 au 20 mars 2001	6 703 303 \$
Prévisions 2001-2002**	100 000 \$

* Les subventions accordées aux CPE et Garderies ont été calculées à la fermeture des fichiers de paie du 7 février 2001, pour le versement du 1^{er} mars 2001. Les montants de subventions accordés n'incluent pas les montants de récupération, suite aux avances et aux trop payés.

** Le programme EXO a pris fin le 1^{er} septembre 2000. La prévision de 100 000 \$ est en fonction des opérations de fermeture de ce programme.

TITRE 10

Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 1999 et au 31 mars 2000, incluant le coût de leurs transformations.

Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations.

Titre 10 **Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 1999 et au 31 mars 2000, incluant le coût de leurs transformations. Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations.**

**PROGRAMME D'ACQUISITION D'ACTIFS D'UNE GARDERIE À BUT LUCRATIF PAR
UNE CORPORATION SANS BUT LUCRATIF**

ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2001

Garderies qui ont opté pour la transformation

Garderies	31 mars 1999	31 mars 2000	31 mars 2001
Inscrites au programme	115	94	44
Autorisées	66	45	44

Échéancier pour l'ensemble des transformations et coûts de transformations

Échéance	Nombre	Coût
Mars 2000	20	2 357 570 \$
Mars 2001	8	1 274 311 \$
Total	28	3 631 881 \$
Septembre 2001	10	1 776 200 \$
Mars 2002	13	2 010 100 \$
Septembre 2002	3	479 700 \$
Novembre 2002	18	2 246 600 \$
Total	44	6 512 600 \$

TITRE 11

**Concernant l'augmentation des subventions aux CPE et aux
garderies afin de redresser les salaires des éducateurs et
éducatrices en services de garde :**

- a) le coût du programme pour l'année 2000-2001;**
- b) les prévisions pour l'année 2001-2002;**
- c) le montant total incluant l'effet de récurrence depuis 2000.**

Titre 11: Concernant l'augmentation des subventions aux CPE et aux garderies afin de redresser les salaires des éducateurs et éducatrices en services de garde :

- a) le coût du programme pour l'année 2000-2001;
- b) les prévisions pour l'année 2001-2002;
- c) montant total incluant l'effet de récurrence depuis 1999.

Années	Coût pour les effectifs en poste	Coût relié au développement	Total
2000-2001	30,1 M\$	20,6 M\$	50,7 M\$
2001-2002	35,2 M\$	28,5 M\$	63,7 M\$
Montant total incluant l'effet de récurrence depuis 1999	171,4 M\$		

TITRE 12

Nombre de CPE et de garderies, dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2001 en comparaison avec le 31 mars 2000.

Inclure le plan de redressement du ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.

Titre 12 : Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2001, en comparaison avec le 31 mars 2000. Inclure le plan de redressement du Ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.
--

En septembre 2001, entrera en vigueur une modification réglementaire en matière de formation pour le personnel de garde des installations des centres de la petite enfance (CPE). Dorénavant, un ratio de personnel de garde qualifié de deux sur trois sera exigé dans chacune des installations des CPE, alors qu'auparavant ce ratio était de un sur trois. (Article 17 du *Règlement sur les centres de la petite enfance*). Notons que certaines installations bénéficient d'un délai pour se conformer à cette hausse réglementaire, soit les titulaires d'un nouveau permis de centres de la petite enfance ainsi que ceux dont les permis ont été modifiés pour accueillir un plus grand nombre d'enfants dans leur installation. Dans ces deux cas, un délai de trois ans leur est accordé pour se conformer à ce nouveau ratio.

Dans les garderies, le ratio de 1/3 est maintenu.

Nombre d'installations visées par le 2/3 par date d'échéance :

65 % des installations (498) au 1^{er} septembre 2001
18 % des installations (139) d'ici septembre 2002
17 % des installations (132) d'ici septembre 2003

La cueillette de données réalisée en juin dernier auprès de l'ensemble des CPE installation (826 composantes installations) indique un taux de qualification des éducatrices travaillant en installation de 66,8 %, soit 5 264 éducatrices qualifiées sur un total de 7 880 membres du personnel de garde. L'enquête révèle également que parmi les installations qui doivent atteindre un ratio de personnel qualifié de 2/3 en septembre 2001, 86,1 % d'entre elles ont indiqué atteindre déjà ce ratio ou prévoir l'atteindre d'ici septembre 2001. Les installations qui ont une date butoir ultérieure à septembre 2001 prévoient dans une proportion du même ordre l'atteinte de cette hausse réglementaire.

Mesures prévues :

- Modification du *Règlement sur les centres de la petite enfance* afin de reporter du 1^{er} septembre 2001 la date à laquelle, dans une installation de CPE, deux membres du personnel de garde sur trois doivent posséder l'une des qualifications requises.
- Poursuite de la campagne de promotion de la profession et de la formation collégiale auprès des conseillers en choix de carrière et des jeunes finissants du secondaire.

Titre 12 : Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 2001, en comparaison avec le 31 mars 2000. Inclure le plan de redressement du Ministère et les mesures financières prévues pour ce plan.

- Le redressement salarial rétroactivement en vigueur au 1^{er} avril 1999 et s'échelonnant jusqu'au 1^{er} avril 2002.
- Un programme de formation a été mis en place spécifiquement pour les éducatrices en emploi des CPE installations et vise l'obtention d'une Attestation d'études collégiales (AEC) en techniques d'éducation en services de garde.
- Concertation avec les partenaires du milieu de l'éducation et de l'emploi (collèges, universités, MÉQ, Emploi-Québec, etc.) se poursuit et vise le développement d'une offre de formation qui répond aux besoins du réseau en terme d'accessibilité, de diversité et de qualité de la formation.

Mesures financières

Redressement salarial en cours qui reconnaît la formation par l'introduction d'une échelle salariale distincte pour les éducatrices possédant une formation reconnue, 152 M\$ qui sera versés aux services de garde du 1^{er} avril 1999 au 15 avril 2002.

Contribution financière du Ministère de l'ordre de 625 000 \$ sur trois ans, et démarré en 1999-2000, pour la réalisation d'un projet de formation s'adressant aux éducatrices en emploi dans les installations et visant l'obtention d'une Attestation d'études collégiales (AEC) en Techniques d'éducation en services de garde.

Contribution financière du Ministère de l'ordre de 150 000 \$ pour la mise en place et le fonctionnement, sur une période de trois ans, d'une Table de concertation main-d'œuvre et emploi des centres de la petite enfance.

TITRE 13

**Répartition, par région, des projets enregistrés *en attente*,
(spécifier le nombre de places, par projets), par type de services
de garde, au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 2000.**

Titre 13 : Répartition, par région, des projets enregistrés *en attente* (spécifier le nombre de places, par projet), par type de garde, au 31 mars 2001 comparativement au 31 mars 2000.

EN ATTENTE AU 31 MARS 2000				EN ATTENTE AU 20 MARS 2001		
Régions	Nb de projets	Nb de places/ installation	Nb de places/ milieu familial	Nb de projets	Nb de places/ installation	Nb de places/ milieu familial
Bas St-Laurent	1	40	6	1	40	6
Saguenay/Lac St-Jean	4	180	150	4	207	250
Québec	18	1 092	1 020	21	1 085	938
Mauricie	6	338	284	5	285	264
Estrie	4	220	175	2	125	100
Montréal	40	2 346	2 130	61	3 438	2 796
Outaouais	4	255	220	2	43	80
Abitibi-Témiscamingue	3	84	20	2	61	80
Côte-Nord	3	81	45	1	30	30
Nord du Québec	7	215	36	1	30	30
Gaspésie/Îles de la Madeleine	0	0	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	6	195	195	9	363	387
Laval	4	207	300	8	430	508
Lanaudière	6	304	510	7	412	960
Laurentides	3	170	220	4	250	270
Montréal	27	1 575	1 762	28	1 766	1 793
Centre du Québec	2	130	250	3	170	275
TOTAL	138	7 432	7 323	160	8 777	8 967

TITRE 14

Quels sont les critères pour l'octroi de nouvelles demandes de permis, les demandes de deuxième installation et les demandes d'augmentation de permis.

Titre 14 : Quels sont les critères pour l'octroi de nouvelles demandes de permis, les demandes de deuxième installation et les demandes d'augmentation de permis

- À chaque année, le Ministère définit des critères nationaux devant servir de guide pour le développement harmonisé du réseau des services de garde.
- Il s'agit de priorités que les Conseils régionaux de développement (CRD) doivent prendre en compte dans leurs recommandations de projets au Ministère.

Critères retenus pour 2000-2001

Attendu que :

- la demande des familles en services de garde de qualité est importante dans chaque région du Québec,
- le développement doit se réaliser équitablement sur le territoire,
- le développement doit principalement se réaliser à partir des services existants (CPE et garderies),

les critères suivants ont été utilisés pour les recommandations au développement :

- A. prioriser les MRC ou les territoires de CLSC les moins bien couverts ou dont le déficit en place est le plus élevé. Il est souhaité qu'un maximum de municipalités (ou de quartiers, selon le cas) soient pourvues d'une base minimale de services de garde.
- B. prioriser les demandes d'augmentation de capacité qui permettront d'atteindre la diversification des modes de garde ;
- C. prioriser les demandes qui permettront d'accroître l'offre de services destinés à la clientèle de milieu défavorisé ;
- D. prioriser les demandes dont les délais de concrétisation se situent d'ici le 31 mars 2001 ;
- E. favoriser les services existants qui disposent déjà d'infrastructures (bâtisse, équipement, personnel), tels les haltes-garderies, les jardins d'enfants et les centres communautaires qui offrent des services de garde complémentaires à l'offre actuelle et souhaitent se transformer, dans leur mission et leurs activités, en CPE.

TITRE 15

Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière, selon l'âge des enfants et le service utilisé, incluant le montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1999-2000, 2000-2001.

Titre 15 : Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière, selon l'âge des enfants et le service utilisé, incluant le montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1999-2000, 2000-2001.

Depuis la mise en vigueur de la politique familiale, les données fournies pour une année financière sont réparties sur deux périodes, selon l'âge des enfants au 30 septembre, soit :

- 1^{er} avril au 31 août
- 1^{er} septembre au 31 mars

Le **1^{er} septembre 1999**, les enfants de 2 ans étaient éligibles à une place à 5 \$.

Le **1^{er} septembre 2000**, tous les enfants étaient éligibles à une place à 5 \$.

Les dossiers des enfants, appartenant à ces catégories d'âge, ont été annulés au *Programme d'exonération et d'aide financière (EXO)*. Le programme est aboli au 1^{er} septembre 2000.

TITRE 15 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1999-2000, 2000-2001.

INSTALLATION						
	1999-2000				2000-2001	
	01-04-1999 au 31-08-1999		01-09-1999 au 31-03-2000		Prévisions 01-04-2000 au 31-08-2000	
Âge	Nb enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé
Moins de 1 an	1 124	1 300 000 \$	579	750 000 \$	975	738 248 \$
1 an à 2 ans	1 936	2 109 000 \$	1 469	1 850 000 \$	1 934	1 668 732 \$
2 ans à 3 ans	3 135	3 200 000 \$	0	0 \$	0	0 \$
3 ans à 4 ans	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$
4 ans à 5 ans	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$
Total	6 195	6 609 000 \$	2 048	2 600 000 \$	2 909	2 406 980 \$
TOTAL	9 209 000 \$				2 406 980 \$	

TITRE 15 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1999-2000, 2000-2001.

MILIEU FAMILIAL						
	1999-2000				2000-2001	
	01-04-1999 au 31-08-1999		01-09-1999 au 31-03-2000		Prévisions 01-04-2000 au 31-08-2000	
Âge	Nb Enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé
Moins de 1 an	1 790	1 700 000 \$	829	800 000 \$	1 396	957 145 \$
1 an à 2 ans	2 317	1 900 000 \$	1 704	1 600 000 \$	2 406	1 936 044 \$
2 ans à 3 ans	2 803	2 398 000 \$	0	0 \$	0	0 \$
3 ans à 4 ans	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$
4 ans à 5 ans	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$
Total	6 910	5 998 000 \$	2 533	2 400 000 \$	3 802	2 893 189 \$
TOTAL	8 388 000 \$				2 893 189 \$	

TITRE 15 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1999-2000, 2000-2001.

GARDERIES						
	1999-2000				2000-2001	
	01-04-1999 au 31-08-1999		01-09-1999 au 31-03-2000		Prévisions 01-04-2000 au 31-08-2000	
Âge	Nb enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé	Nb Enfants	Montant versé
Moins de 1 an	534	700 000 \$	201	335 000 \$	334	299 357 \$
1 an à 2 ans	1 109	1 460 000 \$	640	993 000 \$	770	822 332 \$
2 ans à 3 ans	1 938	2 500 000 \$	75	100 000 \$	113	124 814 \$
3 ans à 4 ans	99	103 000 \$	85	120 000 \$	86	96 519 \$
4 ans à 5 ans	76	90 000 \$	54	75 000 \$	58	60 112 \$
Total	3 756	4 853 000 \$	1 055	1 623 000 \$	1 361	1 403 134 \$
TOTAL	6 476 000 \$				1 403 134 \$	

TITRE 16

Nombre de ménages qui ont bénéficié, ainsi que le montant total des sommes versées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2000-2001, de :

- a) l'allocation familiale**
- b) l'allocation familiale pour enfant handicapé**
- c) l'allocation à la naissance**

en y ajoutant, pour chacune des catégories de famille, la moyenne des prestations reçues.

TITRE 16 : Nombre de ménages qui ont bénéficié des allocations, ainsi que le montant total des sommes versées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2001-2002

Tableau 1
Nombre de ménages selon le type d'allocation

	1998-1999	1999-2000 (1)
Allocation familiale (2)	660 000	630 000
Allocation pour enfant handicapé	20 889	21 500
Allocation à la naissance	74 000	50 300

(1) Estimé

(2) Inclut seulement les données relatives à la nouvelle allocation familiale en vigueur depuis septembre 1997

Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 2
Montants versés (millions de dollars) selon le type d'allocation

	1998-1999	1999-2000 (1)	2000-2001 (2)
Allocation familiale (3)	794,0	737,8	611,7
Allocation pour enfant handicapé	34,4	36,3	37,3
Allocation à la naissance	110,9	73,0	49,0

(1) Estimé

(2) Prévision

(3) Inclut seulement les données relatives à la nouvelle allocation familiale en vigueur depuis septembre 1997

Source : Régie des rentes du Québec

L'allocation à la naissance a été abolie pour les enfants qui sont nés après le 30 septembre 1997. Pour les enfants nés avant cette date, les parents continuent à recevoir leur allocation à la naissance jusqu'à ce que la totalité du montant ait été versée. Cela explique la baisse constante du nombre de ménages et des sommes versées pour l'allocation à la naissance.

TITRE 16 : Nombre de ménages qui ont bénéficié des allocations, ainsi que le montant total des sommes versées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2001-2002

Tableau 3a

Nombre de familles ayant reçu des allocations familiales dans l'exercice financier 1998-1999 selon la catégorie de famille

		Revenu familial		
Type de famille	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	Total
Biparentale	117 434	228 434	60 433	406 301
Monoparentale	161 978	50 851	2 715	215 544
Total	279 412	279 285	63 148	621 845

Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 3b

Moyenne des prestations d'allocation familiale versées dans l'exercice financier 1998-1999 selon la catégorie de famille

		Revenu familial		
Type de famille	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	Total
Biparentale	1 474 \$	468 \$	498 \$	752 \$
Monoparentale	2 194 \$	263 \$	272 \$	1 708 \$
Total	1 902 \$	430 \$	488 \$	1 089 \$

Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 3c

Nombre de familles ayant reçu des allocations familiales dans l'exercice financier 1999-2000 selon la catégorie de famille

		Revenu familial		
Type de famille	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	Total
Biparentale	99 500	217 300	43 300	360 100
Monoparentale	162 100	56 700	2 100	220 900
Total	261 600	274 000	45 400	581 000

Source : Régie des rentes du Québec

TITRE 16 : Nombre de ménages qui ont bénéficié des allocations, ainsi que le montant total des sommes versées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions 2001-2002

Tableau 3d
Moyenne des prestations d'allocation familiale versées dans l'exercice financier 1999-2000 selon la catégorie de famille

Type de famille	Revenu familial			Total
	- de 25 000 \$	25 000 \$ à 50 000 \$	50 000 \$ et +	
Biparentale	1 321 \$	410 \$	617 \$	686 \$
Monoparentale	2 111 \$	206 \$	286 \$	1 605 \$
Total	1 810 \$	368 \$	601 \$	1 036 \$

Source : Régie des rentes du Québec

TITRE 17

Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1^{er} août 2000 :

- A- Le nombre de familles monoparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 1 925 \$, 1 691 \$, 1 341 \$, 991 \$, 641 \$, 291 \$, 80 \$ et 30 \$.**
- B- Le nombre de familles monoparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 2 550 \$, 2 316 \$, 1 966 \$, 1 616 \$, 1 266 \$, 916 \$, 566 \$, 295 \$, 160 \$, 110 \$, 60 \$, 10 \$.**
- C- Le nombre de familles (couples) avec un enfant, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 625 \$, 581 \$, 331\$, 81 \$, 80 \$, 30 \$.**
- D- Le nombre de familles (couples) avec deux enfants, prestataires du programme d'allocations familiales, qui reçoivent les montants suivants : 1 250 \$, 1 206 \$, 956 \$, 706 \$, 456 \$, 206 \$, 160 \$, 110 \$, 60 \$, 10 \$.**

TITRE 17 : Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1^{er} août 2000 :

A – Le nombre de familles monoparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu	Nombre de familles au 30 novembre 2000	
	Nombre	%
15 332 \$ ou moins (allocation maximale de 1 925 \$)	67 734	51
De 15 333 \$ à 20 602 \$ (application du taux de réduction de 35 %)	16 007	12
De 20 603 \$ à 50 000 \$ (allocation minimale de 80 \$)	47 108	36
Plus de 50 000 \$ (application du taux de réduction de 5 %)	798	1
Total	131 647	100

B – Le nombre de familles monoparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu	Nombre de familles au 30 novembre 2000	
	Nombre	%
15 332 \$ ou moins (allocation maximale de 2 550 \$)	35 514	53
De 15 333 \$ à 21 214 \$ (application du taux de réduction de 35 %)	8 408	13
De 21 215 \$ à 22 537 \$ (application du taux de réduction de 25 %)	1 686	3
De 22 538 \$ à 50 000 \$ (allocation minimale de 160 \$)	20 111	30
Plus de 50 000 \$ (application du taux de réduction de 5 %)	732	1
Total	66 451	100

TITRE 17 : Concernant l'allocation familiale et selon les nouveaux barèmes entrés en vigueur le 1^{er} août 2000 :

C – Le nombre de familles biparentales avec un enfant, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu	Nombre de familles au 30 novembre 2000	
	Nombre	%
21 825 \$ ou moins (allocation maximale de 625 \$)	32 117	24
De 21 826 \$ à 24 003 \$ (application du taux de réduction de 25 %)	5 247	4
De 24 004 \$ à 50 000 \$ (allocation minimale de 80 \$)	92 846	68
Plus de 50 000 \$ (application du taux de réduction de 5 %)	5 782	4
Total	135 992	100

D – Le nombre de familles biparentales avec deux enfants, prestataires du programme d'allocation familiale, selon la tranche de revenu

Tranches de revenu	Nombre de familles au 30 novembre 2000	
	Nombre	%
21 825 \$ ou moins (allocation maximale de 1 250 \$)	28 676	21
De 21 826 \$ à 26 183 \$ (application du taux de réduction de 25 %)	10 613	8
De 26 184 \$ à 50 000 \$ (allocation minimale de 160 \$)	85 057	62
Plus de 50 000 \$ (application du taux de réduction de 5 %)	12 018	9
Total	136 364	100

TITRE 18

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour enfants handicapés, ainsi que le coût de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001.

TITRE 18 : Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour enfants handicapés, ainsi que le coût de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001.

Cette donnée n'est pas disponible.

TITRE 19

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001.

TITRE 19 : Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1998, 1999 et les prévisions pour 2000 et 2001.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Année	Nombre de familles	Montant total du crédit	Montant moyen du crédit
1998	319 000	218 M\$	683 \$
1999 (1)	341 000	205 M\$	601 \$
2000 (1)	359 000	255 M\$	710 \$
2001 (1)	359 000	258 M\$	719 \$

(1) Estimations préliminaires

Source : Ministère des Finances du Québec, 27 mars 2001

Le taux du crédit remboursable pour frais de garde varie de 75 % à 26 % selon le revenu familial. Le montant maximum qui peut être réclamé est de 7 000 \$ pour un enfant de moins de 7 ans ou atteint d'une déficience grave et prolongée et de 4 000 \$ pour un enfant de 7 à 16 ans.

**Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants selon l'âge de l'enfant
Année d'imposition 1996**

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants	Crédit total (M\$)	Crédit moyen (\$)
Moins de un an	24 236	14,5	597,3
1 an	27 334	16,9	617,2
2 ans	29 476	19,3	655,2
3 ans	29 880	19,6	654,9
4 ans	31 642	21,9	693,5
5 ans	31 902	21,1	662,9
6 ans	33 263	20,4	612,0
7 ans	24 595	9,8	397,5
8 ans	23 020	9,1	397,0
9 ans	20 998	7,4	353,7
10 ans	21 694	6,4	293,4
11 ans	19 525	6,4	330,0
12 ans	17 837	5,5	306,4
13 ans	15 561	4,9	316,4
14 ans	14 469	4,7	327,0
Plus de 14 ans	14 664	4,1	276,2
Total	380 096	192,0	505,1

Note : âge de l'enfant au 31 décembre 1996

Source : Ministère des Finances du Québec, 6 avril 1999

TITRE 20

Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001, suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 2001-2002.

Titre 20 : Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001, suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 2001-2002.

Tableau 1
Montants versés (millions de dollars) pour l'allocation familiale

	1998-1999	1999-2000	Variation	2000-2001	Variation	2001-2002	Variation
Allocation familiale	794,1 \$	737,8 \$	-56,3 \$	601,4 \$	-136,4 \$	540,4 \$	-61,0 \$

TITRE 21

Affectations des sommes dégagées suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002.

Titre 21 : Affectations des sommes dégagées suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002.

Depuis l'instauration de l'allocation familiale, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral, afin de bonifier les allocations familiales, d'accélérer le développement de places en services éducatifs à la petite enfance et enfin, d'offrir gratuitement l'accès à ses services aux enfants des familles bénéficiaires de l'aide de dernier recours.

Les économies dégagées à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral ne représentent toutefois qu'une partie des nouveaux investissements du gouvernement du Québec par rapport à sa politique familiale.

Pour l'exercice financier 2000-2001, le gouvernement du Québec a laissé aux familles québécoises un montant additionnel de 100 millions de dollars en ne procédant pas à la récupération de la portion de la bonification de la prestation fiscale canadienne pour enfants entrant en vigueur en juillet 2000 annoncé dans le budget fédéral de février 2000. Cette non-récupération a eu pour effet d'accroître d'environ 100 \$ le montant assurant la couverture des besoins essentiels tels que reconnu par la fiscalité québécoise.

Pour l'exercice financier 2001-2002, le gouvernement du Québec ne procédera pas à la récupération des bonifications de la PFCE (300 \$ par enfant et indexation du montant et des seuils) qui entreront en vigueur en juillet 2001. La récupération de ces bonifications aurait représenté des économies de l'ordre de 94 M\$ en 2001-2002 (143 M\$ sur une base annuelle).

TITRE 22

Au 31 mars 2001, l'état d'avancement de la vérification des antécédents judiciaires pour :

- a) les titulaires de permis;**
- b) les directrices et directeurs des CPE et des garderies;**
- c) les responsables de services de garde;**
- d) le personnel des CPE et des garderies.**

Question 22 : Au 31 mars 2001, l'état d'avancement de la vérification des antécédents judiciaires pour : les titulaires de permis, les directrices et directeurs des CPE et des garderies, les responsables de services de garde et le personnel des CPE et des garderies.

État d'avancement des travaux au 26 mars 2001 :

Pour la vérification, par le Ministère, des antécédents judiciaires des **titulaires de permis** :

- 8 080 personnes ont été vérifiées depuis le début des travaux en novembre 1999.
- Pour la période du 1er avril 2000 au 26 mars 2001, 7 855 personnes ont été vérifiées.

Précisons que la **totalité** des titulaires de permis a fait l'objet de vérifications. Ajoutons que plusieurs titulaires de permis ont même déjà fait l'objet d'une seconde vérification, en raison du renouvellement de leur permis ou de changements d'administrateurs survenus au cours du dernier exercice.

Les antécédents des gestionnaires de CPE, des responsables de services de garde en milieu familial, de même que du personnel en services de garde, seront vérifiés par les titulaires de permis, selon la politique et la procédure établies par le Ministère.

À cet effet, un guide s'adressant aux administrateurs de CPE et aux titulaires de permis de garderies a été diffusé dans le réseau en décembre 2000.

TITRE 23

Concernant le programme de congés parentaux préconisé par le gouvernement du Québec :

- A) l'état des négociations avec le gouvernement fédéral;**
- B) dépenses encourues entourant la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002;**
- C) nombre de fonctionnaires et ou contractuels affectés à la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002.**

Titre 23 : Concernant le programme de congés parentaux préconisé par le gouvernement du Québec

A - L'état des négociations avec le gouvernement fédéral

Les négociations avec le gouvernement fédéral sont rompues depuis le mois d'août 1997.

Après l'adoption de la *Loi sur l'assurance parentale* par l'Assemblée nationale, le gouvernement entend demander formellement au gouvernement fédéral de reprendre les négociations à ce sujet.

B- Dépenses encourues entourant la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002

Les dépenses encourues entourant la mise en place du régime québécois d'assurance parentale de 1996-1997 à 2000-2001 sont les suivantes :

1996-1997	332 515 \$
1997-1998	4 161 434 \$
1998-1999	1 082 830 \$
1999-2000	130 967 \$
2000-2001	2 574 230 \$
<i>Sous-total</i>	<i>8 281 975 \$</i>
Intérêt sur emprunt cumulatif au 31 janvier 2001	1 033 767 \$
Total	9 315 742 \$

Ces montants comprennent les dépenses du ministère de la Famille et de l'Enfance, de la Régie des rentes du Québec (RRQ), du ministère de la Justice, ainsi que le coût des contrats accordés par la RRQ pour les travaux préparatoires nécessaires à la mise en place du régime.

Pour l'année 2001-2002, les coûts dépendront de l'avancement des négociations avec la partie fédérale, une fois la *Loi sur l'assurance parentale* adoptée par l'Assemblée nationale.

Les dépenses encourues par la Régie des rentes du Québec pour ce programme (8,8 M\$) sont financées par un emprunt au Fonds de financement.

Titre 23 : Concernant le programme de congés parentaux préconisé par le gouvernement du Québec

C- Nombre de fonctionnaires et ou contractuels affectés à la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002

Le tableau suivant présente le nombre total de jours-personne affectés à la mise en œuvre du régime québécois d'assurance parentale de 1996-1997 à 2000-2001 :

Année financière	Jours-personnes
1996-1997	915
1997-1998	7 548
1998-1999	1 900
1999-2000	361
2000-2001	4 896
Total	15 620

Ce total tient compte des effectifs du ministère de la Famille et de l'Enfance, de la Régie des rentes du Québec (RRQ), du ministère de la Justice, affectés au programme, ainsi que des effectifs des firmes engagées à contrat par la RRQ pour les travaux préparatoires nécessaires à la mise en place du régime.

Pour l'année 2001-2002, le nombre d'effectifs affectés à la mise en place du régime dépendra de l'avancement des négociations avec la partie fédérale, une fois la *Loi sur l'assurance parentale* adoptée par l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne les ressources internes du MFE, le Ministère prévoit au départ y affecter un ETC. En ce qui a trait aux ressources de la RRQ et aux ressources contractuelles, leur utilisation ne peut être prévue à l'avance, puisqu'elle dépendra de la volonté du gouvernement fédéral de reprendre les négociations.

TITRE 24

Pour 2001-2002, indiquer les sommes prévues pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle, particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs.

Titre 24 : Sommes prévues, en 2001-2002, pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle, particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs.

La mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle prévoit, pour l'année 2001-2002, une contribution financière du ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE) de l'ordre de 25 000 \$.

Cette somme est prévue pour la réalisation de la mesure 45 du Plan d'action découlant des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle à savoir « la mise en place des activités de perfectionnement en matière de prévention et de dépistage des agressions sexuelles destinées aux responsables et au personnel des services de garde en installation et en milieu familial ».

Le MFE n'est pas impliqué dans les mesures concernant l'intervention et le traitement des agresseurs. Ces secteurs relèvent principalement du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que du ministère de la Sécurité publique.

TITRE 25

Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.

Titre 25 : Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.

Aucune étude, aucune analyse.